



TOGO

Septembre 2024

RAPPORT DES SERVICES DU FMI POUR LES CONSULTATIONS DE 2024 AU TITRE DE L'ARTICLE IV — COMMUNIQUE DE PRESSE ; RAPPORT DES SERVICES DU FMI ; ET DECLARATION DE L'ADMINISTRATEUR POUR LE TOGO

Conformément aux dispositions de l'article IV de ses Statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses pays membres. Dans le cadre des consultations de 2024 au titre de l'article IV avec le Togo, les documents ci-après ont été publiés et figurent dans le présent dossier :

- Un **communiqué de presse** résumant les vues du conseil d'administration tels qu'exprimées le 4 septembre 2024 lors de l'examen du rapport des services du FMI qui concluait les consultations au titre de l'article IV avec le Togo.
- Le **rapport des services du FMI** établi par une équipe des services du FMI pour examen par le conseil d'administration le 4 septembre 2024. Le rapport a été établi à la suite des entretiens avec les autorités togolaises sur l'évolution et la politique économiques qui ont pris fin le 7 juin 2024 . La rédaction du rapport des services du FMI, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 5 août 2024.
- Une **analyse de viabilité de la dette** préparée par les services du FMI et de la Banque mondiale.
- Une **annexe d'information** rédigée par les services du FMI.
- Une **déclaration de l'administrateur** pour le Togo.

Les documents énumérés ci-après ont été ou seront publiés séparément :

La politique de transparence du FMI autorise la suppression, dans les rapports des services du FMI et autres documents publiés, d'informations délicates au regard des marchés et d'informations qui divulgueraient de façon prématurée les intentions de politique économique des autorités.

Le présent document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services
PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090
Téléphone : +1 (202) 623-7430 • Télécopie : +1 (202) 623-7201

Courriel : publications@imf.org Site web : <http://www.imf.org>

Prix : 18 dollars l'exemplaire imprimé

Fonds monétaire international
Washington



Le conseil d'administration du FMI achève les consultations de 2024 au titre de l'article IV avec le Togo

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Washington, le 6 septembre 2024. Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé les consultations au titre de l'article IV¹ avec le Togo.

Après une série de chocs ces dernières années, le Togo continue à faire face à des vents contraires, notamment les défis persistants de l'insécurité alimentaire et des attentats terroristes, tandis que dans l'ensemble, ses besoins de développement restent aigus. L'expansion budgétaire menée en riposte aux chocs a permis de préserver une croissance économique robuste, mais elle a également augmenté le déficit, ce qui a eu pour effet d'annuler la baisse de l'endettement obtenue au cours de la période de l'accord FEC de 2017–20, de réduire la marge de manœuvre budgétaire et les réserves permettant d'absorber les chocs, et de contribuer aux vulnérabilités au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Pour aider le pays à surmonter ces difficultés, en mars 2024, à la demande des autorités, le Fonds monétaire international a approuvé un nouvel accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC).

Dans le contexte d'un renforcement considérable des recettes budgétaires et d'un début de rééquilibrage budgétaire en 2023, les perspectives macroéconomiques sont globalement favorables. La croissance devrait rester vigoureuse, tandis que les recettes budgétaires devraient augmenter davantage. L'inflation étant faible et le déficit du solde courant étant sous contrôle, il n'existe aucun déséquilibre intérieur ou extérieur considérable.

Les perspectives sont toutefois soumises à des risques élevés, dont une intensification potentielle du terrorisme, des difficultés éventuelles à obtenir des financements régionaux à coût abordable et des défis dans le secteur bancaire. À long terme, les résultats économiques sont également mis en péril par une

¹ Conformément à l'article IV de ses statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses pays membres. Les consultations au titre de l'article IV se tiennent tous les deux ans avec les pays bénéficiant d'un accord financier avec le FMI. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des données économiques et financières, et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui sert de cadre aux délibérations du conseil d'administration.

détérioration de la viabilité de la dette en cas d'échec des efforts déployés pour réaliser un rééquilibrage budgétaire suffisant tout en maintenant une croissance vigoureuse.

Les consultations de 2024 au titre de l'article IV ont mis l'accent sur la manière dont les autorités togolaises peuvent au mieux : i) ancrer la stabilité macroéconomique en réalisant un rééquilibrage budgétaire pour accroître la viabilité de la dette, ii) mener des réformes structurelles pour jeter les bases d'une croissance pérenne, et iii) renforcer l'inclusion sociale afin d'accélérer les progrès vers les objectifs de développement durable et de soutenir les perspectives de croissance à moyen terme.

Évaluation par le conseil d'administration²

Les administrateurs souscrivent à l'orientation générale de l'évaluation effectuée par les services du FMI. Ils se félicitent des mesures prises par les autorités, qui ont permis au Togo de résister relativement bien à la série de chocs de ces dernières années, enregistrant une croissance continue et des progrès vers les objectifs de développement durable. Toutefois, d'importants défis subsistent, notamment en raison de la forte augmentation de la dette ces dernières années et des attaques terroristes à la frontière nord, et les besoins en matière de développement restent considérables. Dans ce contexte, les administrateurs encouragent les autorités à maintenir leur plein engagement à mettre en œuvre l'accord au titre de la FEC récemment approuvé et à poursuivre leurs efforts pour renforcer la viabilité de la dette et mettre en œuvre des réformes visant à favoriser une croissance inclusive et à réduire la pauvreté. Ces mesures devront être clairement communiquées au public pour garantir la cohésion sociale et devront être appuyées par le programme de développement des capacités du FMI.

Les administrateurs soulignent qu'il importe de poursuivre un rééquilibrage des finances publiques favorable à la croissance, guidé par le double ancrage budgétaire défini dans le cadre de l'accord FEC : assurer la viabilité de la dette et constituer des marges de manœuvre budgétaires. Ils saluent la nette augmentation récente des recettes budgétaires et appellent les autorités à prendre de nouvelles mesures, tant sur plan de la politique fiscale que sur celui de l'administration des recettes. De telles mesures pourraient être considérées comme faisant partie d'une stratégie budgétaire globale qui tienne compte à la fois de la fiscalité et des dépenses dans l'optique d'atteindre les objectifs d'efficacité et de répartition des revenus. Dans ce contexte, il sera impératif de dégager un espace pour les dépenses prioritaires, en particulier dans les domaines de la santé et de l'éducation, pour promouvoir l'inclusion sociale, tandis que l'augmentation des transferts monétaires pourrait encore améliorer les filets de sécurité sociale. Les autorités devraient également continuer à renforcer la gestion des finances publiques, y compris la surveillance des entreprises publiques.

Les administrateurs notent que pour stimuler la croissance, il conviendra d'améliorer le climat des affaires, d'accélérer les gains de productivité et d'attirer davantage d'investissements privés. Le renforcement des cadres de gouvernance et de lutte contre la corruption sera essentiel. À cet égard, ils encouragent les autorités à demander au FMI une évaluation diagnostique de la gouvernance. Les administrateurs prennent note du dynamisme de l'activité dans la zone économique spéciale, et préconisent une mise en œuvre prudente des politiques industrielles, en examinant leur coût et leurs avantages. Les autorités devraient également continuer à remédier aux vulnérabilités existantes du secteur financier et à accroître la capacité des banques à accorder des crédits au secteur privé. L'amélioration de l'accès aux infrastructures et aux services publics et le renforcement de la résilience

² À l'issue des délibérations, la Directrice générale, en sa qualité de présidente du conseil d'administration, résume les vues des administrateurs, et ce résumé est communiqué aux autorités du pays. Une explication des termes utilisés dans le résumé se trouve ici :

<https://www.imf.org/external/french/np/sec/misc/qualifiersf.htm>.

climatique, éventuellement avec le soutien d'un accord au titre de la FRD, restent essentiels. Il importe également d'améliorer encore la fourniture de données au FMI.

Il est prévu que la prochaine consultation avec le Togo au titre de l'article IV se déroulera conformément à la décision du conseil d'administration sur le cycle des consultations pour les pays membres ayant conclu un accord avec le FMI.

Tableau 1. Togo : principaux indicateurs économiques et financiers, 2020–29

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|--|--|-------|-------|-------|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | Estimations | | | | Projections | | | | | |
| | (variation en pourcentage, sauf indication contraire) | | | | | | | | | |
| PIB réel | 2,0 | 6,0 | 5,8 | 5,6 | 5,3 | 5,3 | 5,5 | 5,5 | 5,5 | 5,5 |
| PIB réel par habitant | -0,4 | 3,5 | 3,3 | 3,1 | 2,8 | 2,8 | 3,0 | 3,0 | 3,0 | 3,0 |
| Déflateur du PIB | 1,8 | 2,5 | 3,7 | 2,9 | 2,2 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 2,0 |
| Indice des prix à la consommation (moyenne) | 1,8 | 4,5 | 7,6 | 5,3 | 2,7 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 2,0 |
| PIB (en milliards de francs CFA) | 4253 | 4621 | 5069 | 5507 | 5927 | 6366 | 6850 | 7371 | 7932 | 8536 |
| Taux de change FCFA/USD (niveau moyen annuel) | 575 | 554 | 622 | 606 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Taux de change réel effectif (appréciation = -) | -2,0 | -1,4 | 2,3 | -5,4 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Termes de l'échange (détérioration = -) | -1,3 | 6,5 | -0,1 | 4,4 | -2,7 | -2,5 | 0,4 | 1,1 | 1,0 | 0,7 |
| Situation monétaire | (variation en pourcentage de la monnaie au sens large en début de période) | | | | | | | | | |
| Avoirs extérieurs nets | 14,1 | 5,6 | -0,6 | 6,2 | 2,7 | 2,4 | 3,0 | 2,8 | 2,2 | 2,2 |
| Crédit net à l'État | -1,6 | -0,3 | 8,0 | 0,2 | -2,9 | 1,0 | 1,2 | 2,0 | 0,2 | 0,2 |
| Crédit au secteur non public | 0,2 | 6,0 | 10,7 | 1,5 | 9,4 | 4,0 | 4,4 | 4,6 | 4,8 | 4,8 |
| Monnaie au sens large (M2) | 11,4 | 12,3 | 14,9 | 8,5 | 8,8 | 7,4 | 7,6 | 7,6 | 7,6 | 7,6 |
| Vitesse de circulation (PIB/M2 fin de période) | 2,1 | 2,1 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 2,0 | 2,0 |
| Investissement et épargne | (en pourcentage du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | | | | |
| Investissement intérieur brut | 21,4 | 23,4 | 25,9 | 28,0 | 26,0 | 24,4 | 25,0 | 25,8 | 26,7 | 27,2 |
| Secteur public | 9,3 | 8,2 | 9,7 | 11,5 | 9,3 | 7,3 | 7,7 | 8,3 | 8,9 | 9,4 |
| Non publique | 12,1 | 15,2 | 16,2 | 16,5 | 16,7 | 17,1 | 17,3 | 17,5 | 17,8 | 17,8 |
| Épargne nationale brute | 21,1 | 21,2 | 22,5 | 25,1 | 22,7 | 21,0 | 21,9 | 23,3 | 24,4 | 24,9 |
| Secteur public | 2,2 | 3,6 | 1,4 | 4,8 | 4,4 | 4,3 | 4,7 | 5,3 | 5,9 | 6,4 |
| Non publique | 18,9 | 17,6 | 21,0 | 20,3 | 18,3 | 16,8 | 17,2 | 18,0 | 18,5 | 18,5 |
| Finances des adm. publiques | (en pourcentage du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | | | | |
| Total des recettes et des dons | 16,6 | 17,1 | 17,6 | 19,8 | 19,0 | 18,8 | 19,2 | 19,7 | 20,1 | 20,5 |
| Recettes | 14,1 | 15,3 | 15,1 | 16,8 | 16,9 | 17,3 | 17,8 | 18,3 | 18,7 | 19,3 |
| recettes fiscales | 12,5 | 14,0 | 13,9 | 14,8 | 15,2 | 15,7 | 16,2 | 16,7 | 17,2 | 17,7 |
| Dépenses et capacité de financement (à l'exclusion des opérations du secteur bancaire) | 23,7 | 21,8 | 26,0 | 26,6 | 23,9 | 21,8 | 22,2 | 22,7 | 23,1 | 23,5 |
| Solde budgétaire global primaire (base ordonnancements, dons compris) | -4,7 | -2,5 | -5,9 | -3,9 | -4,0 | -0,5 | -0,6 | -0,8 | -1,0 | -1,1 |
| Solde global (base ordonnancements, dons compris, hors opérations du secteur bancaire) | -7,0 | -4,7 | -8,3 | -6,7 | -4,9 | -3,0 | -3,0 | -3,0 | -3,0 | -3,0 |
| Solde global (base ordonnancements, dons compris) | -7,0 | -4,7 | -8,3 | -6,7 | -6,4 | -3,0 | -3,0 | -3,0 | -3,0 | -3,0 |
| Solde budgétaire global primaire (base de caisse, dons compris) | -4,7 | -3,4 | -5,9 | -3,9 | -4,0 | -0,5 | -0,6 | -0,8 | -1,0 | -1,1 |
| Solde global (base caisse, dons compris, hors opérations du secteur bancaire) | -7,1 | -5,6 | -8,3 | -6,7 | -4,9 | -3,0 | -3,0 | -3,0 | -3,0 | -3,0 |
| Solde global (base caisse, dons compris) | -7,1 | -5,6 | -8,3 | -6,7 | -6,4 | -3,0 | -3,0 | -3,0 | -3,0 | -3,0 |
| Secteur extérieur | (en pourcentage du PIB, sauf indication contraire) | | | | | | | | | |
| Solde des transactions courantes | -0,3 | -2,2 | -3,5 | -2,9 | -3,3 | -3,3 | -3,1 | -2,5 | -2,3 | -2,3 |
| Exportations (biens et services) | 23,3 | 23,7 | 26,6 | 25,5 | 25,6 | 25,5 | 26,1 | 26,3 | 26,3 | 26,2 |
| Importations (biens et services) | -32,3 | -34,0 | -38,8 | -36,2 | -35,7 | -34,8 | -34,4 | -34,2 | -34,0 | -34,0 |
| Dettes publiques extérieures ¹ | 27,6 | 27,3 | 26,2 | 25,9 | 27,4 | 28,7 | 29,6 | 30,4 | 30,6 | 30,2 |
| Service de la dette publique extérieure (en pourcentage des exportations) ¹ | 6,9 | 5,2 | 8,3 | 8,2 | 8,4 | 9,1 | 9,1 | 8,2 | 7,2 | 6,5 |
| Dettes publiques intérieures ² | 34,6 | 37,6 | 41,2 | 42,1 | 42,4 | 39,8 | 36,9 | 34,6 | 32,8 | 31,8 |
| Dettes publiques totales ³ | 62,2 | 64,9 | 67,4 | 68,0 | 69,8 | 68,6 | 66,5 | 65,0 | 63,4 | 62,0 |
| Dettes publiques totales (hors entreprises publiques) ⁴ | 60,1 | 63,0 | 65,8 | 66,6 | 68,6 | 67,6 | 65,7 | 64,3 | 62,8 | 61,5 |
| Valeur actualisée de la dette publique totale ³ | ... | ... | ... | 60,5 | 61,0 | 58,3 | 54,7 | 51,8 | 49,1 | 47,4 |

Sources : autorités togolaises ; estimations et projections des services du FMI.

¹ Comprend la dette extérieure des entreprises publiques.

² Comprend la dette liée au préfinancement, les arriérés intérieurs et la dette intérieure des entreprises publiques.

³ Comprend les arriérés intérieurs et la dette des entreprises publiques.

⁴ Comprend les arriérés intérieurs.



TOGO

5 août, 2024

RAPPORT DES SERVICES DU FMI POUR LES CONSULTATIONS DE 2024 AU TITRE DE L'ARTICLE IV

RÉSUMÉ

Contexte. Après la série de chocs survenus au cours des dernières années, le Togo demeure confronté à des difficultés persistantes en matière de sécurité alimentaire et à des attaques terroristes, et ses besoins de développement restent considérables. Si l'expansion budgétaire mise en œuvre pour riposter à ces chocs a permis de maintenir une croissance économique robuste, elle a également creusé la dette publique et annulé la baisse de l'endettement obtenue au cours de la période de l'accord au titre de la FEC de 2017–20, ce qui a érodé la marge de manœuvre budgétaire et les réserves destinées à absorber les chocs, et contribué aux vulnérabilités au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). Face à ces difficultés, le FMI a approuvé la demande des autorités d'un nouvel accord au titre de la FEC en mars 2024.

Perspectives et risques. D'après les projections de référence, les résultats macroéconomiques devraient rester solides. Les perspectives sont toutefois soumises à des risques élevés, liés notamment à une aggravation possible des actes terroristes, aux difficultés potentielles à obtenir un financement régional à un coût abordable et aux problèmes que connaît le secteur bancaire. Sur le long terme, les résultats économiques risquent aussi de pâtir d'une détérioration de la viabilité de la dette en cas d'échec des actions menées pour parvenir à suffisamment rééquilibrer les finances publiques tout en maintenant une croissance vigoureuse.

Principales recommandations de politique générale :

- **Ancrer la stabilité macroéconomique en garantissant le rééquilibrage des finances publiques pour accroître la viabilité de la dette.** Compte tenu des pressions sur les dépenses, poursuivre cet objectif principalement grâce à la mobilisation des recettes et à la réalisation de gains d'efficacité en réformant la gestion des finances publiques. Pour ce qui est de la mobilisation des ressources intérieures, préparer un plan comprenant à la fois des éléments de politique fiscale et d'administration des recettes destinés à élargir l'assiette de l'impôt, en reprenant les conseils du département des finances publiques du FMI.

- **Mener des réformes pour établir les bases d'une croissance durable.** Poursuivre les réformes horizontales, en particulier pour améliorer la gouvernance et le climat des affaires. Dans ce contexte, continuer à réformer le secteur financier pour qu'il contribue davantage à la croissance tout en limitant les risques qu'il peut occasionner. Mettre en œuvre, avec prudence, des politiques industrielles.
- **Accroître l'inclusion sociale pour accélérer la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) et appuyer les perspectives de croissance à moyen terme.** Augmenter pour ce faire les dépenses dans le domaine de la santé et de l'éducation afin d'aider les jeunes à acquérir le capital humain nécessaire pour répondre aux besoins croissants de compétences du monde du travail moderne. Faire en sorte également de rendre le dispositif de protection sociale plus résilient aux chocs pour aider la population à affronter des chocs de plus en plus fréquents.

Approuvé par
Annalisa Fedelino
(AFR) et Fabian
Bornhorst (SPR)

Les entretiens se sont déroulés sur place à Lomé du 29 mai au 7 juin 2024. L'équipe des services du FMI était composée de M. H. Weisfeld (chef d'équipe), de Mme G. Li, de M E. Vaccaro-Grange (tous deux du département Afrique), de M. M. Kaffo (représentant résident), de M. J. Fanning (département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation), et de M. S. Napo (économiste local). Mme E. Boukpassi (bureau de l'administrateur) a participé à la seconde partie de la mission. L'équipe s'est entretenue avec M. Sani Yaya, ministre des Finances, des représentants de la BCEAO ainsi qu'avec d'autres hauts fonctionnaires. Elle a été également reçue par la Première ministre, M^{me} Victoire Dogbé. Enfin, la mission a aussi rencontré des représentants de la communauté diplomatique. M^{me} E. Eckling a apporté une aide administrative à l'équipe.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----------|
| CONTEXTE | 5 |
| ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE | 8 |
| PERSPECTIVES ET RISQUES | 11 |
| DISCUSSION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES | 13 |
| A. Ancrer la stabilité macroéconomique à une plus grande viabilité de la dette | 13 |
| B. Consolider les fondements d'une croissance durable | 18 |
| C. Améliorer l'inclusion | 26 |
| D. Autres questions | 28 |
| ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI | 29 |
| ENCADRÉ | |
| 1. Principales recommandations formulées lors de la consultation au titre de l'article IV de 2019 et réponses des autorités | 7 |
| GRAPHIQUES | |
| 1. Indicateurs de l'activité économique, 2014–23 | 33 |
| 2. Principaux indicateurs de développement, 2012–22 | 34 |
| 3. Secteur extérieur, 2017–23 | 35 |
| 4. Évolution budgétaire à moyen terme, 2019–28 | 36 |

TABLEAUX

| | |
|--|----|
| 1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2020–29 _____ | 37 |
| 2a. Opérations financières de l'administration centrale, 2020–29 (milliards de Francs CFA) _____ | 38 |
| 2b. Opérations financières de l'administration centrale, 2020–29 (pourcentage du PIB) _____ | 39 |
| 3. Balance des paiements, 2020–29 _____ | 40 |
| 4. Situation des institutions de dépôts, 2020–29 _____ | 41 |
| 5. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire, 2016–23 _____ | 42 |

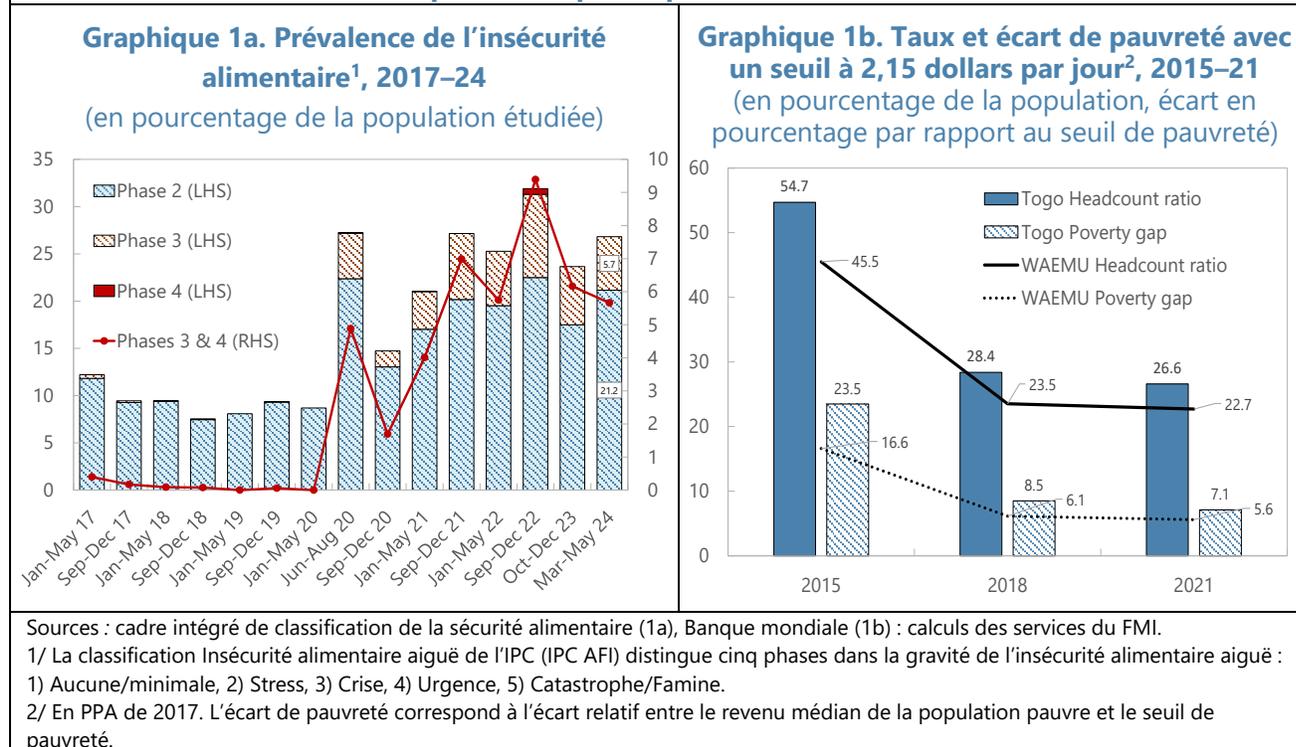
ANNEXES

| | |
|--|----|
| I. Évaluation du secteur extérieur _____ | 43 |
| II. Matrice d'évaluation des risques _____ | 48 |
| III. Difficultés liées aux données _____ | 51 |
| IV. Stratégie de développement des capacités _____ | 54 |

CONTEXTE

1. La croissance a résisté aux chocs qui se sont produits ces dernières années, notamment grâce à un soutien budgétaire important, mais l'insécurité alimentaire s'est accentuée et les besoins de développement restent considérables alors que les attaques terroristes se poursuivent. Après la pandémie de COVID et le déclenchement de la guerre en Ukraine, l'insécurité alimentaire s'est fortement accentuée jusqu'à la fin 2022. Bien qu'elle ait diminué depuis, elle reste élevée, 27 % de la population y demeurant exposée à un degré plus ou moins prononcé (graphique 1a du texte). Le Togo a réalisé quelques avancées pour réduire la pauvreté ces dernières années, mais à un rythme ralenti, et un quart de la population vit encore dans l'extrême pauvreté (revenu inférieur à 2,15 dollars par jour, graphique 1b du texte)¹. Plus globalement, il reste encore beaucoup à faire pour réaliser les objectifs de développement durable (ODD). Les attaques terroristes qui touchent la région des Savanes, dans le nord du pays et seraient commises par des groupes djihadistes du Sahel, se poursuivent. La dernière s'est produite en juillet 2023. Ces attaques causent des morts et des dégâts matériels et conduisent les autorités à accroître les dépenses militaires et civiles pour préserver la sécurité.

Graphique 1 du texte. L'insécurité alimentaire reste élevée, mais des progrès ont été accomplis pour éradiquer la pauvreté absolue

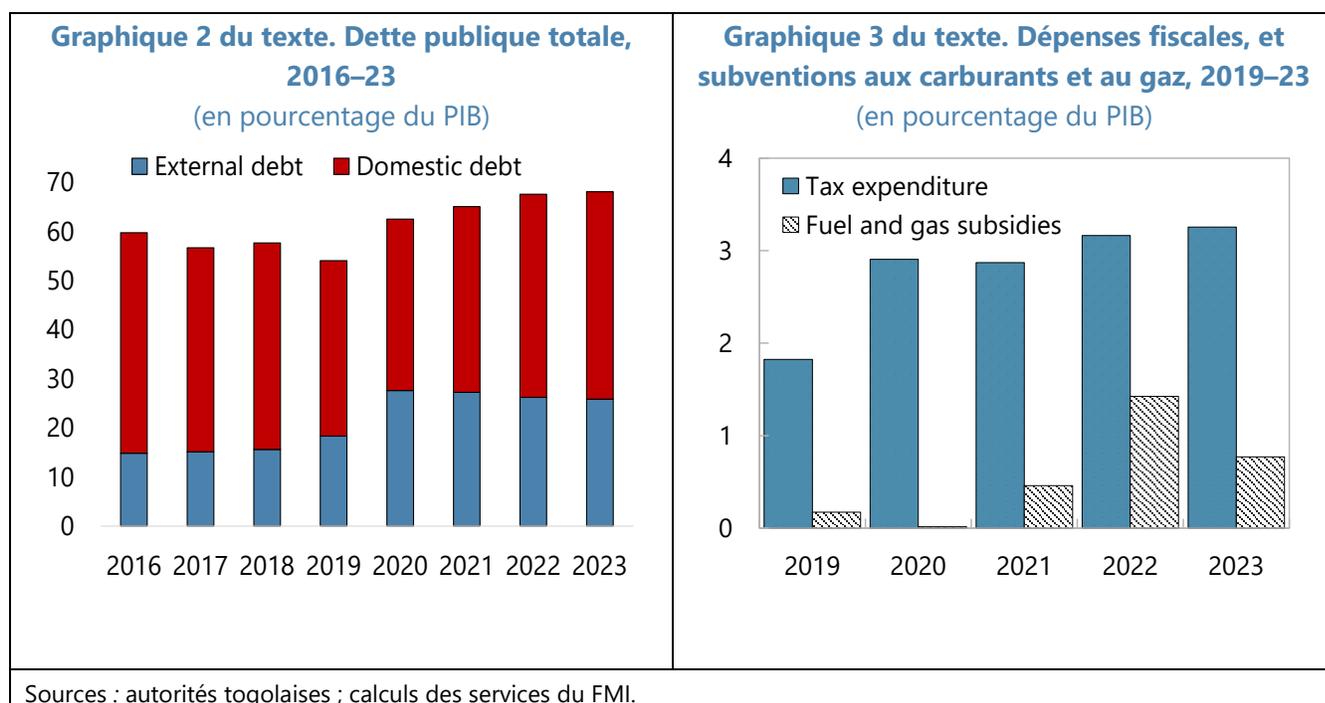


¹ Selon les prévisions immédiates, la pauvreté absolue touche 25,8 % de la population du pays en 2023, d'après la publication *Sub-Saharan Africa Macro Poverty Outlook* d'avril 2024 établie par la Banque mondiale.

2. Si elle a permis de soutenir la croissance, l'expansion budgétaire mise en œuvre pour riposter aux chocs a entraîné une forte augmentation des déficits et de la dette publique et une érosion des réserves (graphique 2 du texte). Le déficit budgétaire global a culminé à 8,3 % du PIB en 2022, après les mesures prises pour protéger le pouvoir d'achat, en particulier les subventions élevées aux carburants et au gaz (figure 3 du texte), et les dépenses de sécurité. La dette publique est passée de 54,9 % du PIB en 2019 à 67,6 % du PIB en 2022. Elle reste viable, mais le risque de surendettement extérieur est modéré et le risque de surendettement global, élevé. Les réserves dont dispose le pays lui donnent une « certaine marge » d'absorption des chocs et s'avèrent surtout limitées lorsqu'elles sont évaluées à l'aune des recettes budgétaires (dans le cadre de l'AVD). Les dépenses fiscales élevées continuent à grever les recettes (graphique 3 du texte).

3. Les autorités se sont employées à appliquer un grand nombre des conseils formulés dans le cadre de la consultation au titre de l'article IV réalisée en 2019, tout en conservant la possibilité de réaliser d'autres avancées (encadré 1). Elles ont par exemple accru la mobilisation des recettes intérieures et renforcé la gestion de la dette et de l'investissement public.

4. La nouvelle constitution adoptée récemment a créé une nouvelle fonction sans limitation de mandat. Le Parlement a adopté à la mi-avril 2024 une nouvelle constitution qui a fait passer le pays d'un régime présidentiel à un régime parlementaire. Selon les termes de cette nouvelle constitution, le Parlement élit le chef du parti majoritaire au poste de « président du conseil des ministres », qui s'apparente selon les services du FMI à celui de Premier ministre dans un régime parlementaire. Il n'est pas limité par un mandat. Malgré les protestations de l'opposition, le Président a promulgué la nouvelle constitution en mai. Son parti avait remporté les élections législatives et régionales quelques semaines auparavant. Le pays opère actuellement une année de transition pour mettre en place le nouveau régime parlementaire.

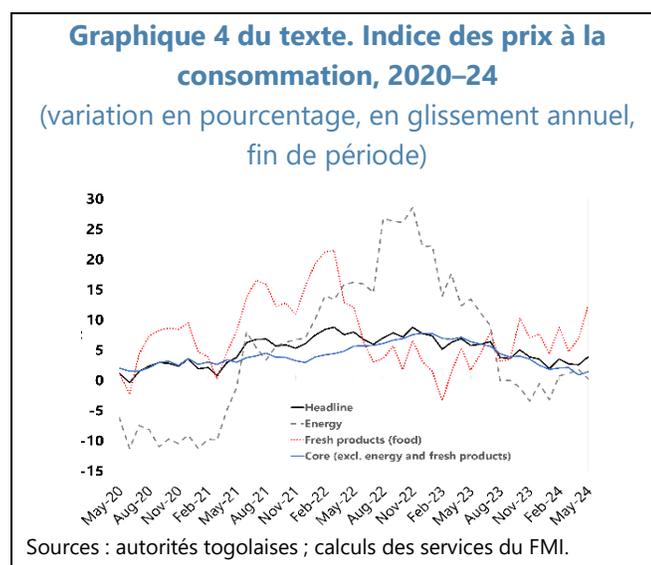


Encadré 1. Principales recommandations formulées lors de la consultation au titre de l'article IV de 2019 et réponses des autorités

| Principales recommandations | Réponses des autorités |
|---|---|
| Rééquilibrage budgétaire : travailler au rééquilibrage des finances publiques pour garantir la viabilité de la dette tout en préservant les dépenses sociales et d'investissement pour ramener le risque de surendettement à « modéré » d'ici à 2023. | Les déficits et la dette publique ont fortement augmenté après les chocs survenus ces dernières années et le risque de surendettement demeure par conséquent élevé. Cela dit, les autorités ont commencé à assainir leur position budgétaire en 2023. |
| Mobilisation des recettes fiscales : améliorer le recouvrement des recettes grâce à des réformes de la politique fiscale et de l'administration des recettes. | Depuis la dernière consultation au titre de l'article IV, en 2019, les recettes fiscales ont augmenté à 14,8 % du PIB, contre 13 % en 2019 (après le rebasage du PIB). |
| Stabilité du secteur financier : accroître la stabilité du secteur financier en corrigeant les déficiences du système bancaire et en améliorant les réglementations ; promouvoir l'inclusion financière. | Les indicateurs de la solidité du secteur bancaire se sont améliorés et des progrès ont été accomplis en ce qui concerne la solvabilité de deux grandes banques (voir le paragraphe 10). L'inclusion financière a également progressé. |
| Gestion de l'investissement public : améliorer la gestion de l'investissement public en veillant à ce que les projets d'infrastructure soient correctement hiérarchisés et exécutés avec efficacité. Accroître l'efficacité des dépenses en adoptant un programme d'investissements publics pluriannuel révisé et en adoptant un budget par programme. | Les autorités ont renforcé la gestion de l'investissement public. Elles ont mis en place un budget par programme en 2021 et raffermi le cadre des dépenses publiques en adoptant de nouvelles réglementations pour la passation des marchés et les partenariats publics-privés (PPP) en 2021. Les projets sont à présent davantage en adéquation avec les priorités du plan de développement national et sont intégrés au programme d'investissements publics, ce qui permet de suivre les budgets prévus. Compte tenu de ces améliorations, les PPP se sont ouverts depuis 2022 à des entités extra-budgétaires, telles que des collectivités locales, et des entreprises publiques. |
| Gestion de la dette : améliorer la gestion de la dette en créant une Direction de la dette, en mettant en œuvre le manuel de gestion de la dette et en renforçant la communication entre les spécialistes en valeurs du Trésor et les investisseurs. | Les autorités ont renforcé la gestion de la dette, comme en témoigne la hausse enregistrée par les indicateurs de l'évaluation de la gestion de la dette en près de trois trimestres. Elles ont aussi publié une stratégie d'endettement à moyen terme, un plan d'emprunt annuel, ainsi que des rapports trimestriels et annuels sur la dette publique. Elles ont également rencontré les spécialistes en valeur du Trésor pour leur faire part de leur calendrier d'émissions. |
| Protection sociale et inclusion : renforcer la protection sociale et accroître l'accès aux services essentiels pour diminuer la pauvreté et les inégalités, et faire en sorte que la croissance économique profite à tous les groupes de population. | Le Togo a poursuivi ses progrès vers les objectifs de développement durable, notamment en diminuant la pauvreté. Les autorités s'emploient actuellement à mettre en place une aide ciblée avec la création d'une carte d'identité biométrique pour tous les citoyens et la constitution d'un registre social unique. |
| Gouvernance : améliorer la gouvernance et la transparence de l'administration publique pour accroître la confiance et la responsabilité. | Les autorités ont pris des mesures pour améliorer la gouvernance, en particulier avec la création d'un organe de lutte contre la corruption et l'adoption d'une loi sur la déclaration de patrimoine. Certains indicateurs de gouvernance, tels que la perception de la lutte contre la corruption et l'État de droit, se sont quelque peu améliorés (voir le paragraphe 28). |
| Réformes structurelles : accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles pour favoriser une croissance vigoureuse et inclusive. | Les autorités ont apporté des améliorations notables au climat des affaires, notamment en poursuivant le passage au numérique de l'administration publique et en renforçant l'activité du port de Lomé. |

ÉVOLUTION RÉCENTE DE L'ÉCONOMIE

5. La croissance semble avoir résisté en 2023 et l'inflation s'est atténuée. Selon les estimations, la croissance devrait avoir atteint 5,6 % en 2023, soit légèrement plus que les prévisions, en partie grâce à l'augmentation de l'activité dans la zone industrielle spéciale d'Adetikopé. Après avoir culminé à 7,5 % en 2022, en raison principalement de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, l'inflation globale a fléchi à 3,9 % en mai 2024 et l'inflation sous-jacente à 1,4 % (en glissement annuel, graphique 4 du texte).



6. En 2023, les autorités ont enregistré une hausse des recettes budgétaires nettement plus importante que prévue, en partie grâce à l'amélioration de l'administration des recettes. Les recettes fiscales ont augmenté de 0,9 % du PIB, soit davantage que l'objectif que s'étaient fixé les autorités, d'une moyenne annuelle de 0,5 % du PIB. La majeure partie de cette hausse provient des taxes prélevées à l'importation, et il semble que l'amélioration de l'administration des recettes y ait aussi contribué (les recettes fiscales ont augmenté nettement plus que les importations en volumes et en valeurs). Les recettes non fiscales ont également augmenté de 0,8 % du PIB,

Tableau 1 du texte. Évolution budgétaire, 2019–23
(en pourcentage du PIB)

| | 2019 ¹ | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|--|-------------------|------|------|-------|------|
| Revenue and grants | 18.2 | 16.6 | 17.1 | 17.6 | 19.8 |
| Total revenue | 15.2 | 14.1 | 15.3 | 15.1 | 16.8 |
| Tax revenue | 13.5 | 12.5 | 14.0 | 13.9 | 14.8 |
| Nontax revenue | 1.8 | 1.6 | 1.3 | 1.2 | 2.0 |
| Grants | 3.0 | 2.5 | 1.8 | 2.5 | 3.1 |
| Expenditures and net lending | 16.6 | 23.7 | 21.8 | 26.0 | 26.6 |
| Current expenditures | 13.4 | 14.4 | 13.6 | 16.2 | 15.1 |
| of which: Fuel subsidies | 0.2 | 0.1 | 0.2 | 1.4 | 0.8 |
| of which: Social protection cash transfers | ... | 0.3 | 0.2 | 0.1 | 0.2 |
| Capital expenditures | 3.2 | 9.3 | 8.2 | 9.7 | 11.5 |
| of which: emergency program for Northern regions | ... | ... | ... | 0.7 | 1.2 |
| Overall balance (commitment basis, incl. grants) | 1.7 | -7.0 | -4.7 | -8.3 | -6.7 |
| Change in arrears | -2.6 | 0.0 | -1.0 | 0.0 | 0.0 |
| Overall balance (cash basis, incl. grants) | -0.9 | -7.1 | -5.6 | -8.3 | -6.7 |
| Overall balance (cash basis, excl. grants) | -3.9 | -9.6 | -7.4 | -10.8 | -9.8 |
| Financing | 2.9 | 7.5 | 7.2 | 10.8 | 9.8 |
| Domestic financing (net) | -3.2 | 0.6 | 4.5 | 7.1 | 4.5 |
| External financing (net) | 6.1 | 6.9 | 2.7 | 3.6 | 5.3 |
| Exceptional financing | 1.0 | 2.1 | 0.2 | 0.0 | 0.0 |
| of which: IMF-ECF | 1.0 | 1.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |

Sources : autorités togolaises ; estimations des services du FMI. Les données pour 2023 sont préliminaires.

1 Hors opérations avec la Caisse nationale de Sécurité sociale (CNSS), en 2019.

essentiellement parce que les autorités ont commencé à collecter les taxes d'utilisation des sols et les arriérés de paiements correspondants, ainsi que les contributions au nouveau fonds de concours.

7. Les autorités ont également bien amorcé le rééquilibrage des finances publiques. Le déficit global (base de caisse, dons compris) a diminué à 6,7 % du PIB en 2023 (contre 8,3 % du PIB en 2022), se rapprochant de l'objectif de 6,6 % que s'étaient fixé les autorités. La diminution des subventions aux carburants, qui se situaient à un niveau élevé en 2022, a contribué à assainir les finances publiques, mais cet objectif n'a pas été atteint, car les dépenses de sécurité se sont avérées nettement plus élevées que prévu du fait de la persistance des problèmes de sécurité.

8. Les conditions de financement se sont durcies et les besoins de refinancement sont élevés. Le rendement moyen des obligations d'État du Togo a augmenté à 7,7 % (6,0 % en 2022) et l'échéance moyenne s'est raccourcie à 3,4 ans (8,9 ans en 2022)². Les autorités se sont en outre davantage appuyées sur les bons du Trésor en 2023 et au premier semestre 2024. Les besoins de refinancement sur le marché régional des capitaux s'élèvent à 18 % du PIB par an sur la période 2024–27. Le Togo n'a pas encore émis de titres de dette négociables sur les marchés de capitaux mondiaux, mais emprunte à l'étranger auprès de banques commerciales, en plus de ses emprunts officiels et concessionnels.

9. La dette publique et l'aide des donateurs prévue ont été revues à la hausse, et la trajectoire de la dette devrait rester dans la ligne de l'ancrage budgétaire qui sous-tend l'accord au titre de la FEC.

- Fin 2023, la dette publique totale représentait 68,0 % du PIB (contre 67,4 % selon une estimation antérieure), à la suite de l'intégration de deux prêts nationaux qui n'avaient pas été pris en compte dans les données précédentes. La valeur actualisée de la dette publique à la fin 2023 est désormais estimée à 60,5 % du PIB, soit 1,4 point de pourcentage de plus que lors de la demande d'accord au titre de la FEC en mars 2024.
- La Banque mondiale a nettement revu à la hausse les décaissements prévus pour des prêts destinés à des projets et d'aide budgétaire, la plupart à des conditions très concessionnelles, tandis que les prévisions de dons sont légèrement inférieures³.

² Sur la base des émissions réalisées jusqu'à fin juin 2024. On retrouve des tendances similaires dans d'autres pays membres de l'UEMOA.

³ Sur la période 2024-29, le montant total des prêts accordés par la Banque mondiale sera supérieur de 933 millions de dollars (75 %) aux prévisions précédentes, dont 150 millions de dollars de plus (30 %) pour les prêts d'aide budgétaire. Les dons seront en baisse de 37 millions de dollars (29 %).

- La valeur actualisée de la dette publique devrait pouvoir passer sous les 55 % du PIB d'ici à 2026, dans la ligne de l'ancrage budgétaire des autorités qui demeure inchangé, avec une marge toutefois moins importante.

10. Dans le secteur financier, bien que les indicateurs de solidité bancaire se soient redressés ces dernières années, le non-respect constant des normes prudentielles par trois banques entraîne toujours un risque pour la stabilité du secteur. Cela dit, la solvabilité de deux grandes banques semble s'être améliorée ces derniers mois.

- Le ratio de solvabilité du secteur bancaire s'est raffermi pour atteindre 5 % fin 2023 (contre 2,6 % en 2019). La qualité des actifs du secteur s'est également améliorée, la part des prêts improductifs tombant à 7,7 % du volume total des prêts fin 2023 (contre 15,6 % en 2019).
- Cependant, trois banques togolaises, qui représentent 19,4 % du total des actifs du secteur, ne respectaient pas les normes prudentielles à la fin de l'année 2023. Les manquements étaient particulièrement prononcés dans la dernière banque publique et dans une ancienne banque publique privatisée en 2021. Ces deux institutions, qui représentent 18,9 % des actifs, présentaient des fonds propres réglementaires négatifs à hauteur de 1,8 % du PIB de 2024.
- Les autorités s'emploient à accroître les fonds propres réglementaires de la banque publique. En février, elles lui ont fourni des fonds pour les remettre à zéro, et un notaire a rempli les formalités juridiques permettant de les injecter dans le capital de la banque. C'est cette opération qui a permis au contrôleur de déclarer que le ratio de solvabilité du secteur bancaire s'était encore amélioré, pour s'établir à 7,5 % à la fin mars 2024. Les autorités ont aussi demandé un audit indépendant des fonds propres réglementaires de la banque. Elles prévoient à l'avenir de rester propriétaires de la banque, étant donné que l'acheteur potentiellement intéressé ne souhaite pas augmenter son offre au niveau attendu par les autorités après l'accroissement des fonds propres.
- À la suite du blâme et de l'amende infligés par la Commission bancaire pour non-observation continue des normes réglementaires et manquements dans la gestion et l'application des normes de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), les autorités ont déclaré que le propriétaire de la banque privatisée en 2021 avait récemment essayé d'augmenter les fonds propres réglementaires de la banque en faisant acheter le siège de la banque par une entité sous son contrôle. Les conséquences de cette opération sur les fonds propres réglementaires de la banque restent à voir. Il convient aussi d'améliorer l'application des obligations de LBC/FT et de garantir en particulier que la propriété et le contrôle de la banque répondent de manière constante à des critères corrects et adaptés. Les autorités envisagent d'acquérir les actifs immobiliers que détient la banque afin de renforcer encore ses fonds propres réglementaires.

11. La position extérieure du Togo est jugée globalement conforme au niveau que supposent les paramètres fondamentaux et les politiques souhaitables (annexe I, ESE). La légère amélioration des termes de l'échange a permis d'augmenter la balance commerciale, la

baisse des prix des carburants limitant la croissance des importations. Le redressement de la balance des services, grâce à une augmentation des voyages et du commerce de transit, et le niveau toujours élevé des envois de fonds ont aussi concouru à ramener le déficit courant à 2,9 % du PIB en 2023. Les montants élevés des transferts de capitaux, en hausse dans le secteur public, ont joué un rôle majeur dans le financement du déficit.

PERSPECTIVES ET RISQUES

12. D'après les projections de référence, les résultats macroéconomiques devraient rester solides (tableau 2 du texte). La croissance devrait ralentir pour s'établir à 5,3 % en 2024-25 compte tenu du rééquilibrage budgétaire (en prenant l'hypothèse d'un multiplicateur budgétaire de 0,1). Elle devrait ensuite retrouver un rythme de 5,5 % par an, grâce à l'assouplissement progressif des restrictions de crédit et à la conduite de réformes destinées à stimuler la productivité et l'investissement privé (documents de la série des Questions générales « Comprendre la croissance du Togo »). L'inflation globale devrait se rapprocher de 2 % d'ici à 2025, soit un taux conforme à l'objectif fixé par la BCEAO. Le déficit budgétaire devrait converger vers le plafond régional de 3 % du PIB d'ici à 2025, sous l'effet du rééquilibrage planifié, et le déficit courant devrait demeurer autour de 3 % du PIB.

Tableau 2 du texte. Principales estimations et projections macroéconomiques, 2022-29

| | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|------------------|------|-------------|------|------|------|------|------|
| | Est. | | Projections | | | | | |
| Real GDP (percent change) | 5.8 | 5.6 | 5.3 | 5.3 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 5.5 |
| GDP deflator (percent change) | 3.7 | 2.9 | 2.2 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 |
| CPI inflation, average (percent) | 7.6 | 5.3 | 2.7 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 |
| | (percent of GDP) | | | | | | | |
| Overall balance (commitment basis, incl. grants, excl. banking sector operations) | -4.7 | -6.7 | -4.9 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 |
| Overall balance (commitment basis, incl. grants) | -4.7 | -6.7 | -6.4 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 |
| Current account balance | -3.5 | -2.9 | -3.3 | -3.3 | -3.1 | -2.5 | -2.3 | -2.3 |
| Total public and publicly guaranteed debt | 67.4 | 68.0 | 69.8 | 68.5 | 66.5 | 64.9 | 63.3 | 61.9 |

Sources : autorités togolaises ; estimations des services du FMI.

Note : Les données pour 2023 sont préliminaires.

13. Cependant, les perspectives risquent toujours fortement d'être revues à la baisse (annexe II, matrice d'évaluation des risques).

- L'intensification possible ou la propagation des actes terroristes à d'autres régions du pays constitue un risque majeur pour les résultats économiques, dans la mesure où leurs conséquences peuvent aller du ralentissement des activités commerciales et logistiques à une déstabilisation profonde de la sécurité et de l'économie du pays. La poursuite des actes

terroristes pourrait aussi entraîner le maintien à un niveau plus élevé que prévu des dépenses de sécurité.

- Les difficultés à obtenir un financement suffisant à des taux abordables sur le marché régional représentent un autre risque. Si ce risque se concrétisait, il pourrait peser sur les résultats économiques en obligeant les autorités à réduire les dépenses, une situation qui pourrait encore être aggravée en cas de financements concessionnels extérieurs insuffisants.
- Par ailleurs, les risques menaçant la stabilité du secteur financier ne sont pas encore totalement maîtrisés. Bien qu'ils suivent une tendance encourageante, les fonds propres de l'ensemble du secteur restent pour l'instant insuffisants. Les nombreuses créances détenues par les banques sur l'État (22,9 % des actifs bancaires) créent en outre un risque d'interactions négatives entre les finances de ce dernier et du secteur bancaire.
- À long terme, les résultats économiques risquent de pâtir d'une érosion de la viabilité de la dette si les actions menées pour rééquilibrer suffisamment les comptes tout en conservant une croissance solide ne portaient pas leurs fruits, par exemple, si la mobilisation des ressources intérieures s'avérait plus lente que prévu, si les dépenses dépassaient les prévisions ou si les autorités ne parvenaient pas à accroître suffisamment leur efficacité, ou encore si la croissance demeurait inférieure aux prévisions. Les comptes budgétaires dépendent également de la concrétisation des passifs conditionnels des PPP et des entreprises publiques, telles que la société nationale d'électricité, qui semble connaître des difficultés alors que la demande d'électricité augmente.
- Selon les premières analyses des services du FMI, la croissance et les comptes budgétaires sont également sensibles aux effets du changement climatique (document de la série des Questions générales « Effets du changement climatique »).
 - Exposition au risque de changement climatique : au cours des quarante dernières années, la température moyenne annuelle a augmenté d'environ 1°C au Togo par rapport à son niveau préindustriel, et les épisodes de températures extrêmes sont devenus plus fréquents. D'après les modèles climatiques, les températures moyennes vont continuer à grimper et les périodes de températures extrêmement chaudes pourraient aussi devenir plus fréquentes. Le niveau de la mer s'élève également.
 - Répercussions économiques et financières du changement climatique : le changement climatique présente un risque pour la croissance et la viabilité de la dette. Plus précisément, d'après les services du FMI, il pourrait entraîner une baisse de la croissance telle que le PIB par habitant diminuera de 8 % d'ici à 2100 uniquement du fait de la hausse des températures moyennes, sans prendre en compte les effets des événements météorologiques extrêmes et de l'élévation du niveau de la mer. Sans mesures d'adaptation, ces conséquences pourraient être près de deux fois plus lourdes. Les événements climatiques extrêmes et l'élévation du niveau de la mer pourraient aggraver encore la baisse de la croissance. L'ensemble de ces répercussions pourraient menacer la viabilité des

finances publiques en entraînant une baisse des recettes et une augmentation des dépenses engagées pour renforcer la résilience du pays et aider les populations touchées (voir le paragraphe 22).

- On relève également des facteurs d'amélioration. Par exemple les politiques industrielles, les investissements dans les infrastructures, les réformes en cours pour améliorer le climat des affaires, et une nouvelle augmentation du commerce de transit pourraient rapporter des résultats meilleurs que prévu et porter la croissance à un niveau supérieur aux projections.

Point de vue des autorités

14. les autorités sont tout à fait conscientes du grand nombre de risques de détérioration, mais considèrent néanmoins que les perspectives restent favorables et qu'il existe de grandes chances que la croissance dépasse les prévisions des services du FMI. Elles anticipent en particulier une croissance dynamique dans les zones économiques spéciales, qui auront des retombées intéressantes sur les secteurs primaire et tertiaire.

DISCUSSION DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES

Les débats ont porté sur les objectifs interdépendants suivants : i) ancrer la stabilité macroéconomique à une plus grande viabilité de la dette en procédant à un rééquilibrage budgétaire favorable à la croissance et en utilisant avec efficacité les ressources limitées, ii) définir les bases d'une croissance soutenue, et iii) améliorer l'inclusion.

A. Ancrer la stabilité macroéconomique à une plus grande viabilité de la dette

15. La forte augmentation des déficits budgétaires et de la dette publique enregistrée ces dernières années pourrait menacer la viabilité de la dette si elle n'est pas stoppée. Les déficits budgétaires élevés et l'absence de financement extérieur dont souffre le Togo, comme d'autres membres de l'UEMOA, ont entraîné une diminution des réserves de la région (3,6 mois d'importations en juin 2024).

16. Le double ancrage budgétaire associé à la viabilité de la dette, adopté par les autorités dans le cadre de la demande récente d'accord au titre de la FEC, reste approprié. Le premier élément de l'ancrage consiste à ramener le risque global de surendettement au niveau « modéré » d'ici à fin 2026 en portant la valeur actualisée de la dette au-dessous de 55 % du PIB. Le deuxième élément consiste à réduire le déficit budgétaire à 3 % du PIB au maximum d'ici 2025, pour éviter de mettre à trop rude épreuve la capacité du marché régional à apporter des financements (cela permettra également d'aligner la politique budgétaire avec le cadre de convergence régional actuellement suspendu). Les mesures seront prises en fonction de la plus stricte des deux contraintes et de la nécessité d'éviter des ajustements trop brutaux.

17. Dans le sillage de cette décision, les autorités veulent à juste titre mettre en œuvre la trajectoire du déficit budgétaire global qui a été définie lors de la demande d'accord au titre de la FEC (tableau 3 du texte). Cette trajectoire tient compte du double ancrage, avec une valeur actualisée de la dette prévue à 54,7 % du PIB en 2026 (très légèrement supérieure aux 54,4 % du PIB prévus au moment de la demande d'accord au titre de la FEC).

Tableau 3 du texte. Programmes budgétaires à moyen terme, 2023–29
(en pourcentage du PIB)

| | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|--|------|------|------|------|------|------|------|
| Revenue and grants | 19.8 | 19.0 | 18.8 | 19.2 | 19.7 | 20.1 | 20.5 |
| Total revenue | 16.8 | 16.9 | 17.3 | 17.8 | 18.3 | 18.7 | 19.3 |
| Tax revenue | 14.8 | 15.2 | 15.7 | 16.2 | 16.7 | 17.2 | 17.7 |
| Nontax revenue | 2.0 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 |
| Grants | 3.1 | 2.1 | 1.6 | 1.5 | 1.4 | 1.3 | 1.2 |
| Expenditures and net lending | 26.6 | 23.9 | 21.8 | 22.2 | 22.7 | 23.1 | 23.5 |
| Current expenditures | 15.1 | 14.5 | 14.6 | 14.5 | 14.4 | 14.2 | 14.1 |
| <i>of which: Fuel subsidies</i> | 0.8 | 0.7 | ... | ... | ... | ... | ... |
| <i>of which: Social protection cash transfers</i> | 0.2 | 0.1 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Capital expenditures | 11.5 | 9.3 | 7.3 | 7.7 | 8.3 | 8.9 | 9.4 |
| <i>of which: emergency program for Northern regions</i> | 1.2 | 1.0 | 0.7 | 0.6 | 0.6 | 0.5 | 0.5 |
| Overall balance (commitment basis, incl. grants, excl. banking sector operation) | -6.7 | -4.9 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 |
| Overall balance (commitment basis, incl. grants) | -6.7 | -6.4 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 |
| Change in arrears | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Overall balance (cash basis, incl. grants, excl. banking sector operations) | -6.7 | -4.9 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 |
| Overall balance (cash basis, incl. grants) | -6.7 | -6.4 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 |
| Overall balance (cash basis, excl. grants) | -9.8 | -8.6 | -4.6 | -4.4 | -4.5 | -4.3 | -4.2 |
| Financing | 9.8 | 7.2 | 3.4 | 3.6 | 4.0 | 4.3 | 4.2 |
| Domestic financing (net) | 4.5 | 3.3 | -0.2 | 0.1 | 0.2 | 0.6 | 1.3 |
| External financing (net) | 5.3 | 3.9 | 3.6 | 3.6 | 3.8 | 3.7 | 3.0 |
| Exceptional financing | 0.0 | 1.3 | 1.1 | 0.8 | 0.5 | 0.0 | 0.0 |
| <i>of which: IMF-ECF</i> | 0.0 | 1.3 | 1.1 | 0.8 | 0.5 | 0.0 | 0.0 |
| <i>Memorandum Item:</i> | | | | | | | |
| Social and pro-poor spending | 4.8 | 5.3 | 5.1 | 5.3 | 5.4 | 5.5 | 5.6 |

Sources : autorités togolaises ; estimations des services du FMI. Les données pour 2023 sont préliminaires.

Note : Depuis la dernière demande d'accord au titre de la FEC, les dépenses sociales et de lutte contre la pauvreté sont définies comme des dépenses prévues dans l'enveloppe budgétaire (constituée de ressources nationales et extérieures) et concernant principalement l'éducation, la santé et la nutrition, la mise en place de dispositifs de protection sociale, l'accès à l'électricité, à l'eau et à l'assainissement, le microfinancement, la sécurité et la protection civile. Elles incluent les transferts monétaires. Pour les détails, voir l'annexe I de la pièce jointe II au rapport des services du FMI sur les économies nationales n° 24/79.

18. Pour dégager une marge de manœuvre pour les dépenses prioritaires et contribuer au rééquilibrage, les autorités prévoient toujours, à raison, d'accroître les recettes fiscales de 0,5 % du PIB par an à moyen terme, ce qui représente un taux ambitieux. À court terme, en supposant qu'un quart des recettes supérieures aux prévisions enregistrées en 2023 provient de facteurs transitoires (par exemple, la déviation des flux commerciaux du Niger vers le Togo en raison des tensions existant entre le Niger et le Bénin pourrait ne pas durer), l'objectif des recettes fiscales est de 15,2 % du PIB pour 2024.

19. Les actions menées pour atteindre les objectifs de recettes pourraient profiter de la mise en place d'une stratégie de mobilisation des ressources associant des éléments de politique fiscale et d'administration des recettes, dans l'optique principale d'élargir l'assiette imposable (document de la série des Questions générales « Mobilisation des recettes fiscales »).

- **Pour la politique fiscale**, les services du FMI recommandent d'appliquer les mesures suivantes, définies à partir des conclusions formulées à l'issue des dernières missions relatives à l'administration des recettes et la politique fiscale.
 - **Fiscalité indirecte** : supprimer progressivement les exonérations de TVA régressives, qui sont mal ciblées et représentent en fait un moyen coûteux de protéger les plus pauvres. Malgré le caractère régressif des exemptions, cette mesure diminuera le pouvoir d'achat des plus pauvres. En conséquence, il convient de protéger ces derniers grâce à une augmentation des transferts monétaires ou à d'autres actions ciblées. Il faut par ailleurs élargir les droits d'accise et appliquer plus globalement le tarif extérieur commun en faisant en sorte de valoriser correctement toutes les importations. Les services du FMI préconisent aussi de revenir sur les allègements fiscaux accordés depuis quelques années, sur les véhicules et les matériaux de construction par exemple.
 - **Fiscalité directe** : simplifier l'impôt sur le revenu des particuliers, achever le passage à un système cédulaire et élargir son assiette. Envisager de proposer moins de nouvelles incitations fiscales concernant l'impôt sur les sociétés et à l'avenir, accorder les éventuelles incitations sous forme de crédit, et non d'exemption, d'impôt pour accroître leur efficacité. Envisager aussi d'imposer à toutes les entreprises qui bénéficient d'avantages fiscaux associés à des régimes économiques spéciaux de s'installer dans une zone économique spéciale pour faciliter leur administration, et de supprimer leurs avantages fiscaux aux entreprises qui ne respectent pas les garanties d'investissement et d'emploi. Enfin, les autorités pourraient prévoir d'accroître la fiscalité foncière.
- **En matière d'administration des recettes**, maintenir les mesures visant à diminuer le non-respect des obligations fiscales, grâce notamment à un renforcement des contrôles, l'intensification du passage au numérique et la vérification croisée des déclarations de douane avec les déclarations fiscales nationales correspondantes.

20. Les autorités pourraient s'employer à faire en sorte que les mesures de politique fiscale entraînant une augmentation du coût de la vie soient bien acceptées, en définissant leur enchaînement de manière appropriée et en prévoyant une communication adaptée. Il convient que les autorités informent le grand public des raisons des mesures de politique fiscale adoptées et des actions menées pour protéger les plus vulnérables. De telles actions, qui dans l'idéal prendront la forme de transferts monétaires ciblés, devront peut-être commencer avant l'entrée en vigueur des mesures fiscales. La poursuite de l'amélioration de la gouvernance, en particulier dans le domaine de la transparence budgétaire, pourrait aussi concourir à accroître la confiance de la population.

21. Les plans de dépenses des autorités pour les années à venir ont pour objectif, à juste titre, de concilier dépenses prioritaires (pour la sécurité, la protection sociale, l'investissement et l'assainissement du secteur bancaire) et rééquilibrage des finances publiques.

- Les dépenses courantes devraient diminuer et passer de 15,1 % du PIB en 2023 à 14,1 % du PIB en 2029, principalement du fait de la baisse des intérêts payés en proportion du PIB dans le sillage du rééquilibrage budgétaire et d'un recours plus important à des financements externes concessionnels, en partie grâce au soutien du FMI et de la Banque mondiale. Compte tenu de la restriction des dépenses, les dépenses de personnel et de biens et services devraient globalement demeurer inchangées en proportion du PIB.
- Après une forte hausse ces dernières années, l'investissement public, y compris les dépenses de sécurité, devrait s'inscrire en baisse, passant de 11,5 % du PIB en 2023 à 9,3 % en 2024 et 7,3 % en 2025, avant de se redresser dans les années suivantes dans le sillage de l'augmentation des ressources intérieures. Cette trajectoire est légèrement supérieure à celle présentée lors de la demande d'accord au titre de la FEC, en raison des dépenses de sécurité plus élevées qui seront financées par des recettes plus élevées. La compression prévue des investissements hors sécurité jusqu'en 2025 pèsera sur la croissance et ses perspectives, ce qui souligne l'importance de procéder à des réformes structurelles.
- Les dépenses sociales et de lutte contre la pauvreté (figurant dans la demande d'accord au titre de la FEC de mars 2024), qui recouvrent les dépenses courantes et les dépenses d'investissement, devraient augmenter progressivement, de 4,8 % du PIB en 2023 à 5,6 % du PIB en 2029.
- Les plans des dépenses prévoient également la recapitalisation de la banque publique en difficulté jusqu'au niveau minimal de fonds propres réglementaires et l'achat d'actifs immobiliers d'une ancienne banque publique, correspondant à 1,6 % du PIB en 2024.

22. Les services du FMI recommandent de définir une stratégie budgétaire globale de moyen terme. Cette stratégie i) entérinerait l'ancrage budgétaire, et ii) intégrerait la stratégie de mobilisation des ressources intérieures à une stratégie des dépenses visant à la fois à accroître le potentiel de croissance de l'économie et à améliorer les conditions de vie des plus vulnérables. Une structure très progressive des dépenses peut garantir la progressivité de l'ensemble de la politique budgétaire, y compris dans les pays où le régime fiscal n'est pas progressif.

23. Le moment venu, et après avoir conduit des études supplémentaires, les autorités devront intégrer les effets du changement climatique à leur stratégie budgétaire, en particulier le coût des mesures destinées à accroître la résilience du pays.

- Ces mesures comprennent l'adaptation à l'élévation du niveau de la mer avec la consolidation des installations portuaires et le déplacement vers l'intérieur des terres de certaines infrastructures et de groupes de population. Selon les services du FMI, ces mesures coûteront 0,13 % du PIB par an les dix premières années, mais elles sont estimées à 0,2 % du PIB par les autorités. D'autres manifestations du changement climatique pourraient nécessiter d'autres

mesures d'adaptation dont le coût n'a pas été chiffré par les services du FMI. D'après les premières estimations des autorités et de la Banque mondiale, l'ensemble des coûts d'adaptation sont compris entre 0,8 % du PIB et 2,1 % du PIB par an au cours des années 2020.

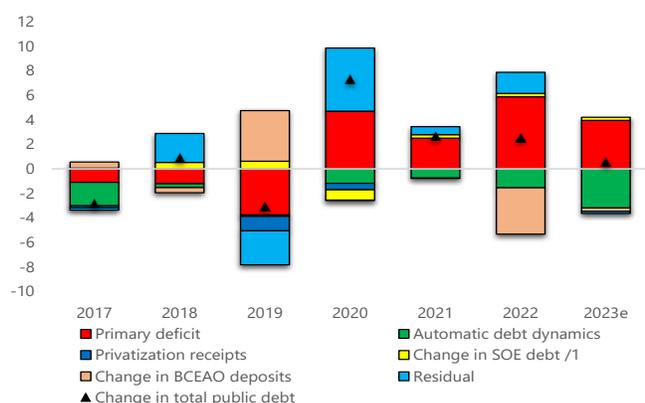
- Compte tenu de leur marge de manœuvre limitée dans les prochaines années, les autorités parviendront très difficilement à absorber avec les finances publiques une éventuelle dégradation des conditions du pays due au changement climatique. La totalité ou une grande partie des financements nécessaires pour lutter contre les effets du changement climatique devront donc probablement provenir de sources extérieures.

24. Les autorités devraient aussi accomplir de nouveaux progrès concernant les réformes suivantes de la gestion des finances publiques, en poursuivant les travaux engagés ces dernières années.

- **Consolider la méthode du budget-programme.** Les autorités devraient continuer à décentraliser les responsabilités en matière de dépenses au niveau des ministères dépensiers en conservant une surveillance par le ministère des finances.
- **Clarifier les risques associés aux entreprises publiques et aux PPP et s'employer à les atténuer.** Les autorités devraient à cet égard i) renforcer le cadre institutionnel et juridique des entreprises publiques en adoptant le projet de loi sur les entreprises publiques, ii) améliorer la transparence des finances et des opérations des entreprises publiques, en mettant à disposition des services du FMI, et dans l'idéal en publiant, les rapports financiers des entreprises publiques à fin 2022 et/ou à fin juin 2023, et iii) accroître la surveillance et le contrôle des entreprises publiques en professionnalisant l'équipe dirigeante, intégrer les plans d'investissement des entreprises publiques aux plans d'investissements publics globaux, et garantir une tarification des services

des entreprises publiques permettant de recouvrer les coûts avec une indication transparente des subventions accordées. Il convient aussi de gérer plus rigoureusement les PPP, en particulier de les intégrer au processus budgétaire, d'améliorer l'établissement des rapports budgétaires les concernant et de confier clairement une fonction de suivi au ministère des Finances.

Graphique 5 du texte. Variation de la dette publique totale, 2017–23
(en pourcentage du PIB)



Sources : autorités togolaises ; calculs des services du FMI.

^{1/} Les chiffres du cumul de la dette des entreprises publiques en 2022-23 reposent sur des projections, car les données correspondantes ne sont pas encore disponibles.

- **Accroître l'établissement de rapports sur le budget et la dette pour rendre totalement compte des finances de l'administration centrale et déterminer pourquoi la dette augmente plus rapidement que ne l'indiquent les facteurs d'endettement connus (graphique 5 du texte).** L'actualisation de l'analyse des services du FMI montre des résidus annuels moyens de 1,0 % du PIB sur la période 2017-23, avec un résidu négatif de 0,2 % du PIB en 2023. Assurer la cohérence des changements apportés à la position de l'État envers le système bancaire, intégrer des données plus récentes sur l'endettement des entreprises publiques aux rapports sur la dette publique et mener une analyse approfondie des conséquences des variations de valeur seront des étapes importantes à l'avenir (voir l'AVD). La mission salue la volonté des autorités de créer prochainement un groupe de travail sur ce sujet, auquel participeront les services du FMI.

Point de vue des autorités

25. Les autorités réitèrent leur intention de suivre l'ancrage budgétaire adopté en début d'année. Elles prennent note des suggestions des services du FMI, dont plusieurs leur paraissent pertinentes. Elles envisagent par exemple de modifier les mesures d'incitation relatives à l'impôt sur les sociétés en remplaçant les exemptions par un taux d'imposition fixe de 15 %, avec un montant d'impôt minimum, reprenant ainsi globalement les recommandations des services du FMI et conformément aux accords sur la fiscalité internationale. Elles envisagent aussi d'augmenter la fiscalité foncière. Elles estiment néanmoins qu'il conviendrait que les recommandations des services du FMI fassent l'objet de nouvelles analyses. Globalement, poursuivre la mobilisation des ressources intérieures au moyen de réformes de la politique fiscale offre selon elles un potentiel limité, car ces mesures imposeraient plus lourdement encore les particuliers et les entreprises qui paient déjà des impôts, leur faisant porter une charge substantielle. Elles prévoient d'atteindre leurs objectifs d'accroissement des recettes principalement en redoublant d'efforts dans l'administration de ces dernières et en intensifiant le passage au numérique. Cela permettra d'élargir l'assiette fiscale en augmentant de facto le nombre de contribuables. Les autorités conviennent que le changement climatique entraîne des risques et estiment qu'il sera important de mieux comprendre ses conséquences probables à l'avenir sur la croissance et les comptes budgétaires.

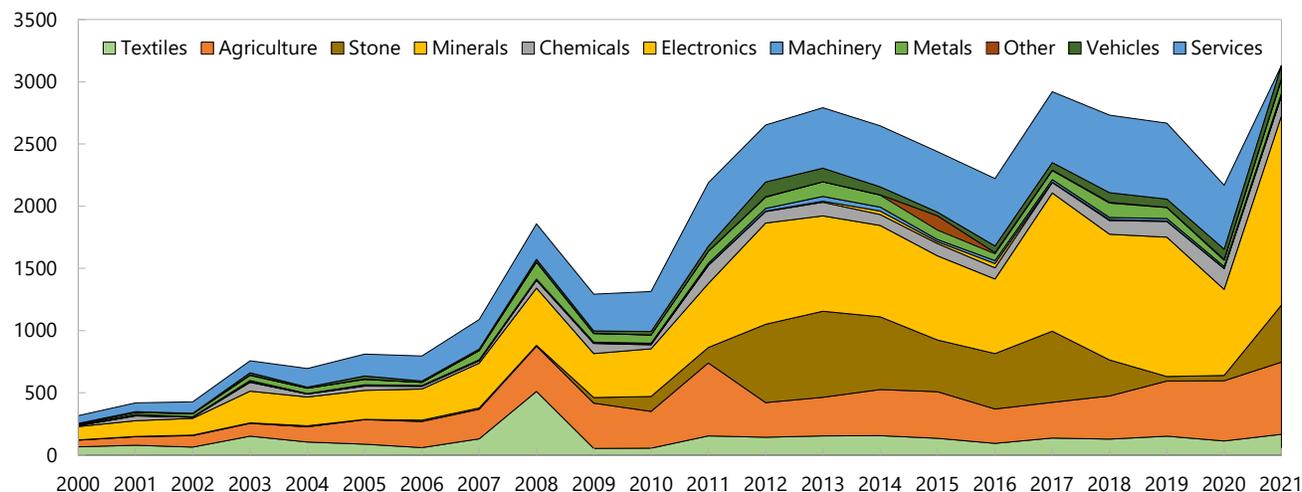
B. Consolider les fondements d'une croissance durable

26. Depuis quelques dizaines d'années, la croissance du pays repose principalement sur l'accumulation de capital et est surtout tirée par l'investissement privé. L'investissement public a connu des périodes d'expansion qui ont toutefois conduit à une augmentation rapide de la dette et rendu impératif le rééquilibrage budgétaire (document de la série des Questions générales « Comprendre la croissance du Togo »).

27. Sur la même période, la productivité a stagné ou reculé, témoignant ainsi du peu de progrès réalisés en matière de diversification (graphique 6 du texte). La complexité économique du Togo reste faible (le pays se classe au 114^e rang sur 133 en 2021), car il exporte

toujours principalement des marchandises peu et modérément complexes, en particulier des minéraux et des produits agricoles⁴, comme de nombreux autres pays à faible revenu.⁵

Graphique 6 du texte. Diversification des exportations, 2000-21
(en millions de dollars)



Sources : données Economic Complexity.

28. Étant donné la marge de manœuvre budgétaire limitée pour l'investissement public, la croissance devra à l'avenir reposer sur des gains de productivité. Les pays en développement ont généralement accru leur productivité en diversifiant leur production manufacturière, mais les possibilités de reproduire la même trajectoire se révèlent aujourd'hui incertaines. « L'exportation de produits manufacturés légers [...] a été le premier niveau de développement [...]. [...] De nombreuses études ont mis en évidence un modèle « d'apprentissage par l'exportation » permettant aux entreprises des pays en développement d'augmenter leur productivité [...] grâce à leurs ventes à l'étranger. Un grand nombre d'observateurs ont toutefois annoncé que l'automatisation mettrait bientôt un terme à cette évolution traditionnelle »⁶. Il est aussi plus difficile de suivre cette voie en raison d'autres facteurs, en particulier la domination de la Chine, qui produit plus d'un tiers des biens manufacturés au monde et bénéficie d'effets d'agglomération importants.

29. Compte tenu de ces incertitudes, le Togo devrait suivre différentes voies de développement. Outre la préservation de la stabilité macroéconomique et de la viabilité de la

⁴ Voir la page [Economic Complexity Database \(2021\)](#).

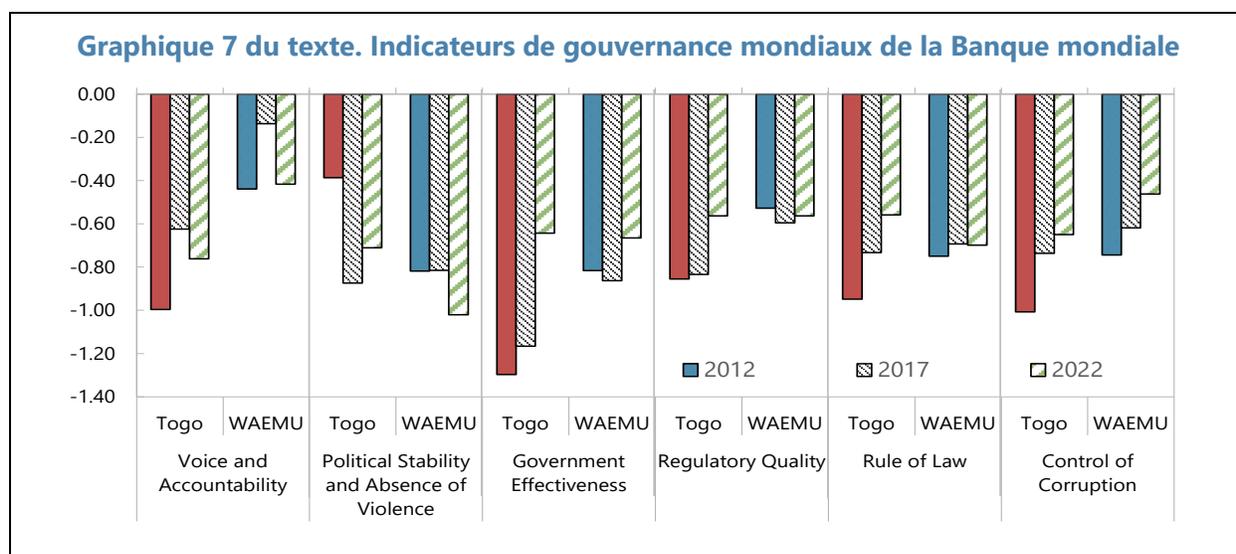
⁵ IMF, 2019, [Macroeconomic Developments and Prospects in Low-Income Developing Countries – 2019](#), Fonds monétaire international, Washington DC

⁶ J. Sandefur and A. Subramanian, 2024, [Long-Distance Industrial Policy for Africa](#), CGD Working Paper 689, Centre pour le développement mondial, Washington DC.

dette, il sera indispensable de mettre en place des politiques horizontales destinées à garantir une bonne gouvernance et à favoriser le climat des affaires, quelle que soit la voie empruntée.

Améliorer la gouvernance et le climat des affaires

30. Bien que la gouvernance se soit améliorée, la résolution des problèmes importants qui existent encore constituerait un moyen financièrement avantageux de renforcer la confiance et de stimuler la croissance. Au cours de la dernière décennie, les autorités se sont employées à améliorer la gouvernance, en particulier avec la création d'un organe de lutte contre la corruption et l'adoption d'une loi sur la déclaration de patrimoine. Certains indicateurs de gouvernance, tels que la perception de la lutte contre la corruption et l'état de droit, ont augmenté (graphique 7 du texte)⁷. Les risques de corruption sont néanmoins toujours jugés élevés⁸, et l'indice de la perception de la corruption est plus bas que celui de l'UEMOA (graphique 8)⁹.



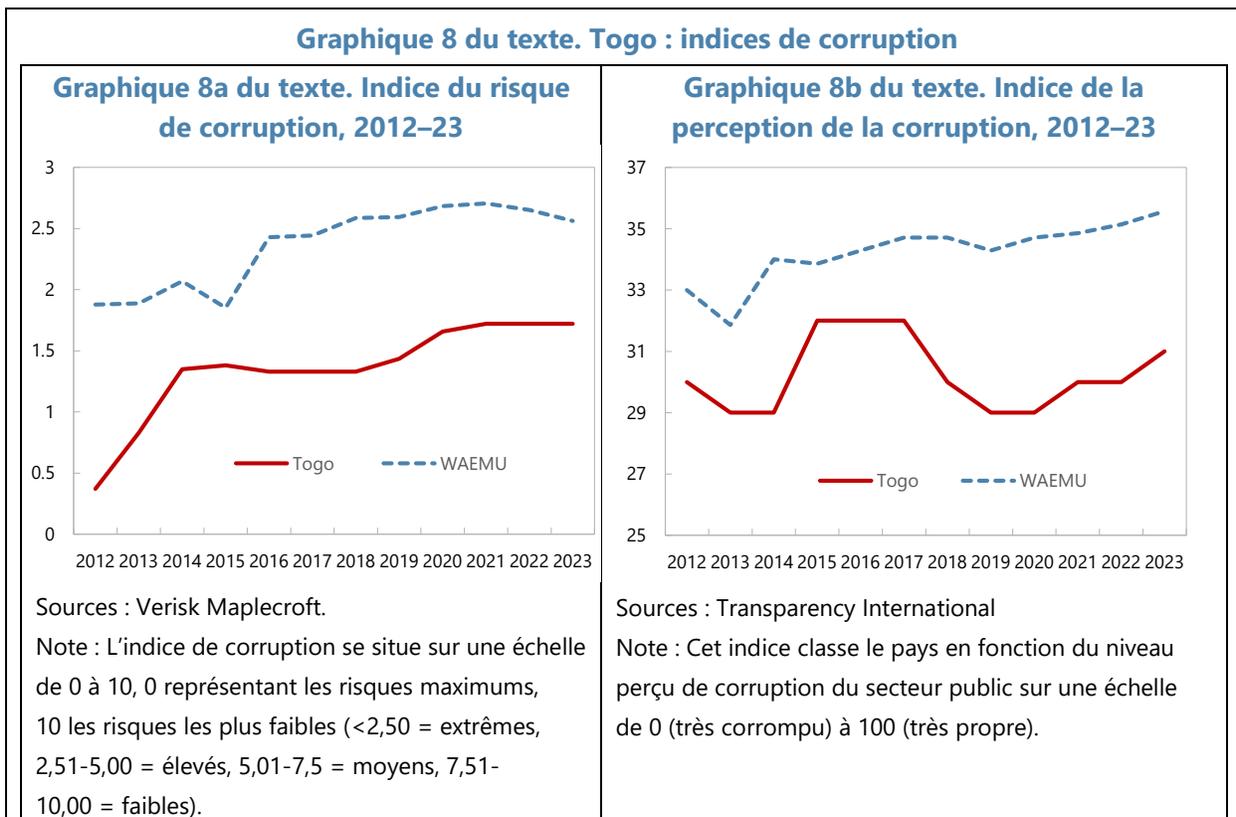
31. Les autorités devraient intensifier leurs efforts en matière de gouvernance pour remédier aux facteurs de vulnérabilité qui subsistent. La réalisation d'un diagnostic de la gouvernance par le FMI serait à cet égard utile. Des amendements doivent encore être apportés aux principales lois établissant le cadre de gouvernance et de lutte contre la corruption, et le cadre juridique présente des lacunes. La mise en application de la législation et la coordination entre les organes compétents en matière de gouvernance peuvent aussi être améliorées. Dans ce contexte, les avantages d'une évaluation diagnostique de la gouvernance seraient considérables. En apportant

⁷ Kaufmann and Kraay, 2023, Indicateurs mondiaux de gouvernance - Mise à jour 2023 (www.govindicators.org).

⁸ Verisk Maplecroft Global Risk Dashboard (GRiD). Le GRiD fournit des données et des recherches politiques, environnementales, sociales et économiques concernant 198 pays du monde entier. L'indice de corruption se situe sur une échelle de 0 à 10, 0 représentant les risques maximums, 10 les risques les plus faibles (<2,50 = extrêmes, 2,51-5,00 = élevés, 5,01-7,5 = moyens, 7,51-10,00 = faibles).

⁹ Indice de perception de la corruption (CPI) de Transparency International. Cet indice classe le pays en fonction du niveau perçu de corruption du secteur public sur une échelle de 0 (très corrompu) à 100 (très propre).

les points de vue de différents experts, elle pourrait aider les autorités à mieux comprendre les problèmes de gouvernance existant dans les différentes fonctions de l'État et constituerait une base solide à partir de laquelle élaborer les moyens de les résoudre. Sa publication enverrait également un signal fort sur la volonté des autorités togolaises à prendre en compte et à régler les problèmes de gouvernance.



32. La gouvernance bénéficierait aussi d'un renforcement de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Le Togo est confronté à des risques de financement du terrorisme moyens à forts, et les principaux risques de blanchiment d'argent auxquels il doit faire face sont liés à la fraude fiscale et à la corruption (rapport d'évaluation de 2022 du GIABA sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme). Compte tenu de ces risques et des ressources dont elles disposent, les autorités prévoient à juste titre d'adopter une approche séquencée pour relever les défis concernant i) le délit de financement du terrorisme, ii) la mise en œuvre des résolutions de Nations Unies sur le financement du terrorisme et la prolifération d'armes, et iii) les mesures portant sur les personnes politiquement exposées. Les responsables du contrôle devraient continuer à améliorer l'application des mesures préventives par les secteurs réglementés qui ont des contacts avec des personnes politiquement exposées et à vérifier les données relatives aux bénéficiaires effectifs de leurs clients.

33. Les autorités doivent aussi continuer à consolider le climat des affaires, en particulier en donnant au secteur bancaire davantage de possibilités d'accorder des crédits et en

élargissant l'accès aux infrastructures essentielles. Pour les entreprises, l'accès au crédit et à l'électricité représente les deux obstacles les plus importants. Le ratio crédit/PIB a stagné au cours des dix dernières années, ce qui confirme les contraintes de financement évoquées par les entreprises.

34. Les services du FMI recommandent aux autorités de prendre les mesures suivantes pour permettre au secteur bancaire d'accorder plus de crédit au secteur privé et remédier à certains risques concernant le secteur financier exposés plus haut (document de la série des Questions générales « Renforcer le secteur financier du Togo »).

- **Continuer à encourager l'accès aux services financiers (« inclusion financière ») et prendre des mesures pour générer les informations dont ont besoin les banques pour accorder davantage de crédits.**
 - Les autorités doivent continuer à raffermir les systèmes de paiement, et exploiter pleinement les canaux de paiement publics, élaborer des systèmes d'identité numérique sûrs, appliquer des règles de protection des consommateurs claires, mettre en place des programmes d'éducation financière et encourager la concurrence au sein du secteur financier.
 - Elles peuvent envisager de revenir sur la décision récente d'élargir la taxe sur les activités financières aux opérations d'argent mobile, car elle risque de dissuader les consommateurs de recourir aux services d'intermédiation des banques pour les transferts et de préférer les opérations en espèces.
 - Elles doivent aussi continuer à aider les emprunteurs potentiels à passer du secteur informel à l'économie formelle, notamment en maintenant l'aide apportée en matière de tenue des comptes. Une plus grande inclusion financière permettra aussi de générer des données intéressantes, ce qui donnera la possibilité à l'agence d'évaluation des risques d'accroître la portée et la qualité des informations sur le crédit.
- **Continuer à améliorer l'environnement opérationnel des banques**, en consolidant le registre de la propriété foncière, et le fonctionnement du système judiciaire pour que les emprunteurs puissent accéder aux garanties et que les banques disposent de recours plus simples face à des emprunteurs défaillants.
- **Encourager le respect des normes prudentielles pour accroître la capacité du secteur à absorber les chocs et améliorer la confiance du public.** Il convient à cet effet de faire en sorte que la dernière banque publique observe totalement les normes et tire avantage des efforts accomplis récemment pour remettre à zéro le niveau de fonds propres réglementaires¹⁰. Par

¹⁰ En ce qui concerne l'acquisition envisagée de certains actifs immobiliers par la banque privatisée en 2021 pour l'aider à augmenter ses fonds propres réglementaires, afin de préserver le peu de ressources budgétaires disponibles, les services du FMI préconisent que les autorités conditionnent ces acquisitions à un apport de fonds du propriétaire de la banque. Par ailleurs, étant donné que les autorités estiment que les prix des actifs risquent de dépasser les prix

(continued)

ailleurs, ainsi que le recommande le PESF 2022 de l’UEMOA, la commission bancaire régionale doit intensifier l’exécution des mesures de contrôle. Un recours accru à la publication des sanctions et l’abandon des suspensions de procédure répétées pourraient exercer un effet dissuasif et favoriser le respect des normes.

- **Diminuer l’exposition importante des banques à la dette souveraine.** Bien que le fait que les banques recourent moins au guichet de refinancement de la banque centrale laisse penser que leur exposition actuelle ne limite pas les crédits accordés au secteur privé, celle-ci pourrait néanmoins freiner la croissance des crédits à l’avenir et provoquer une chaîne de réactions négatives entre l’État et le secteur bancaire. Le rééquilibrage budgétaire et les outils macroprudentiels peuvent atténuer ces risques. Ainsi que le recommande le PESF, ces outils, tels que l’exigence de fonds propres additionnels ciblés au titre du pilier 2, devraient permettre de remédier aux risques induits par la concentration des portefeuilles des banques sur la dette souveraine.

35. Les autorités devraient aussi trouver comment améliorer l’accès aux infrastructures (routes et connexions Internet, par exemple) et augmenter la fourniture des services publics essentiels (document de la série des Questions générales « Renforcer les investissements publics dans les infrastructures et la prestation des services publics aux entreprises »). Elles devraient pour ce faire affermir les processus d’investissement et la gestion des services publics.

- Pour consolider les processus d’investissement, les autorités doivent redoubler d’efforts pour mettre en adéquation les plans d’investissements publics avec les ressources limitées dont elles disposent, améliorer la préparation et la mise en œuvre des projets, et attirer des financements privés. Pour cela, il sera nécessaire de :
 - établir les plans d’investissement sur des budgets réalistes et tenir compte des frais d’entretien à venir ;
 - améliorer la préparation des projets dans les ministères de tutelle ;
 - clarifier le rôle du ministère de l’Économie et des Finances dans la préparation, l’élaboration du budget et la mise en œuvre du programme d’investissements publics (PIP), et accroître les capacités du comité interministériel d’investissement ;
 - élargir la portée du PIP aux investissements réalisés par les entreprises publiques, les autres unités extra-budgétaires et les PPP ;
 - mettre en adéquation les structures décisionnelles des PPP avec celles des projets conventionnels pour être sûr que le ministère des Finances reste bien aux commandes ;

du marché, les services du FMI recommandent de se référer à ces derniers (fixés au terme d’évaluations indépendantes).

- atténuer les risques auxquels sont confrontés les investisseurs en améliorant le climat des affaires et la gouvernance ;
 - recourir à des mesures multilatérales encourageant la préparation et le financement des projets ;
 - intégrer des considérations relatives au changement climatique aux décisions d'investissement.
- Pour augmenter la prestation de services publics, les autorités doivent concevoir des plans visant à donner plus de poids aux fournisseurs d'électricité et d'eau en collaboration avec des partenaires compétents, tels que la Banque mondiale, pour que les entreprises de services publics proposent leurs services au prix le plus bas possible tout en assurant le recouvrement de leurs coûts, et mettre en place des dispositifs protégeant les plus vulnérables, avec des transferts monétaires ciblés ou d'autres mesures ciblées. Les longues périodes pendant lesquelles les prix restent au-dessous du niveau de recouvrement des coûts fragilisent les finances des entreprises de services publics et compromettent leur capacité à fournir les services, et risquent ainsi de mettre à mal la croissance et les finances publiques.

Des politiques industrielles pour raffermir le secteur manufacturier

36. Les autorités poursuivent les politiques industrielles destinées à accroître les investissements dans le secteur manufacturier, et ont notamment mis en place des régimes fiscaux spéciaux et des zones économiques spéciales (ZES). Celles-ci offrent un meilleur accès à des intrants essentiels, comme l'électricité, et un guichet unique pour les démarches administratives, et les trois régimes fiscaux spéciaux (règles des zones franches, règles du code d'investissement, règles pour la fabrication de vêtements) sont assortis de mesures d'incitation fiscales¹¹. Réservées initialement aux entreprises qui s'installaient dans les ZES, ces mesures d'incitation fiscales sont accordées depuis quelques années à tous les investissements réalisés dans le pays, en raison de la forte demande des investisseurs et du nombre de places limité dans les ZES.

37. Les activités manufacturières menées sur la zone industrielle spéciale d'Adetikopé ont rapidement augmenté. Seize entreprises se sont installées sur cette zone depuis sa création en 2020 et auraient attiré 136 milliards de francs CFA (2,3 % du PIB) d'investissements, plus 28 milliards de francs CFA en cours (0,5 % du PIB), et généré 6 000 emplois, directs ou indirects. Les activités menées sont en particulier des activités de transformation des produits agricoles et de fabrication de vêtements, et pourraient donc contribuer à amorcer la diversification de l'économie.

¹¹ Les entreprises devaient au départ s'installer dans une zone franche ou une ZES pour bénéficier d'un régime fiscal spécial, mais les demandes ont rapidement augmenté et les pouvoirs publics n'ont pas été en mesure d'élargir les zones franches ou les ZES suffisamment vite et ont donc autorisé les entreprises à profiter de ces régimes spéciaux dans d'autres endroits.

38. Les services du FMI recommandent toutefois de considérer les politiques industrielles avec une certaine prudence, car leurs résultats sont généralement mitigés¹².

- Les politiques industrielles doivent être rigoureusement justifiées : les autorités devraient évaluer les défaillances du marché ou les contraintes sous-jacentes, telles que les pénuries de compétences ou de technologies dans certains secteurs, et examiner si la conduite de politiques différentes pourrait y remédier.
- Les politiques industrielles doivent être bien pensées : quels seront les meilleurs instruments de politique et quelles politiques faudra-t-il mener en complément (réformes de la gouvernance, par exemple) pour garantir leur efficacité ?
- Les politiques industrielles doivent faire l'objet d'une évaluation coûts-avantages stricte, notamment des coûts budgétaires et administratifs, et des coûts indirects dus à une possible mauvaise affectation des ressources.
- Les politiques industrielles doivent être correctement mises en œuvre. Elles doivent correspondre aux capacités institutionnelles et administratives du pays et aux engagements de l'OMC. Enfin, il importe de réduire au minimum les possibilités de recherche de rente et de préserver la concurrence et l'ouverture.

Préparer la mise en place d'un modèle de développement fondé sur les services

39. Outre les mesures prises pour stimuler l'industrie manufacturière, les autorités devraient préparer la mise en place d'un modèle de croissance fondé principalement sur les services et renforcer en particulier les compétences de la population active. Le Togo pourrait tirer parti de sa position grandissante de pôle régional dans le domaine des services financiers et de la logistique commerciale et se lancer dans la vente d'une large gamme de services aux entreprises et particuliers du monde entier¹³. Il sera pour ce faire indispensable de mieux former la population active afin qu'elle puisse satisfaire aux compétences demandées dans les services échangeables modernes et améliorer les connexions Internet, qui permettent d'exporter ces services.

Renforcer le secteur primaire

40. Enfin, il convient que les autorités examinent les possibilités efficaces de renforcer le secteur primaire. Pour accroître la productivité agricole, elles créent actuellement des zones d'aménagement agricoles planifiées, qui fournissent aux petits exploitants des intrants agricoles, tels que des engrais et des machines. Les services du FMI ne sont pas en mesure d'évaluer les

¹² Voir le document réalisé récemment par le FMI « [Industrial Policy Coverage in IMF Surveillance— Broad Considerations](#) »

¹³ Voir par exemple [P. Behuria, P. and T. Goodfellow, 2018, Leapfrogging manufacturing? Rwanda's attempt to build a services-led 'developmental state'. European Journal of Development Research.](#)

conséquences possibles de ces mesures et encouragent les autorités à solliciter l'avis de partenaires compétents sur la façon la plus efficace d'améliorer la productivité agricole.

Point de vue des autorités

41. En ce qui concerne la gouvernance, les autorités conviennent qu'il est souhaitable de continuer à l'améliorer, mais indiquent toutefois que les services du FMI pourraient s'être montrés trop critiques lors de leur évaluation de l'état actuel de la gouvernance du Togo. Elles tiendront néanmoins compte de leur proposition de demander au FMI de réaliser un diagnostic de la gouvernance. En ce qui concerne les politiques industrielles, les autorités sont optimistes quant au fait qu'elles puissent permettre une transformation structurelle. Elles ont toutefois l'intention de mettre un terme aux mesures d'incitation fiscales de circonstance qui s'ajouteraient à celles qui sont octroyées au titre des trois régimes fiscaux spéciaux.

C. Améliorer l'inclusion

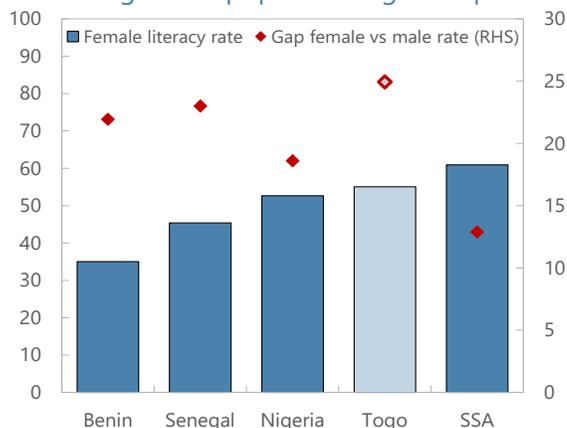
42. Le dispositif de protection sociale du pays et les dépenses sociales au sens large demeurent limités. L'ensemble des dépenses sociales semble faible au regard des définitions classiques. Par exemple, moins de la moitié de la population reçoit une éducation de niveau secondaire, et 5 % seulement sont couverts en cas de grosses dépenses de santé restant à la charge des patients (document de la série des Questions générales « Améliorer l'inclusion sociale »).

43. Les dépenses sociales et le dispositif de protection sociale regroupent un certain nombre de mesures dont on ignore l'efficacité. Les autorités dispensent par exemple gratuitement des services d'éducation et de santé. L'évaluation de leur efficacité nécessiterait une étude supplémentaire.

44. Malgré d'importantes dépenses budgétaires, le dispositif de protection n'a toutefois pas protégé la population de l'aggravation prononcée de l'insécurité alimentaire qui a suivi les différents chocs survenus ces dernières années, ce qui pourrait être imputable à une utilisation restreinte des instruments ciblés. Les autorités ont utilisé les transferts monétaires dans le cadre du programme Novissi mis en place au début de la pandémie de COVID, mais en ont limité le volume, par crainte notamment de créer des incitations néfastes. Les autorités auraient probablement obtenu de meilleurs résultats si

Graphique 9 du texte. Taux et écart d'alphabétisation des femmes adultes, 2018-21

(en pourcentage de la population âgée de plus de 15 ans)



Sources : Indicateurs de développement dans le monde, Banque mondiale.

elles avaient préféré les transferts monétaires à des instruments mal ciblés, comme les subventions aux carburants et les exemptions de TVA.

45. Les facteurs d'inégalité des genres demeurent très marqués et freinent la croissance (tableau 4 du texte). La différence d'alphabétisation entre les hommes et les femmes reste par exemple élevée, à 25 %, soit près deux fois la moyenne de l'Afrique subsaharienne (graphique 9 du texte)¹⁴. Elle peut s'expliquer par le nombre toujours élevé de mariages des enfants, et pourrait exercer des répercussions défavorables sur la croissance.

46. Les services du FMI sont d'avis qu'une augmentation des dépenses sociales visant principalement à accroître le capital humain et à aider la population à résister aux chocs est indispensable pour améliorer le développement. Le ratio de dépendance diminue rapidement et le Togo pourrait de ce fait bénéficier d'un dividende démographique. Il lui faudra pour ce faire doter une population jeune en rapide augmentation du capital humain nécessaire pour réussir dans un monde du travail moderne avec des besoins de compétences toujours plus élevées. Les autorités devraient augmenter le volume des dépenses de santé et d'éducation tout en garantissant leur efficacité. L'élargissement des transferts monétaires aux plus vulnérables, éventuellement à un degré supérieur à ce que prévoit l'accord au titre de la FEC, pourrait aussi permettre à ce groupe de population d'effectuer des dépenses de santé et d'éducation¹⁵. Enfin, le dispositif de protection sociale doit être plus adapté aux chocs dans un monde de plus en plus incertain, pour aider la population à y faire face et à continuer à développer son capital humain même dans les périodes difficiles. Les transferts monétaires sont là encore certainement les outils les plus appropriés, car ils peuvent rapidement être revus à la hausse ou à la baisse.

47. Les services du FMI recommandent les mesures suivantes :

- Définir une stratégie à plusieurs volets pour améliorer le dispositif de protection sociale, centré sur une augmentation de dépenses d'éducation et de santé et les transferts monétaires. Elle doit être compatible avec le rééquilibrage budgétaire planifié. La hausse des dépenses sociales pourrait être en partie financée par l'augmentation des recettes budgétaires et la diminution des subventions mal ciblées. Dans ce contexte, les autorités pourront souhaiter mettre en œuvre dans sa totalité le nouveau mécanisme de fixation des prix des carburants adopté en février, tout en protégeant les plus vulnérables.
- Poursuivre, et dans la mesure du possible accélérer, l'élaboration de la carte d'identité biométrique et du registre social unifié, facteurs clés de la mise en place d'une aide ciblée.

¹⁴ Indicateurs de développement dans le monde, Banque mondiale.

¹⁵ Voir Bastagli et al. (2016), « Cash Transfers: What Does the Evidence Say? A Rigorous Review of Programme Impact and The Role of Design and Implementation Features, » (London: Overseas Development Institute). Pour des résultats concernant spécifiquement le Togo, voir par exemple Briaux et al. (2020), « Evaluation of an unconditional cash transfer program targeting children's first-1,000-days linear growth in rural Togo: A cluster-randomized controlled trial », *PLoS Medicine* 17(11).

- Continuer à appliquer le programme d'urgence dans la partie nord du pays.
- Redoubler d'efforts pour diminuer les disparités entre les genres et améliorer l'accès des filles à l'éducation.

Point de vue des autorités

48. Les autorités accordent une grande importance au renforcement de l'inclusion et à la diminution des disparités entre les genres. Le Togo a poursuivi ses avancées vers les objectifs de développement durable pendant la pandémie de COVID-19, prouvant ainsi son engagement en faveur de l'inclusion et des mesures efficaces en la matière, telles que les transferts monétaires (avec le programme Novissi). Les autorités conviennent de l'importance de renforcer le ciblage des dépenses sociales. L'achèvement des travaux visant à créer une carte d'identité biométrique et un registre social unifié permettra d'y parvenir. Les autorités émettent toutefois des réserves sur la recommandation formulée par les services du FMI d'élargir le recours aux transferts monétaires. Si ces derniers sont utiles pour faire face aux chocs, certains aspects culturels et d'autres éléments laissent penser que les transferts inconditionnels et de longue durée ne représentent pas toujours les outils les plus efficaces pour réduire la pauvreté. Les autorités pensent que d'autres instruments présentent aussi un intérêt, tels que des transferts à des prestataires de santé et d'éducation, qui dispensent ensuite les services gratuitement.

D. Autres questions

49. Évaluation des sauvegardes. Il ressort de la dernière évaluation achevée en août 2023 que la BCEAO dispose toujours de dispositifs d'audit bien établis et d'un environnement de contrôle solide. La BCEAO s'emploie actuellement à donner suite à la recommandation de l'évaluation des sauvegardes proposant de modifier ses statuts conformément aux modifications apportées à l'accord de coopération de 2019 avec la France.

50. Les données communiquées au FMI présentent des lacunes qui nuisent quelque peu à la surveillance (annexe III). La qualité des analyses économiques pâtit des insuffisances relevées dans la comptabilité nationale, ainsi que dans les statistiques des finances publiques et du secteur extérieur. Les données de la comptabilité nationale et du secteur extérieur sont ainsi mises à disposition 1,5 à 2 ans après la période de référence, ce qui rend particulièrement difficile l'évaluation de l'état actuel, ou simplement récent, de l'économie. Le FMI s'emploie à aider les autorités à accroître leur capacité à établir une comptabilité nationale, ainsi que des données des finances et de la dette du secteur public (annexe IV, stratégie pour le développement des capacités). Par ailleurs, la Banque mondiale aide les autorités à établir des rapports plus détaillés sur les détenteurs de la dette émise sur le marché régional.

Tableau 4 du texte. Indicateurs liés au genre importants sur le plan macroéconomique, 2017-22

| | | | | | | | Sub-Saharan Africa 1 / | | | | |
|---|--------|--------|--------|--------|--------|--------|------------------------|-----------------|-----------------|--------|---------|
| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | Latest year available | 25th Percentile | 75th Percentile | Median | Average |
| Composite Gender Indices | | | | | | | | | | | |
| Female Human Capital Index (HCI) 2/ | 0.41 | 0.42 | ... | 0.43 | ... | ... | 2020 | 0.37 | 0.43 | 0.40 | 0.39 |
| Gender Development Index (GDI) 2/ | 0.86 | 0.84 | 0.87 | 0.85 | 0.85 | 0.85 | 2022 | 0.88 | 0.95 | 0.92 | 0.92 |
| Gender Inequality Index (GII) 3/ | 0.59 | 0.59 | 0.58 | 0.58 | 0.58 | 0.58 | 2022 | 0.50 | 0.61 | 0.54 | 0.54 |
| Global Gender Gap Index 2/ | ... | 0.62 | ... | 0.62 | 0.68 | 0.70 | 2022 | 0.64 | 0.73 | 0.69 | 0.69 |
| Women Business and the Law Index (WBL) 4/ | 84.38 | 84.38 | 84.38 | 84.38 | 81.88 | 81.88 | 2022 | 67.50 | 82.50 | 78.13 | 74.88 |
| Labor and Income | | | | | | | | | | | |
| Female Employment-to-Population Ratio, Modeled ILO Estimate (15-64 yrs) (as share of the female populat | 54.19 | 54.28 | 54.39 | 53.76 | 54.11 | 54.42 | 2022 | 45.28 | 62.59 | 54.27 | 58.41 |
| Gender Wage Gap 5/ | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Female Informal Employment Rate | 95.95 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Female Labor Force Participation Rate, Modeled ILO Estimate (15-64 yrs) | 55.74 | 55.83 | 55.95 | 55.41 | 55.90 | 56.02 | 2022 | 50.99 | 67.35 | 56.89 | 62.53 |
| Female Unemployment Rate, Modeled ILO Estimate (15-64 yrs) | 2.77 | 2.78 | 2.79 | 2.98 | 3.20 | 2.86 | 2022 | 3.17 | 12.66 | 5.32 | 6.66 |
| Female Gross Pension Replacement Rate (as share of average worker earnings) | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Leadership and Social | | | | | | | | | | | |
| Proportion of Seats Held By Women in National Parliaments | 17.58 | 17.58 | 16.48 | 18.68 | 18.68 | 18.68 | 2022 | 14.36 | 33.72 | 22.89 | 24.57 |
| Proportion of Women in Managerial Positions | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Prevalence of Intimate Partner Violence among Ever-partnered Women (in percent) | ... | 25.00 | ... | ... | ... | ... | 2018 | 26.00 | 39.00 | 34.00 | 32.86 |
| Access to Finance | | | | | | | | | | | |
| Number of Household Loan Accounts with Commercial Banks, Females' Accounts per 1,000 Female Adults | ... | ... | 10.97 | 11.53 | 11.17 | 9.97 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Number of Household Deposit Accounts with Commercial Banks, Females' Accounts per 1,000 Female Adu | ... | ... | ... | ... | 126.82 | 153.42 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Share of Female Adults (in Total Female Adults) Who Borrowed From a Financial Institution (in percent) | 9.13 | ... | ... | ... | 7.01 | ... | 2021 | 4.69 | 11.86 | 6.00 | 8.82 |
| Share of Female Adults (in Total Female Adults) Who Own a Financial Institution Account (in percent) | 28.62 | ... | ... | ... | 21.45 | ... | 2021 | 16.88 | 31.51 | 21.39 | 33.76 |
| Share of Female Adults (in Total Female Adults) with Mobile Money Account (in percent) | 15.99 | ... | ... | ... | 31.92 | ... | 2021 | 21.48 | 40.29 | 32.43 | 30.01 |
| Education | | | | | | | | | | | |
| Female Adult Literacy Rate | ... | ... | 55.05 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Female Mean Years of Schooling | 3.39 | 3.64 | 3.90 | 4.19 | 4.19 | 4.19 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Female Primary Gross Enrollment Rate 6/ | 121.08 | 120.50 | 120.65 | 122.49 | 119.66 | 121.21 | 2021 | 91.45 | 113.02 | 97.57 | 98.74 |
| Female Secondary Gross Enrollment Rate 6/ | 51.94 | ... | ... | ... | 58.08 | ... | 2017 | 35.35 | 64.74 | 39.81 | 43.28 |
| Female Tertiary Gross Enrollment Rate 6/ | 7.94 | 8.72 | 9.22 | 10.91 | ... | ... | 2018 | 5.24 | 13.66 | 8.42 | 10.27 |
| Health | | | | | | | | | | | |
| Female Adult Mortality Rate per 1,000 Adults 7/ | 267.50 | 267.12 | 255.96 | 255.95 | 243.92 | ... | 2021 | 199.34 | 285.24 | 250.43 | 249.99 |
| Female Life Expectancy at Birth | 60.48 | 60.65 | 61.44 | 61.58 | 62.39 | ... | 2021 | 61.48 | 66.67 | 63.56 | 64.18 |
| Maternal Mortality Ratio per 100,000 Live Births, Modeled Estimate (15-49 yrs) | 425.00 | 435.00 | 418.00 | 399.00 | ... | ... | 2020 | 219.50 | 487.00 | 303.00 | 372.43 |
| Total Fertility Rate (Births Per Woman) | 4.50 | 4.44 | 4.39 | 4.32 | 4.26 | ... | 2021 | 3.53 | 4.71 | 4.17 | 4.59 |

Source: IMF GenderDataHub /8

1/ Group aggregates are calculated where data are available for at least 50 percent of countries for a given indicator, and for weighted averages, where the relevant weights are also available. Data are reported for the latest year for which aggregates are available. Detailed metadata, including
2/ This index is scored on a scale of 0-1, with a higher score corresponding to better outcomes for women.
3/ The Gender Inequality Index is scored on a scale of 0-1, where a higher score indicates higher inequality.
4/ The Women, Business, and the Law Index is reported on a scale of 0-100, with a higher score corresponding to better outcomes for women.
Classification.
6/ Gross enrollment rates can exceed 100% due to the inclusion of over-aged and under-aged pupils/students because of early or late entrants, and grade repetition.
7/ The adult mortality rate refers to the probability that those who have reached age 15 will die before reaching age 60 (shown per 1,000 persons). In other words, a value of 150 means that out of 1,000 persons who have reached age 15, 150 are expected to die before reaching age 60, and 850 are expected to survive to age 60. This is based on a "synthetic cohort": current life-table mortality rates are applied to the current cohort of 15 year olds, assuming no changes in mortality.
8/ See Gender Data Hub metadata for original data sources and definitions.

ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

51. Le Togo a relativement bien résisté à la série de chocs survenus ces dernières années, enregistrant une croissance continue et des progrès vers les ODD, mais l'expansion budgétaire déployée pour y parvenir a entraîné une augmentation substantielle de la dette publique, tandis que les besoins de développement restent considérables.

52. Compte tenu de l'augmentation des recettes budgétaires et du rééquilibrage des finances publiques amorcé en 2023, les perspectives macroéconomiques sont globalement favorables, mais risquent fortement d'être revues à la baisse. La croissance devrait rester vigoureuse malgré les nouveaux plans de rééquilibrage, et les recettes budgétaires devraient augmenter encore. On ne relève pas de déséquilibres majeurs sur le plan intérieur ou extérieur, comme en témoignent le faible niveau de l'inflation et le fait que la position extérieure soit jugée

globalement conforme au niveau que supposent les paramètres fondamentaux. Les risques comprennent une aggravation possible des actes terroristes, les difficultés à obtenir un financement régional à un coût abordable et les problèmes que connaît le secteur bancaire. Sur le long terme, les résultats économiques risquent aussi de pâtir d'une détérioration de la viabilité de la dette en cas d'échec des actions menées pour parvenir à suffisamment rééquilibrer les finances publiques tout en maintenant une croissance vigoureuse. Le changement climatique représente un risque supplémentaire.

53. Dans ce contexte, les autorités devraient poursuivre les actions menées pour i) ancrer la stabilité macroéconomique en renforçant la viabilité de la dette, ii) consolider les fondements de la croissance, et iii) améliorer l'inclusion. Ces actions permettront d'accélérer la croissance et de la rendre plus inclusive, et de remédier aux risques qui menacent la stabilité sociale et économique.

54. Concernant le renforcement de la viabilité de la dette grâce à un rééquilibrage budgétaire favorisant la croissance : la trajectoire du déficit budgétaire envisagée pour 2024 et les années suivantes reste adaptée. Les autorités devraient élaborer une stratégie complète de mobilisation des recettes, comprenant à la fois des mesures de politique fiscale et d'administration des recettes. Les mesures fiscales doivent viser à élargir l'assiette fiscale et à accroître l'efficacité de la fiscalité. Les autorités pourraient envisager un enchaînement adapté des mesures prises pour protéger les plus vulnérables des hausses du coût de la vie en modifiant les dépenses budgétaires en conséquence, et en recourant en particulier aux transferts monétaires. Plus globalement, l'adoption d'une approche budgétaire globale prenant en compte à la fois les dépenses et la fiscalité améliorerait l'efficacité du régime fiscal tout en permettant d'atteindre les objectifs sociaux grâce à des dépenses suffisamment progressives. En sus des mesures fiscales, l'amélioration de l'administration des recettes est indispensable pour accroître ces dernières. Enfin, les autorités devraient mettre en œuvre les réformes envisagées dans le domaine de la gestion des finances publiques, et accroître la surveillance des entreprises publiques et la transparence de leurs finances pour diminuer les risques budgétaires. Le FMI se tient prêt à appuyer les efforts déployés par les autorités pour mobiliser les recettes et raffermir la gestion des finances publiques par le biais de l'assistance technique et du développement des capacités.

55. En ce qui concerne le maintien d'une croissance vigoureuse, il faudrait parvenir à une croissance de la productivité supérieure à celle enregistrée par le passé pour pouvoir atteindre le taux de croissance d'environ 5,5 % par an prévu à moyen terme, étant donné que l'investissement public dispose d'une marge de manœuvre plus étroite que ces dernières années.

56. Il sera indispensable de mettre en place des politiques horizontales appropriées pour pouvoir obtenir les gains de productivité nécessaires. Une amélioration de la gouvernance peut stimuler la croissance, en particulier parce qu'elle permettra d'attirer les investissements. Les autorités devraient consolider en priorité les lois correspondantes et renforcer leur exécution, et favoriser une collaboration plus marquée entre les organes publics. Une évaluation diagnostique de la gouvernance par le FMI s'avérerait très profitable, car elle apporterait un regard neuf et indépendant et ouvrirait la voie à l'élaboration de solutions ciblées. Les autorités devraient aussi

continuer à améliorer le climat des affaires. Il convient à cet égard de faciliter l'accès au crédit grâce à un secteur bancaire plus solide, qui pourra offrir davantage de crédits au secteur privé. Il faut pour ce faire améliorer l'environnement opérationnel des banques, et en particulier renforcer le système judiciaire. Enfin, les autorités devraient accroître l'accès aux infrastructures essentielles et accélérer les réformes des secteurs de l'eau et de l'électricité.

57. Les autorités devraient faire preuve de prudence lors de la mise en œuvre de politiques verticales destinées à attirer les investissements. Compte tenu de son dynamisme et de la gamme d'activités qui s'y est développée, il paraît possible que la zone industrielle spéciale d'Adetikopé contribue à la diversification économique. Les autorités devraient toutefois examiner avec attention le type d'investissements qu'elles souhaitent attirer, la raison d'être des mesures d'incitation proposées et les difficultés associées, telles que les contraintes administratives et les éventuelles répercussions négatives sur la mobilisation des recettes. Il serait préférable que les mesures d'incitation fiscales prennent la forme de crédits plutôt que d'exemptions. Les autorités devraient travailler en collaboration avec des partenaires compétents pour définir les meilleures options pour améliorer l'agriculture.

58. Enfin, il est indispensable d'améliorer l'inclusion pour obtenir de meilleurs résultats sur le plan social et appuyer les perspectives de croissance à moyen terme. Il sera à cet égard important d'accroître les dépenses sociales pour aider la population à renforcer son capital humain et à résister aux chocs. Une hausse des dépenses de santé et d'éducation pourrait permettre au Togo de bénéficier d'un dividende démographique donnant aux jeunes, dont le nombre croît rapidement, la possibilité d'acquérir le capital humain dont ils ont besoin pour satisfaire aux demandes de compétences. Pour garantir l'efficacité des dépenses, les autorités devraient solliciter les conseils de partenaires compétents. Les ressources budgétaires nécessaires à une augmentation des dépenses sociales peuvent provenir de la mobilisation des recettes et de la rationalisation des dépenses, en abandonnant notamment les subventions régressives au profit de mesures de protection sociale plus ciblées. Les autorités devraient en particulier envisager de recourir davantage aux transferts monétaires, un outil qui a fait ses preuves dans d'autres pays. Il existe d'autres instruments permettant de protéger les plus pauvres, mais ils se révèlent souvent plus difficiles à gérer. Un recours plus important aux transferts monétaires permettra aussi au système de protection sociale d'être plus réactif en cas de chocs. Les autorités devraient aussi poursuivre, et dans la mesure du possible accélérer, l'élaboration de la carte d'identité biométrique et du registre social unifié, facteurs clés de la mise en place d'une aide ciblée. Elles devraient par ailleurs continuer à appliquer le programme d'urgence auprès des populations traditionnellement mal desservies qui vivent dans le nord du pays. Enfin, elles devraient s'employer à diminuer les disparités entre les genres et à améliorer l'accès des filles à l'éducation.

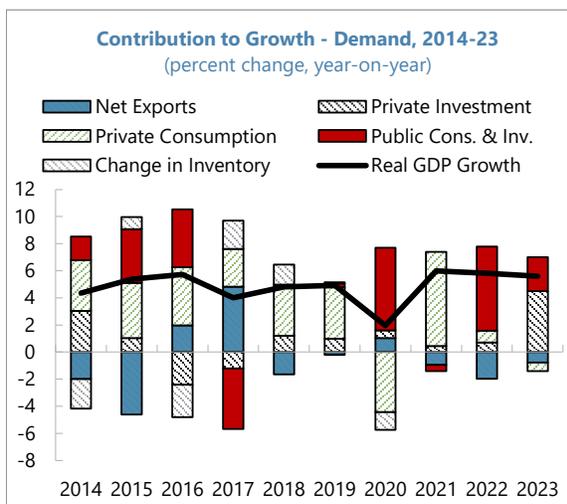
59. Les services du FMI encouragent les autorités à redoubler d'efforts pour accroître les données fournies au Fonds. Une amélioration des données permettrait de rehausser la qualité et l'exactitude des analyses économiques en réduisant les incertitudes et de mieux comprendre les effets des mesures prises par les autorités, et offrirait de ce fait une base plus solide pour déterminer les actions les plus adaptées à mettre en place.

60. La prochaine consultation au titre de l'article IV devrait se dérouler dans les 24 mois, conformément à la décision du conseil d'administration sur le cycle des consultations pour les pays membres ayant conclu un accord avec le FMI.

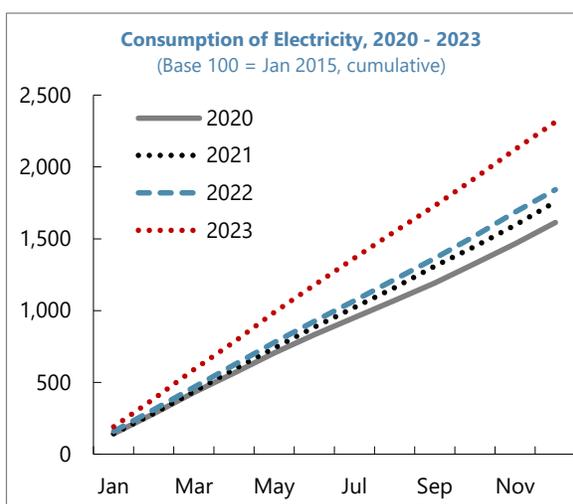
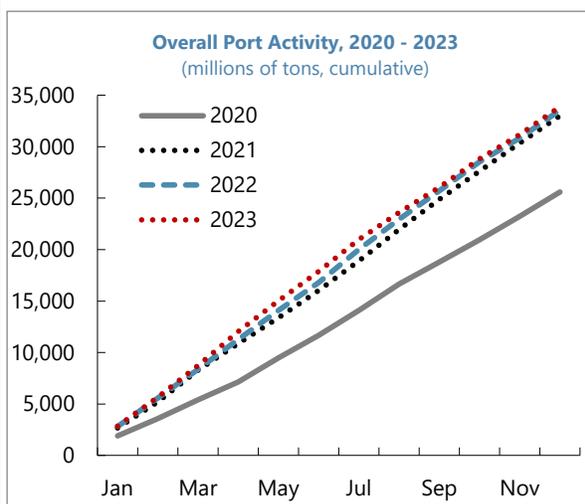
Graphique 1. Indicateurs de l'activité économique, 2014–23

L'investissement privé a été un important moteur de croissance en 2022, car...

... le secteur des services, si on en juge par les résultats du commerce de détail, a poursuivi sa reprise après le creux observé lors de la pandémie de COVID-19.



L'activité sur le port de Lomé est restée solide en 2023, et la consommation d'électricité a nettement augmenté.

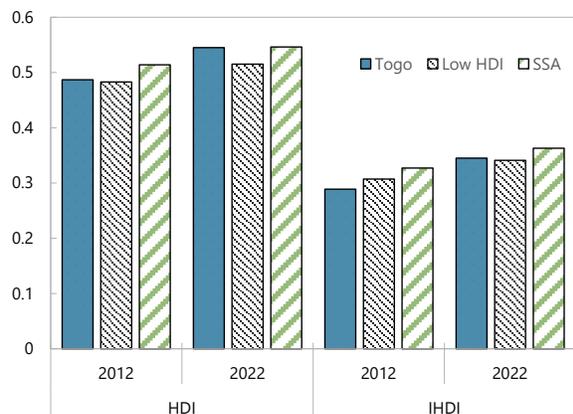


Sources : INSEED ; PAL ; BCEAO ; CEET.

Graphique 2. Principaux indicateurs de développement, 2012–22

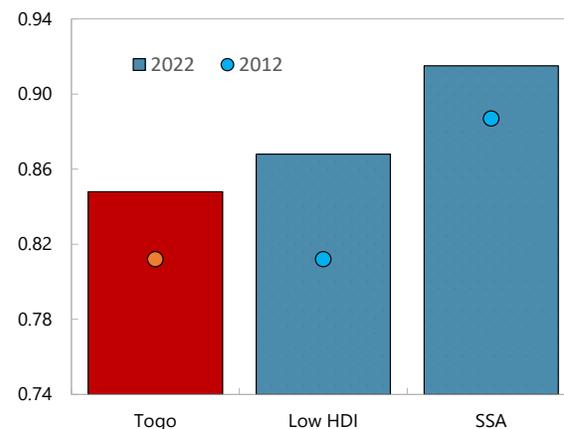
Bien que l'indicateur de développement humain (IDH) du Togo ait augmenté au cours des dix dernières années, il perd toujours 40 % lorsqu'il est corrigé des inégalités...

Indicateur du développement humain (IDH) et indicateur du développement humain corrigé des inégalités (IHDI), 2012-22



...et les progrès réalisés en matière d'égalité des genres demeurent inférieurs à la moyenne basse de l'IDH et à la moyenne de l'Afrique subsaharienne.

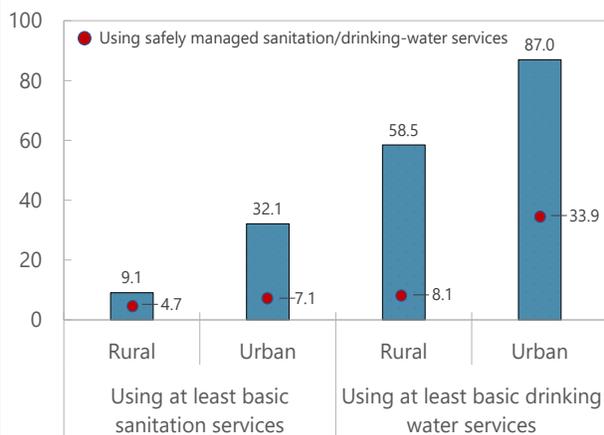
Indice de développement du genre, 2012–22



Moins de 10 % des Togolais vivant dans les zones rurales ont accès à des services d'assainissement et de fourniture d'eau potable gérés de manière sûre.

Population utilisant des services d'assainissement et de fourniture d'eau potable de base gérés de manière sûre, 2022

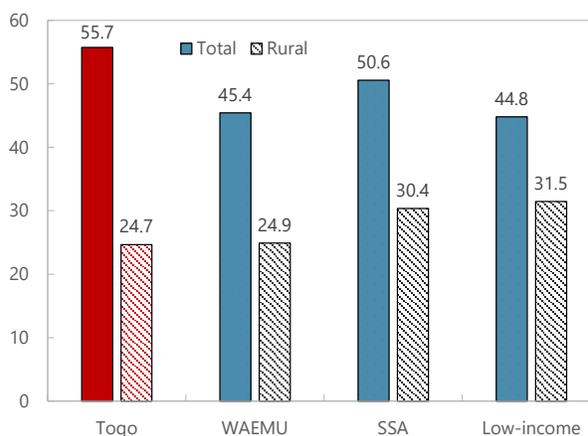
(en pourcentage de la population rurale et urbaine)



L'accès à l'électricité est un peu plus élevé au Togo que dans les pays comparables, avec plus de la moitié de la population raccordée au réseau, mais les zones rurales sont à la traîne.

Accès à l'électricité, 2021

(en pourcentage de la population totale et rurale)

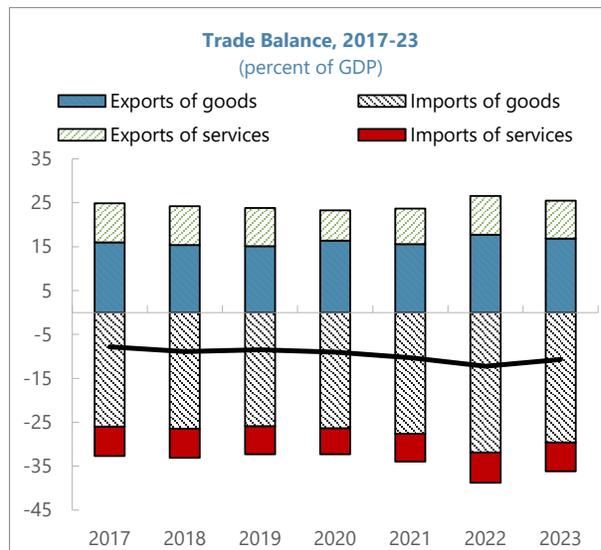
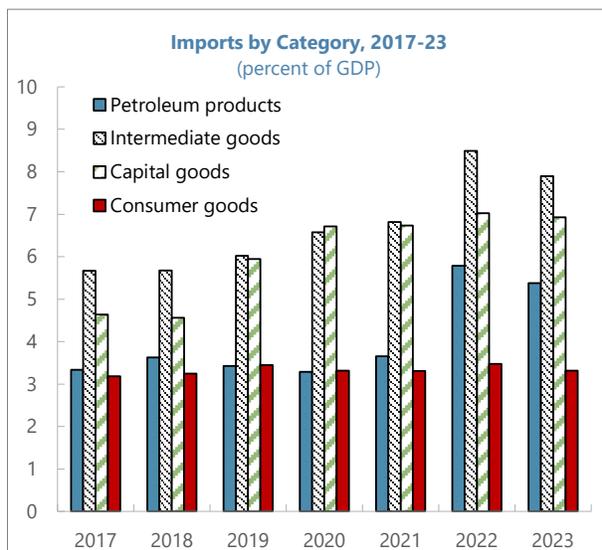


Sources : PNUD ; OMS ; Banque mondiale.

Graphique 3. Secteur extérieur, 2017-23

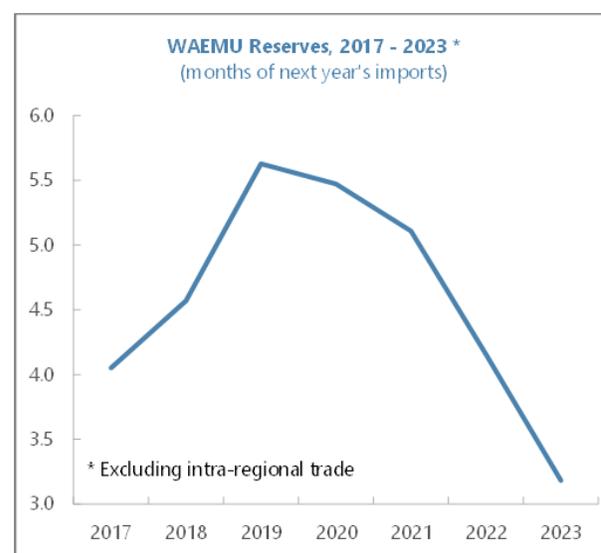
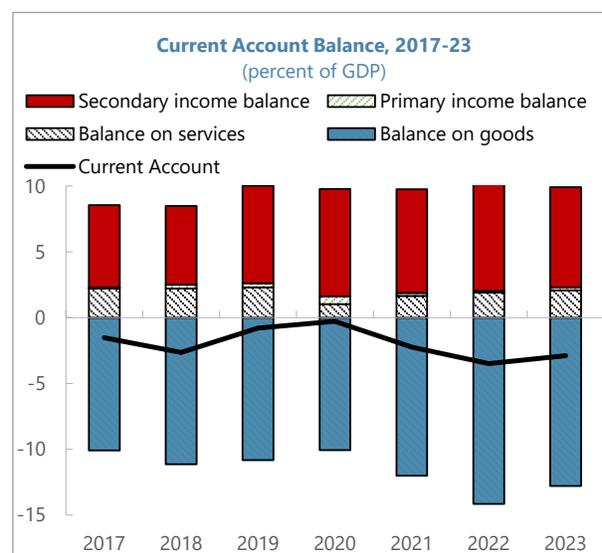
En raison de l'atténuation des perturbations de la chaîne d'approvisionnement et de l'augmentation des prix mondiaux des denrées alimentaires et des combustibles, la valeur de toutes les catégories de biens importés a considérablement augmenté en 2022 avant de fléchir quelque peu en 2023.

Du fait d'une légère baisse des importations, le déficit commercial...



...et le déficit des transactions courantes ont légèrement diminué en 2023.

Les réserves en devises régionales ont toutefois continué à baisser (avec une légère reprise en 2024).

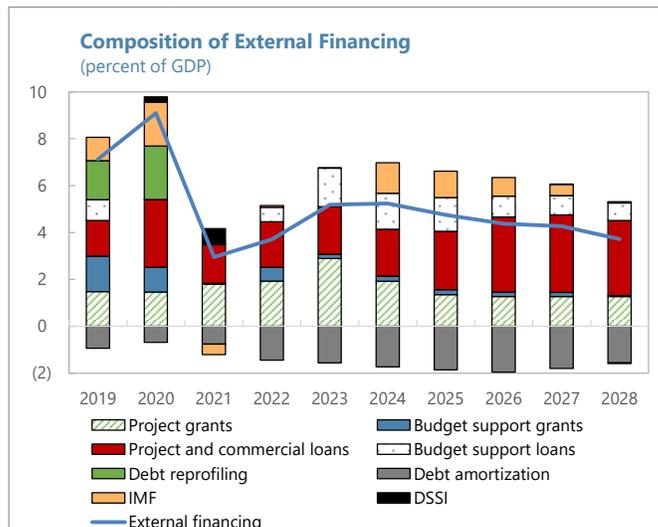
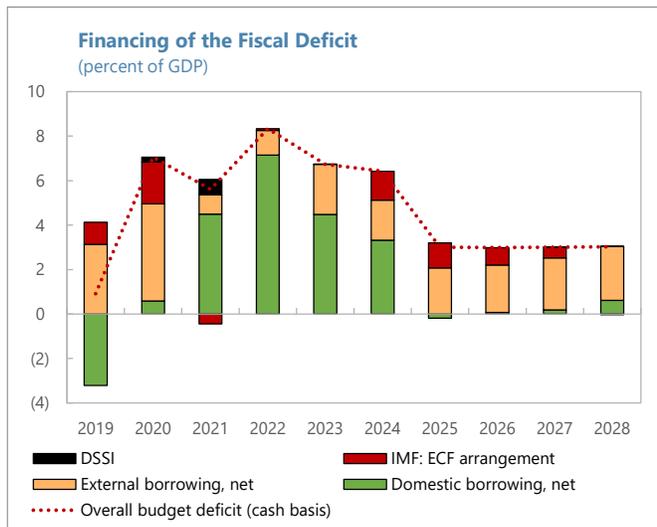


Sources : autorités togolaises ; BCEAO ; estimations des services du FMI.

Graphique 4. Évolution budgétaire à moyen terme, 2019–28

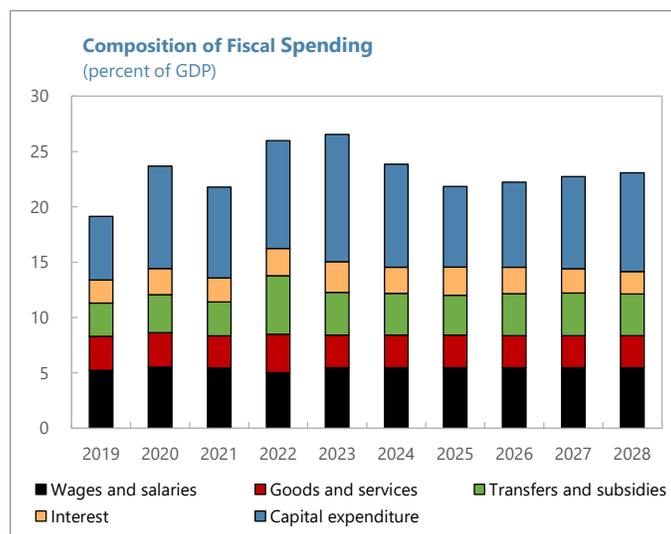
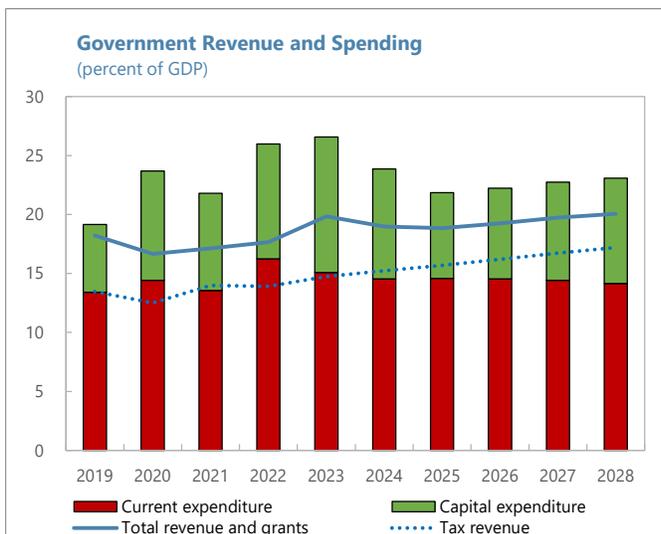
Le déficit budgétaire global devrait baisser à 3 % du PIB d'ici 2025, ce qui devrait contribuer à ramener les emprunts intérieurs nets à environ 1 % du PIB.

Les dons et les prêts pour des projets (y compris certains prêts commerciaux à des conditions non concessionnelles) sont susceptibles d'être les principales sources de financement extérieur à moyen terme.



Il sera essentiel de créer une certaine marge de manœuvre pour permettre l'augmentation des dépenses sociales et d'autres dépenses prioritaires en conjuguant mobilisation des recettes...

... et contrôle efficace des dépenses courantes non prioritaires.



Sources : autorités togolaises ; estimations et projections des services du FMI.

Tableau 1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2020–29

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|--|-------|-------|-------|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | Estimates | | | | Projections | | | | | |
| | (Percentage change, unless otherwise indicated) | | | | | | | | | |
| Real GDP | 2.0 | 6.0 | 5.8 | 5.6 | 5.3 | 5.3 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 5.5 |
| Real GDP per capita | -0.4 | 3.5 | 3.3 | 3.1 | 2.8 | 2.8 | 3.0 | 3.0 | 3.0 | 3.0 |
| GDP deflator | 1.8 | 2.5 | 3.7 | 2.9 | 2.2 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 |
| Consumer price index (average) | 1.8 | 4.5 | 7.6 | 5.3 | 2.7 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 |
| GDP (CFAF billions) | 4,253 | 4,621 | 5,069 | 5,507 | 5,927 | 6,366 | 6,850 | 7,371 | 7,932 | 8,536 |
| Exchange rate CFAF/US\$ (annual average level) | 575 | 554 | 622 | 606 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Real effective exchange rate (appreciation = -) | -2.0 | -1.4 | 2.3 | -5.4 | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Terms of trade (deterioration = -) | -1.3 | 6.5 | -0.1 | 4.4 | -2.7 | -2.5 | 0.4 | 1.1 | 1.0 | 0.7 |
| Monetary survey | (Percentage change of beginning-of-period broad money) | | | | | | | | | |
| Net foreign assets | 14.1 | 5.6 | -0.6 | 6.2 | 2.7 | 2.4 | 3.0 | 2.8 | 2.2 | 2.2 |
| Net credit to government | -1.6 | -0.3 | 8.0 | 0.2 | -2.9 | 1.0 | 1.2 | 2.0 | 0.2 | 0.2 |
| Credit to nongovernment sector | 0.2 | 6.0 | 10.7 | 1.5 | 9.4 | 4.0 | 4.4 | 4.6 | 4.8 | 4.8 |
| Broad money (M2) | 11.4 | 12.3 | 14.9 | 8.5 | 8.8 | 7.4 | 7.6 | 7.6 | 7.6 | 7.6 |
| Velocity (GDP/end-of-period M2) | 2.1 | 2.1 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 |
| Investment and savings | (Percent of GDP, unless otherwise indicated) | | | | | | | | | |
| Gross domestic investment | 21.4 | 23.4 | 25.9 | 28.0 | 26.0 | 24.4 | 25.0 | 25.8 | 26.7 | 27.2 |
| Government | 9.3 | 8.2 | 9.7 | 11.5 | 9.3 | 7.3 | 7.7 | 8.3 | 8.9 | 9.4 |
| Nongovernment | 12.1 | 15.2 | 16.2 | 16.5 | 16.7 | 17.1 | 17.3 | 17.5 | 17.8 | 17.8 |
| Gross national savings | 21.1 | 21.2 | 22.5 | 25.1 | 22.7 | 21.0 | 21.9 | 23.3 | 24.4 | 24.9 |
| Government | 2.2 | 3.6 | 1.4 | 4.8 | 4.4 | 4.3 | 4.7 | 5.3 | 5.9 | 6.4 |
| Nongovernment | 18.9 | 17.6 | 21.0 | 20.3 | 18.3 | 16.8 | 17.2 | 18.0 | 18.5 | 18.5 |
| Government budget | (Percent of GDP, unless otherwise indicated) | | | | | | | | | |
| Total revenue and grants | 16.6 | 17.1 | 17.6 | 19.8 | 19.0 | 18.8 | 19.2 | 19.7 | 20.1 | 20.5 |
| Revenue | 14.1 | 15.3 | 15.1 | 16.8 | 16.9 | 17.3 | 17.8 | 18.3 | 18.7 | 19.3 |
| Tax revenue | 12.5 | 14.0 | 13.9 | 14.8 | 15.2 | 15.7 | 16.2 | 16.7 | 17.2 | 17.7 |
| Expenditure and net lending (excl. banking sector operation) | 23.7 | 21.8 | 26.0 | 26.6 | 23.9 | 21.8 | 22.2 | 22.7 | 23.1 | 23.5 |
| Overall primary balance (commitment basis, incl. grants) | -4.7 | -2.5 | -5.9 | -3.9 | -4.0 | -0.5 | -0.6 | -0.8 | -1.0 | -1.1 |
| Overall balance (commitment basis, incl. grants, excl. banking sector operations) | -7.0 | -4.7 | -8.3 | -6.7 | -4.9 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 |
| Overall balance (commitment basis, incl. grants) | -7.0 | -4.7 | -8.3 | -6.7 | -6.4 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 |
| Overall primary balance (cash basis, incl. grants) | -4.7 | -3.4 | -5.9 | -3.9 | -4.0 | -0.5 | -0.6 | -0.8 | -1.0 | -1.1 |
| Overall balance (cash basis, incl. grants, excl. banking sector operations) | -7.1 | -5.6 | -8.3 | -6.7 | -4.9 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 |
| Overall balance (cash basis, incl. grants) | -7.1 | -5.6 | -8.3 | -6.7 | -6.4 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 |
| External sector | (Percent of GDP, unless otherwise indicated) | | | | | | | | | |
| Current account balance | -0.3 | -2.2 | -3.5 | -2.9 | -3.3 | -3.3 | -3.1 | -2.5 | -2.3 | -2.3 |
| Exports (goods and services) | 23.3 | 23.7 | 26.6 | 25.5 | 25.6 | 25.5 | 26.1 | 26.3 | 26.3 | 26.2 |
| Imports (goods and services) | -32.3 | -34.0 | -38.8 | -36.2 | -35.7 | -34.8 | -34.4 | -34.2 | -34.0 | -34.0 |
| External public debt ² | 27.6 | 27.3 | 26.2 | 25.9 | 27.4 | 28.7 | 29.6 | 30.4 | 30.6 | 30.2 |
| External public debt service (percent of exports) ² | 6.9 | 5.2 | 8.3 | 8.2 | 8.4 | 9.1 | 9.1 | 8.2 | 7.2 | 6.5 |
| Domestic public debt ³ | 34.6 | 37.6 | 41.2 | 42.1 | 42.4 | 39.8 | 36.9 | 34.6 | 32.7 | 31.7 |
| Total public debt ⁴ | 62.2 | 64.9 | 67.4 | 68.0 | 69.8 | 68.5 | 66.5 | 64.9 | 63.3 | 61.9 |
| Total public debt (excluding SOEs) ⁵ | 60.1 | 63.0 | 65.8 | 66.6 | 68.6 | 67.6 | 65.7 | 64.2 | 62.7 | 61.4 |
| Present value of total public debt ⁴ | ... | ... | ... | 60.5 | 61.0 | 58.2 | 54.7 | 51.8 | 49.1 | 47.3 |

Sources: Togolese authorities and IMF staff estimates and projections.

¹ Excluding transactions with the Social Security Fund, CNSS, in 2019.² Includes state-owned enterprise external debt.³ Includes domestic arrears and state-owned enterprise domestic debt.⁴ Includes domestic arrears and state-owned enterprise debt.⁵ Includes domestic arrears.

Tableau 2a. Opérations financières de l'administration centrale, 2020–29
(en milliards de francs CFA)

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|-------------|---------|----------|---------|---------|---------|
| | Dec. | Dec. | Dec. | Dec. | | | | December | | | |
| | Actual | Actual | Actual | Budget | Est. | Projections | | | | | |
| (Billions of CFA Francs) | | | | | | | | | | | |
| Revenue and grants | 708.0 | 791.8 | 894.5 | 1,040.3 | 1,093.0 | 1,125.3 | 1,199.0 | 1,318.6 | 1,455.0 | 1,590.5 | 1,747.9 |
| Total revenue | 600.9 | 707.2 | 767.1 | 825.2 | 923.9 | 998.7 | 1,100.2 | 1,218.6 | 1,348.4 | 1,486.8 | 1,647.1 |
| Tax revenue | 531.5 | 646.9 | 704.5 | 765.1 | 812.3 | 902.7 | 998.3 | 1,110.0 | 1,232.7 | 1,363.5 | 1,509.1 |
| Tax administration (CI) | 287.9 | 359.3 | 376.7 | 420.9 | 422.9 | 471.1 | 525.4 | 585.9 | 651.8 | 738.4 | 836.5 |
| Customs administration (CDII) | 243.6 | 287.6 | 327.8 | 344.2 | 389.4 | 431.6 | 472.8 | 524.1 | 580.9 | 625.1 | 672.7 |
| Nontax revenue | 69.4 | 60.3 | 62.6 | 60.1 | 111.6 | 96.0 | 102.0 | 108.6 | 115.7 | 123.3 | 138.0 |
| Grants | 107.1 | 84.6 | 127.4 | 215.1 | 169.1 | 126.5 | 98.8 | 100.0 | 106.6 | 103.7 | 100.7 |
| Budget support | 45.0 | 1.6 | 30.0 | 12.0 | 10.1 | 13.0 | 13.0 | 13.0 | 13.0 | 3.0 | 0.0 |
| World Bank | 20.1 | 0.0 | 21.8 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| IMF/CCRT | 4.6 | 0.7 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Others | 20.3 | 0.9 | 8.2 | 12.0 | 10.1 | 13.0 | 13.0 | 13.0 | 13.0 | 3.0 | 0.0 |
| Project grants | 62.0 | 83.0 | 97.4 | 203.1 | 159.0 | 113.5 | 85.8 | 87.0 | 93.6 | 100.7 | 100.7 |
| Expenditure and net lending | 1,007.6 | 1,006.8 | 1,316.9 | 1,407.8 | 1,463.6 | 1,414.2 | 1,390.4 | 1,522.9 | 1,676.6 | 1,830.2 | 2,007.5 |
| of which: Covid-19 response | 96.6 | 30.0 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| of which: Domestic primary expenditure | 722.6 | 747.9 | 996.2 | 930.1 | 1,039.9 | 1,041.4 | 982.7 | 1,053.5 | 1,177.1 | 1,314.0 | 1,500.3 |
| Current expenditure | 613.5 | 627.0 | 823.3 | 798.2 | 830.9 | 862.1 | 927.5 | 995.6 | 1,062.8 | 1,123.1 | 1,202.4 |
| Primary current spending | 513.4 | 527.2 | 698.5 | 655.2 | 677.8 | 721.4 | 764.8 | 832.4 | 900.2 | 961.5 | 1,036.6 |
| of which: Covid-19 response | 36.6 | 30.0 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Wages and salaries | 234.8 | 251.5 | 255.3 | 302.0 | 301.8 | 324.8 | 348.9 | 375.4 | 404.0 | 434.7 | 467.8 |
| Goods and services | 133.1 | 133.8 | 174.8 | 155.0 | 161.8 | 174.2 | 187.1 | 197.3 | 212.3 | 228.4 | 248.3 |
| Transfers and subsidies | 145.6 | 141.9 | 268.4 | 198.3 | 212.2 | 222.4 | 228.8 | 259.7 | 283.9 | 298.3 | 320.5 |
| of which: Fuel subsidies | 4.7 | 7.9 | 72.2 | 42.4 | 42.4 | 42.4 | ... | ... | ... | ... | ... |
| of which: Cash transfers | 11.3 | 11.3 | 6.5 | 0.0 | 10.2 | 6.5 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Interest | 100.1 | 99.8 | 124.8 | 142.9 | 153.0 | 140.8 | 162.7 | 163.2 | 162.6 | 161.6 | 165.8 |
| Domestic debt | 86.2 | 84.8 | 106.3 | 125.9 | 128.7 | 120.3 | 138.2 | 138.6 | 139.0 | 139.2 | 144.7 |
| External debt | 13.9 | 15.0 | 18.5 | 17.0 | 24.3 | 20.5 | 24.5 | 24.6 | 23.6 | 22.5 | 21.0 |
| Public investment | 394.2 | 379.8 | 493.7 | 609.6 | 632.7 | 552.1 | 462.9 | 527.3 | 613.8 | 707.1 | 805.1 |
| of which: emergency program for Northern regions | ... | ... | 35.0 | 65.0 | 65.0 | 62.0 | 44.6 | 40.9 | 40.9 | 40.9 | 40.9 |
| Domestically financed | 209.3 | 220.7 | 297.8 | 274.9 | 362.1 | 320.0 | 217.9 | 221.1 | 277.0 | 352.5 | 463.7 |
| Foreign financed | 184.9 | 159.1 | 195.8 | 334.7 | 270.6 | 232.1 | 245.0 | 306.2 | 336.9 | 354.6 | 341.4 |
| Banking sector operations | ... | ... | ... | ... | ... | 91.6 | ... | ... | ... | ... | ... |
| transfers | ... | ... | ... | ... | ... | 24.7 | ... | ... | ... | ... | ... |
| asset purchases | ... | ... | ... | ... | ... | 66.9 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Net Lending | -0.1 | -0.1 | -0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Change in arrears and accounts payable and receivable | -0.4 | -44.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Overall balance (cash basis, incl. grants, excl. banking sector operations) | -300.0 | -259.0 | -422.4 | -367.5 | -370.5 | -289.0 | -191.3 | -204.3 | -221.6 | -239.7 | -259.7 |
| Overall balance (cash basis, incl. grants) | -300.0 | -259.0 | -422.4 | -367.5 | -370.5 | -380.6 | -191.3 | -204.3 | -221.6 | -239.7 | -259.7 |
| Overall balance (cash basis, excl. grants) | -407.1 | -343.6 | -549.8 | -582.6 | -539.7 | -507.1 | -290.1 | -304.3 | -328.2 | -343.4 | -360.4 |
| Overall primary balance (cash basis, incl. grants) | -199.9 | -159.2 | -297.6 | -224.6 | -217.5 | -239.8 | -28.6 | -41.1 | -59.0 | -78.1 | -93.9 |
| Basic primary fiscal balance (excl. banking sector operations) | -121.7 | -40.7 | -229.1 | -104.9 | -116.1 | -42.6 | 117.5 | 165.1 | 171.3 | 172.8 | 146.8 |
| Financing | 318.0 | 332.5 | 545.6 | 582.6 | 539.7 | 429.1 | 217.9 | 249.5 | 291.2 | 342.5 | 359.5 |
| Domestic financing (net) | 24.8 | 207.6 | 362.2 | 245.6 | 246.3 | 195.6 | -13.0 | 3.6 | 12.5 | 47.7 | 107.5 |
| Repayments of T-Bonds | -274.1 | -263.6 | -252.4 | -329.0 | -155.6 | -196.6 | -270.0 | -445.1 | -418.3 | -475.8 | -438.7 |
| Other domestic financing (net) | 299.0 | 471.2 | 614.6 | 574.6 | 401.8 | 392.2 | 257.0 | 448.7 | 430.8 | 523.5 | 546.2 |
| External financing (net) | 293.1 | 124.9 | 183.4 | 337.0 | 293.4 | 233.5 | 230.9 | 245.9 | 278.7 | 294.9 | 252.0 |
| Grants | 107.1 | 84.6 | 127.4 | 215.1 | 169.1 | 126.5 | 98.8 | 100.0 | 106.6 | 103.7 | 100.7 |
| Budget support loan | 0.0 | 0.0 | 31.1 | 60.0 | 90.7 | 91.2 | 91.5 | 61.1 | 61.2 | 60.3 | 28.6 |
| Debt reprofiling | 96.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 1.0 | 2.0 |
| Project loans | 122.9 | 76.1 | 98.4 | 131.6 | 111.6 | 118.5 | 159.1 | 219.2 | 243.3 | 253.8 | 240.7 |
| Amortization (incl. IMF repayments) | -29.2 | -35.2 | -73.5 | -69.7 | -86.0 | -102.7 | -118.6 | -134.4 | -132.4 | -124.0 | -120.1 |
| Exceptional financing | 89.1 | 11.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 78.0 | 72.3 | 54.7 | 36.9 | 0.9 | 0.9 |
| Financing gap/unidentified financing | 89.1 | 11.1 | 4.2 | 0.0 | 0.0 | 78.0 | 72.3 | 54.7 | 36.9 | 0.9 | 0.9 |
| Exceptional financing | 89.1 | 11.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 78.0 | 72.3 | 54.7 | 36.9 | 0.9 | 0.9 |
| IMF-ECF | 79.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 78.0 | 72.3 | 54.7 | 36.9 | 0.9 | 0.9 |
| DSSI | 9.8 | 11.1 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Residual financing gap/errors and omissions | 0.0 | 0.0 | 4.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| <i>Memorandum Item:</i> | | | | | | | | | | | |
| Nominal GDP (CFA francs billions) | 4,253.2 | 4,621.5 | 5,068.9 | 5,506.6 | 5,507.2 | 5,926.6 | 6,365.6 | 6,850.0 | 7,371.3 | 7,932.2 | 8,535.9 |
| Social and pro-poor spending (CFA francs billions) | ... | 214.7 | 229.8 | 323.1 | 263.3 | 315.4 | 324.7 | 360.0 | 394.8 | 432.8 | 474.3 |

Sources: Togolese authorities and IMF staff estimates and projections.

Tableau 2b. Opérations financières de l'administration centrale, 2020–29
(en pourcentage du PIB)

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-------------|---------|---------|---------|
| | Dec. | Dec. | Dec. | Dec. | | | | December | | | |
| | Actual | Actual | Actual | Budget | Est. | | | Projections | | | |
| | (Percent of GDP) | | | | | | | | | | |
| Revenue and grants | 16.6 | 17.1 | 17.6 | 18.9 | 19.8 | 19.0 | 18.8 | 19.2 | 19.7 | 20.1 | 20.5 |
| Total revenue | 14.1 | 15.3 | 15.1 | 15.0 | 16.8 | 16.9 | 17.3 | 17.8 | 18.3 | 18.7 | 19.3 |
| Tax revenue | 12.5 | 14.0 | 13.9 | 13.9 | 14.8 | 15.2 | 15.7 | 16.2 | 16.7 | 17.2 | 17.7 |
| Tax administration (CI) | 6.8 | 7.8 | 7.4 | 7.6 | 7.7 | 7.9 | 8.3 | 8.6 | 8.8 | 9.3 | 9.8 |
| Customs administration (CDII) | 5.7 | 6.2 | 6.5 | 6.3 | 7.1 | 7.3 | 7.4 | 7.7 | 7.9 | 7.9 | 7.9 |
| Nontax revenue | 1.6 | 1.3 | 1.2 | 1.1 | 2.0 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 | 1.6 |
| Grants | 2.5 | 1.8 | 2.5 | 3.9 | 3.1 | 2.1 | 1.6 | 1.5 | 1.4 | 1.3 | 1.2 |
| Budget support | 1.1 | 0.0 | 0.6 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.0 | 0.0 |
| World Bank | 0.5 | 0.0 | 0.4 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| IMF/CCRT | 0.1 | 0.0 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Others | 0.5 | 0.0 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.2 | 0.0 | 0.0 |
| Project | 1.5 | 1.8 | 1.9 | 3.7 | 2.9 | 1.9 | 1.3 | 1.3 | 1.3 | 1.3 | 1.2 |
| Expenditures and net lending | 23.7 | 21.8 | 26.0 | 25.6 | 26.6 | 23.9 | 21.8 | 22.2 | 22.7 | 23.1 | 23.5 |
| of which: Covid-19 response | 2.3 | 0.6 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Current expenditures | 14.4 | 13.6 | 16.2 | 14.5 | 15.1 | 14.5 | 14.6 | 14.5 | 14.4 | 14.2 | 14.1 |
| Primary current spending | 12.1 | 11.4 | 13.8 | 11.9 | 12.3 | 12.2 | 12.0 | 12.2 | 12.2 | 12.1 | 12.1 |
| Wages and salaries | 5.5 | 5.4 | 5.0 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 5.5 |
| Goods and services | 3.1 | 2.9 | 3.4 | 2.8 | 2.9 | 2.9 | 2.9 | 2.9 | 2.9 | 2.9 | 2.9 |
| Transfers and subsidies | 3.4 | 3.1 | 5.3 | 3.6 | 3.9 | 3.8 | 3.6 | 3.8 | 3.9 | 3.8 | 3.8 |
| of which: Fuel subsidies | 0.1 | 0.2 | 1.4 | 0.8 | 0.8 | 0.7 | ... | ... | ... | ... | ... |
| of which: Cash transfers | 0.3 | 0.2 | 0.1 | 0.0 | 0.2 | 0.1 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Interest | 2.4 | 2.2 | 2.5 | 2.6 | 2.8 | 2.4 | 2.6 | 2.4 | 2.2 | 2.0 | 1.9 |
| Domestic debt | 2.0 | 1.8 | 2.1 | ... | 2.3 | 2.0 | 2.2 | 2.0 | 1.9 | 1.8 | 1.7 |
| External debt | 0.3 | 0.3 | 0.4 | ... | 0.4 | 0.3 | 0.4 | 0.4 | 0.3 | 0.3 | 0.2 |
| Public investment | 9.3 | 8.2 | 9.7 | 11.1 | 11.5 | 9.3 | 7.3 | 7.7 | 8.3 | 8.9 | 9.4 |
| of which: emergency program for Northern regions | ... | ... | 0.7 | 1.2 | 1.2 | 1.0 | 0.7 | 0.6 | 0.6 | 0.5 | 0.5 |
| Domestically financed | 4.9 | 4.8 | 5.9 | 5.0 | 6.6 | 5.4 | 3.4 | 3.2 | 3.8 | 4.4 | 5.4 |
| Foreign financed | 4.3 | 3.4 | 3.9 | 6.1 | 4.9 | 3.9 | 3.8 | 4.5 | 4.6 | 4.5 | 4.0 |
| Banking sector operations | ... | ... | ... | ... | ... | 1.5 | ... | ... | ... | ... | ... |
| transfers | ... | ... | ... | ... | ... | 0.4 | ... | ... | ... | ... | ... |
| asset purchases | ... | ... | ... | ... | ... | 1.1 | ... | ... | ... | ... | ... |
| Net Lending | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Change in arrears and accounts payable and receivable | 0.0 | -1.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Overall balance (cash basis, incl. grants, excl. banking sector operations) | -7.1 | -5.6 | -8.3 | -6.7 | -6.7 | -4.9 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 |
| Overall balance (cash basis, incl. grants) | -7.1 | -5.6 | -8.3 | -6.7 | -6.7 | -6.4 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 | -3.0 |
| Overall balance (cash basis, excl. grants) | -9.6 | -7.4 | -10.8 | -10.6 | -9.8 | -8.6 | -4.6 | -4.4 | -4.5 | -4.3 | -4.2 |
| Overall primary balance (cash basis, incl. grants) | -4.7 | -3.4 | -5.9 | -4.1 | -3.9 | -4.0 | -0.5 | -0.6 | -0.8 | -1.0 | -1.1 |
| Basic primary fiscal balance (excl. banking sector operations) | -2.9 | -0.9 | -4.5 | -1.9 | -2.1 | -0.7 | 1.8 | 2.4 | 2.3 | 2.2 | 1.7 |
| Financing | 7.5 | 7.2 | 10.8 | 10.6 | 9.8 | 7.2 | 3.4 | 3.6 | 4.0 | 4.3 | 4.2 |
| Domestic financing (net) | 0.6 | 4.5 | 7.1 | 4.5 | 4.5 | 3.3 | -0.2 | 0.1 | 0.2 | 0.6 | 1.3 |
| Repayment of T-Bonds | -6.4 | -5.7 | -5.0 | -6.0 | -2.8 | -3.3 | -4.2 | -6.5 | -5.7 | -6.0 | -5.1 |
| Other domestic financing (net) | 7.0 | 10.2 | 12.1 | 10.4 | 7.3 | 6.6 | 4.0 | 6.6 | 5.8 | 6.6 | 6.4 |
| External financing (net) | 6.9 | 2.7 | 3.6 | 6.1 | 5.3 | 3.9 | 3.6 | 3.6 | 3.8 | 3.7 | 3.0 |
| Grants | 2.5 | 1.8 | 2.5 | 3.9 | 3.1 | 2.1 | 1.6 | 1.5 | 1.4 | 1.3 | 1.2 |
| Budget support loan | 0.0 | 0.0 | 0.6 | 1.1 | 1.6 | 1.5 | 1.4 | 0.9 | 0.8 | 0.8 | 0.3 |
| Debt reprofiling | 2.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Project loans | 2.9 | 1.6 | 1.9 | 2.4 | 2.0 | 2.0 | 2.5 | 3.2 | 3.3 | 3.2 | 2.8 |
| Amortization (incl. IMF repayments) | -0.7 | -0.8 | -1.5 | -1.3 | -1.6 | -1.7 | -1.9 | -2.0 | -1.8 | -1.6 | -1.4 |
| Exceptional financing | 2.1 | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 1.3 | 1.1 | 0.8 | 0.5 | 0.0 | 0.0 |
| Financing gap/undefined financing | 2.1 | 0.2 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 1.3 | 1.1 | 0.8 | 0.5 | 0.0 | 0.0 |
| Exceptional financing | 2.1 | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 1.3 | 1.1 | 0.8 | 0.5 | 0.0 | 0.0 |
| IMF-ECF | 1.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 1.3 | 1.1 | 0.8 | 0.5 | 0.0 | 0.0 |
| DSSI | 0.2 | 0.2 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... |
| Residual financing gap/errors and omissions | 0.0 | 0.0 | 0.1 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| <i>Memorandum Item:</i> | | | | | | | | | | | |
| Nominal GDP (CFAF billions) | 4,253.2 | 4,621.5 | 5,068.9 | 5,506.6 | 5,507.2 | 5,926.6 | 6,365.6 | 6,850.0 | 7,371.3 | 7,932.2 | 8,535.9 |
| Social and pro-poor spending (percent of GDP) | ... | 4.6 | 4.5 | 5.9 | 4.8 | 5.3 | 5.1 | 5.3 | 5.4 | 5.5 | 5.6 |

Sources: Togolese authorities and IMF staff estimates and projections.

Tableau 3. Balance des paiements, 2020–29

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | |
|--|--------------------------|---------|---------|---------|-------------|---------|---------|---------|---------|---------|--|
| | Estimates | | | | Projections | | | | | | |
| | (Billions of CFA Francs) | | | | | | | | | | |
| Current account balance | -11.9 | -103.6 | -176.7 | -158.9 | -194.5 | -211.6 | -209.1 | -187.5 | -184.3 | -200.6 | |
| Trade balance on goods | -428.2 | -554.5 | -716.8 | -704.7 | -749.1 | -786.2 | -824.3 | -859.1 | -911.8 | -985.0 | |
| Of which: petroleum products, net | -105.3 | -128.8 | -218.8 | -173.1 | -184.2 | -183.0 | -184.5 | -188.4 | -193.9 | -201.0 | |
| Exports | 695.0 | 720.8 | 899.2 | 927.5 | 983.0 | 1,026.5 | 1,103.7 | 1,201.2 | 1,292.9 | 1,383.5 | |
| Imports | 1,123.2 | 1,275.4 | 1,616.0 | 1,632.3 | 1,732.1 | 1,812.7 | 1,928.0 | 2,060.3 | 2,204.7 | 2,368.5 | |
| Services, net | 43.9 | 76.9 | 96.1 | 115.0 | 150.6 | 193.9 | 250.3 | 276.2 | 300.1 | 322.2 | |
| Primary income, net | 24.6 | 10.3 | 6.8 | 12.3 | 18.8 | 17.8 | 20.9 | 25.3 | 30.2 | 35.6 | |
| Secondary income, net | 347.7 | 363.8 | 437.2 | 418.6 | 385.2 | 362.9 | 344.0 | 370.1 | 397.3 | 426.5 | |
| Capital account balance | 214.5 | 264.8 | 311.7 | 374.7 | 317.5 | 282.6 | 277.2 | 298.3 | 320.9 | 337.7 | |
| Current and capital account balance | 202.6 | 161.3 | 135.0 | 215.8 | 123.0 | 71.0 | 68.1 | 110.7 | 136.6 | 137.1 | |
| Financial account (- = inflow) | 53.1 | 50.6 | 158.0 | 163.3 | 125.5 | 70.6 | 24.5 | 50.3 | 53.1 | 49.1 | |
| Direct investment, net | -30.5 | 36.2 | 74.3 | 105.3 | 110.9 | 116.6 | 124.2 | 132.2 | 140.8 | 151.5 | |
| Portfolio investment, net | 48.1 | -50.2 | -6.7 | 41.8 | 46.2 | 51.0 | 56.2 | 60.5 | 65.1 | 70.1 | |
| Other investment, net | 35.6 | 64.6 | 86.2 | 16.2 | -31.7 | -97.1 | -155.9 | -142.4 | -152.8 | -172.4 | |
| Of which: general government, net | -186.1 | -40.3 | -56.0 | -124.3 | -107.0 | -132.1 | -145.9 | -172.1 | -191.1 | -151.2 | |
| Errors and omissions | 2.1 | 2.3 | 2.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | |
| Overall Balance | 151.6 | 113.0 | -21.0 | 52.5 | -2.4 | 0.5 | 43.6 | 60.5 | 83.6 | 88.0 | |
| Financing | -240.7 | -124.1 | 16.8 | -52.5 | -75.6 | -72.8 | -98.3 | -97.4 | -84.5 | -88.9 | |
| Change NFA ¹ | -240.7 | -124.1 | 16.8 | -52.5 | -75.6 | -72.8 | -98.3 | -97.4 | -84.5 | -88.9 | |
| Of which: SDR allocation ² | ... | 111.7 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | |
| Financing gap | 89.1 | 11.1 | 0.0 | 0.0 | 78.0 | 72.3 | 54.7 | 36.9 | 0.9 | 0.9 | |
| IMF ECF | 79.3 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 78.0 | 72.3 | 54.7 | 36.9 | 0.9 | 0.9 | |
| DSSI | 9.8 | 11.1 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | |
| | (Percent of GDP) | | | | | | | | | | |
| Current account balance | -0.3 | -2.2 | -3.5 | -2.9 | -3.3 | -3.3 | -3.1 | -2.5 | -2.3 | -2.3 | |
| Trade balance on goods | -10.1 | -12.0 | -14.1 | -12.8 | -12.6 | -12.4 | -12.0 | -11.7 | -11.5 | -11.5 | |
| Of which: petroleum products, net | -2.5 | -2.8 | -4.3 | -3.1 | -3.1 | -2.9 | -2.7 | -2.6 | -2.4 | -2.4 | |
| Exports | 16.3 | 15.6 | 17.7 | 16.8 | 16.6 | 16.1 | 16.1 | 16.3 | 16.3 | 16.2 | |
| Imports | 26.4 | 27.6 | 31.9 | 29.6 | 29.2 | 28.5 | 28.1 | 28.0 | 27.8 | 27.7 | |
| Services, net | 1.0 | 1.7 | 1.9 | 2.1 | 2.5 | 3.0 | 3.7 | 3.7 | 3.8 | 3.8 | |
| Primary income, net | 0.6 | 0.2 | 0.1 | 0.2 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.4 | 0.4 | |
| Secondary income, net | 8.2 | 7.9 | 8.6 | 7.6 | 6.5 | 5.7 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | 5.0 | |
| Capital account balance | 5.0 | 5.7 | 6.1 | 6.8 | 5.4 | 4.4 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | 4.0 | |
| Current and capital account balance | 4.8 | 3.5 | 2.7 | 3.9 | 2.1 | 1.1 | 1.0 | 1.5 | 1.7 | 1.6 | |
| Financial account (- = inflow) | 1.2 | 1.1 | 3.1 | 3.0 | 2.1 | 1.1 | 0.4 | 0.7 | 0.7 | 0.6 | |
| Direct investment, net | -0.7 | 0.8 | 1.5 | 1.9 | 1.9 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | |
| Portfolio investment, net | 1.1 | -1.1 | -0.1 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | 0.8 | |
| Other investment, net | 0.8 | 1.4 | 1.7 | 0.3 | -0.5 | -1.5 | -2.3 | -1.9 | -1.9 | -2.0 | |
| Of which: general government, net | -4.4 | -0.9 | -1.1 | -2.3 | -1.8 | -2.1 | -2.1 | -2.3 | -2.4 | -1.8 | |
| Errors and omissions | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | |
| Overall Balance | 3.6 | 2.4 | -0.4 | 1.0 | 0.0 | 0.0 | 0.6 | 0.8 | 1.1 | 1.0 | |
| Financing | -5.7 | -2.7 | 0.3 | -1.0 | -1.3 | -1.1 | -1.4 | -1.3 | -1.1 | -1.0 | |
| Change in NFA ¹ | -5.7 | -2.7 | 0.3 | -1.0 | -1.3 | -1.1 | -1.4 | -1.3 | -1.1 | -1.0 | |
| Of which: SDR allocation ² | ... | 2.4 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | |
| Financing gap | 2.1 | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 1.3 | 1.1 | 0.8 | 0.5 | 0.0 | 0.0 | |
| IMF ECF | 1.9 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 1.3 | 1.1 | 0.8 | 0.5 | 0.0 | 0.0 | |
| DSSI | 0.2 | 0.2 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | |
| <i>Memorandum items:</i> | | | | | | | | | | | |
| BCEAO NFA (in months of next year's WAEMU imports) | 5.4 | 5.2 | 4.3 | 3.3 | 3.3 | 3.6 | 4.0 | 4.5 | 4.9 | N.A. | |
| BCEAO NFA (in million USD) | 21,727 | 24,172 | 18,398 | 15,764 | 16,450 | 18,916 | 22,836 | 27,497 | 32,111 | N.A. | |
| BCEAO NFA (in percent of broad money) | 33 | 34 | 25 | 20 | 19 | 19 | 21 | 23 | 24 | N.A. | |

Sources: Togolese authorities and IMF staff estimates and projections.

¹ In line with WAEMU BoP methodology, includes commercial bank NFA and Togolese public sector NFA holdings at the BCEAO. NFAs are not indicative of the country's impact on WAEMU's aggregate external position or the pooled WAEMU reserves since the data contains intra-WAEMU flows from the current, capital and financial account.

² Since the SDR allocation increases both assets and liabilities by the same amount, net foreign assets do not increase.

Tableau 4. Situation des institutions de dépôts, 2020–29

| | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|-------------|---------|----------|----------|
| | Actuals | | Est. | | | | Projections | | | |
| (Billions of CFA Francs) | | | | | | | | | | |
| Net foreign assets | 982.2 | 1092.7 | 1080.2 | 1239.9 | 1315.4 | 1388.2 | 1486.5 | 1583.9 | 1668.4 | 1757.3 |
| BCEAO | 77.1 | -27.0 | -407.6 | -281.2 | -236.3 | -195.7 | -134.5 | -126.3 | -135.9 | -146.3 |
| Assets | 890.0 | 1369.1 | 1300.3 | 1461.9 | 1528.2 | 1586.3 | 1662.4 | 1680.8 | 1680.8 | 1680.8 |
| Liabilities | -812.9 | -1396.1 | -1707.9 | -1743.1 | -1764.5 | -1782.0 | -1796.9 | -1807.1 | -1816.8 | -1827.1 |
| Commercial banks | 905.1 | 1119.7 | 1487.8 | 1521.1 | 1551.7 | 1584.0 | 1621.1 | 1710.2 | 1804.3 | 1903.5 |
| Assets | 1118.3 | 1435.3 | 1811.3 | 2529.8 | 3533.2 | 4934.6 | 6891.8 | 9625.4 | 13443.2 | 18775.2 |
| Liabilities | -213.2 | -315.6 | -323.6 | -1008.7 | -1981.5 | -3350.6 | -5270.8 | -7915.1 | -11638.9 | -16871.7 |
| Net domestic assets | 1104.1 | 1222.7 | 1593.9 | 1663.0 | 1842.7 | 2003.8 | 2163.6 | 2344.0 | 2558.5 | 2791.2 |
| Credit to the government (net) ¹ | 15.5 | 8.8 | 185.8 | 192.1 | 112.5 | 143.4 | 183.1 | 253.2 | 260.4 | 268.4 |
| BCEAO | -42.0 | 70.0 | 259.0 | 272.6 | 181.0 | 181.0 | 181.0 | 181.0 | 181.0 | 181.0 |
| Commercial banks | 57.5 | -61.1 | -73.2 | -80.5 | -68.5 | -37.6 | 2.1 | 72.2 | 79.4 | 87.4 |
| Credit to nongovernment sector | 1305.5 | 1425.0 | 1663.5 | 1701.5 | 1962.3 | 2082.9 | 2224.8 | 2384.7 | 2565.6 | 2758.2 |
| of which: Credit to private sector | 1158.8 | 1241.7 | 1433.3 | 1454.2 | 1697.3 | 1800.1 | 1923.9 | 2065.3 | 2227.5 | 2401.2 |
| Other items (net) | 58.8 | 14.0 | 10.0 | -36.0 | -54.9 | -85.7 | -87.4 | -63.0 | -116.5 | -177.8 |
| Shares and other equities | 158.1 | 197.2 | 245.5 | 266.7 | 287.0 | 308.2 | 331.6 | 356.9 | 384.0 | 413.2 |
| Total broad money liabilities | 2086.3 | 2315.3 | 2674.2 | 2902.9 | 3158.2 | 3392.0 | 3650.2 | 3927.9 | 4226.9 | 4548.5 |
| Money supply (M2) | 1980.8 | 2224.6 | 2556.3 | 2774.9 | 3020.4 | 3244.1 | 3491.0 | 3756.6 | 4042.5 | 4350.1 |
| Currency Outside Depository Corporations | 328.0 | 327.1 | 371.7 | 370.8 | 370.2 | 369.3 | 368.0 | 366.3 | 364.1 | 361.5 |
| Transferable Deposits | 725.6 | 884.4 | 1125.8 | 1298.5 | 1495.3 | 1668.3 | 1862.6 | 2073.8 | 2303.1 | 2551.9 |
| Other Deposits | 927.2 | 1013.1 | 1058.8 | 1105.6 | 1154.9 | 1206.5 | 1260.3 | 1316.6 | 1375.3 | 1436.7 |
| Non-liquid liabilities (excl. from broad money) | 105.4 | 90.7 | 117.8 | 128.0 | 137.8 | 148.0 | 159.2 | 171.3 | 184.3 | 198.4 |
| (Annual change as percent of beginning-of-period broad money) | | | | | | | | | | |
| Net foreign assets | 14.1 | 5.6 | -0.6 | 6.2 | 2.7 | 2.4 | 3.0 | 2.8 | 2.2 | 2.2 |
| BCEAO | -9.7 | -5.3 | -17.1 | 4.9 | 1.6 | 1.3 | 1.9 | 0.2 | -0.3 | -0.3 |
| Commercial banks | 23.8 | 10.8 | 16.5 | 1.3 | 1.1 | 1.1 | 1.1 | 2.6 | 2.5 | 2.5 |
| Net domestic assets | -2.3 | 6.0 | 16.7 | 2.7 | 6.5 | 5.3 | 4.9 | 5.2 | 5.7 | 5.8 |
| Credit to the government (net) ¹ | -1.6 | -0.3 | 8.0 | 0.2 | -2.9 | 1.0 | 1.2 | 2.0 | 0.2 | 0.2 |
| Credit to nongovernment sector | 0.2 | 6.0 | 10.7 | 1.5 | 9.4 | 4.0 | 4.4 | 4.6 | 4.8 | 4.8 |
| Other items (net) | 0.0 | -2.3 | -0.2 | -1.8 | -0.7 | -1.0 | -0.1 | 0.7 | -1.4 | -1.5 |
| Shares and other equities | 0.9 | 2.0 | 2.2 | 0.8 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 | 0.7 |
| Total broad money liabilities | 11.4 | 12.3 | 14.9 | 8.5 | 8.8 | 7.4 | 7.6 | 7.6 | 7.6 | 7.6 |
| Money supply (M2) | -0.6 | 0.0 | 2.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | -0.1 | -0.1 |
| Currency Outside Depository Corporations | 7.2 | 8.0 | 10.8 | 6.8 | 7.1 | 5.7 | 6.0 | 6.0 | 6.1 | 6.2 |
| Transferable Deposits | 4.8 | 4.3 | 2.1 | 1.8 | 1.8 | 1.7 | 1.7 | 1.6 | 1.6 | 1.5 |
| Other Deposits | 0.4 | -0.7 | 1.2 | 0.4 | 0.4 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 |
| Non-liquid liabilities (excl. from broad money) | | | | | | | | | | |
| <i>Memorandum items:</i> | | | | | | | | | | |
| Velocity (GDP/end-of-period M2) | 2.1 | 2.1 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 |
| (Percent of GDP) | | | | | | | | | | |
| Net foreign assets | 23.1 | 23.6 | 21.3 | 22.5 | 22.2 | 21.8 | 21.7 | 21.5 | 21.0 | 20.6 |
| BCEAO | 1.8 | -0.6 | -8.0 | -5.1 | -4.0 | -3.1 | -2.0 | -1.7 | -1.7 | -1.7 |
| Assets | 20.9 | 29.6 | 25.7 | 26.5 | 25.8 | 24.9 | 24.3 | 22.8 | 21.2 | 19.7 |
| Liabilities | -19.1 | -30.2 | -33.7 | -31.7 | -29.8 | -28.0 | -26.2 | -24.5 | -22.9 | -21.4 |
| Commercial banks | 21.3 | 24.2 | 29.4 | 27.6 | 26.2 | 24.9 | 23.7 | 23.2 | 22.7 | 22.3 |
| Assets | 26.3 | 31.1 | 35.7 | 45.9 | 59.6 | 77.5 | 100.6 | 130.6 | 169.5 | 220.0 |
| Liabilities | -5.0 | -6.8 | -6.4 | -18.3 | -33.4 | -52.6 | -76.9 | -107.4 | -146.7 | -197.7 |
| Net domestic assets | 26.0 | 26.5 | 31.4 | 30.2 | 31.1 | 31.5 | 31.6 | 31.8 | 32.3 | 32.7 |
| Credit to the government (net) ¹ | 0.4 | 0.2 | 3.7 | 3.5 | 1.9 | 2.3 | 2.7 | 3.4 | 3.3 | 3.1 |
| BCEAO | -1.0 | 1.5 | 5.1 | 4.9 | 3.1 | 2.8 | 2.6 | 2.5 | 2.3 | 2.1 |
| Commercial banks | 1.4 | -1.3 | -1.4 | -1.5 | -1.2 | -0.6 | 0.0 | 1.0 | 1.0 | 1.0 |
| Credit to nongovernment sector | 30.7 | 30.8 | 32.8 | 30.9 | 33.1 | 32.7 | 32.5 | 32.4 | 32.3 | 32.3 |
| of which: Credit to private sector | 27.2 | 26.9 | 28.3 | 26.4 | 28.6 | 28.3 | 28.1 | 28.0 | 28.1 | 28.1 |
| Other items (net) | 1.4 | 0.3 | 0.2 | -0.7 | -0.9 | -1.3 | -1.3 | -0.9 | -1.5 | -2.1 |
| Shares and other equities | 3.7 | 4.3 | 4.8 | 4.8 | 4.8 | 4.8 | 4.8 | 4.8 | 4.8 | 4.8 |
| Total broad money liabilities | 49.1 | 50.1 | 52.8 | 52.7 | 53.3 | 53.3 | 53.3 | 53.3 | 53.3 | 53.3 |
| Money supply (M2) | 46.6 | 48.1 | 50.4 | 50.4 | 51.0 | 51.0 | 51.0 | 51.0 | 51.0 | 51.0 |
| Currency Outside Depository Corporations | 7.7 | 7.1 | 7.3 | 6.7 | 6.2 | 5.8 | 5.4 | 5.0 | 4.6 | 4.2 |
| Transferable Deposits | 17.1 | 19.1 | 22.2 | 23.6 | 25.2 | 26.2 | 27.2 | 28.1 | 29.0 | 29.9 |
| Other Deposits | 21.8 | 21.9 | 20.9 | 20.1 | 19.5 | 19.0 | 18.4 | 17.9 | 17.3 | 16.8 |
| Non-liquid liabilities (excl. from broad money) | 2.5 | 2.0 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 | 2.3 |

Sources: Central Bank of West African States and IMF staff estimates and projections.

¹ Net domestic credit to the government may differ from what appears in the fiscal table, as bonds issued on the WAEMU markets are treated as external financing for the purpose of the monetary survey.

Tableau 5. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire, 2016–23
(en pourcentage, sauf indication contraire)

| | 2016 | 2017 | 2018* | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | June 2023 |
|--|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-----------|
| Capital adequacy¹ | | | | | | | | |
| Regulatory capital to risk-weighted assets ² | 5.8 | 8.4 | 6.0 | 2.6 | 3.0 | 4.0 | 4.2 | 6.4 |
| Regulatory Tier 1 capital to risk-weighted assets | 4.6 | 7.4 | 4.2 | 2.1 | 2.5 | 3.1 | 3.5 | 5.5 |
| Common Equity Tier 1 to risk-weighted assets (solvency ratio) ³ | N.A. | N.A. | 4.2 | 2.3 | 3.2 | 3.1 | 3.5 | 5.5 |
| Provisions to total assets | 13.9 | 16.1 | 13.5 | 13.3 | 11.1 | 9.1 | 7.7 | 7.1 |
| Capital to assets | 2.9 | 4.3 | 3.4 | 1.3 | 1.5 | 1.8 | 1.8 | 2.5 |
| Asset quality and composition | | | | | | | | |
| Loans to total assets | 49.1 | 46.8 | 47.0 | 49.5 | 44.3 | 43.6 | 47.5 | 43.6 |
| Loans to top 5 borrowers to capital | 186.0 | 128.7 | 169.0 | 463.9 | 351.6 | 283.7 | 305.2 | 188.5 |
| Sectoral distribution of credit (percent of total credit) ⁴ | | | | | | | | |
| Agriculture and fishing | 0.3 | 0.2 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 0.1 | 1.3 |
| Extracting industries | 0.8 | 1.8 | 1.5 | 0.9 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.7 |
| Manufacturing | 9.2 | 9.4 | 8.8 | 4.5 | 5.1 | 3.0 | 6.3 | 7.8 |
| Electricity, gas, and water | 6.0 | 8.9 | 4.6 | 4.6 | 6.1 | 5.1 | 3.9 | 3.5 |
| Building and construction | 21.4 | 13.1 | 13.5 | 9.1 | 18.2 | 19.0 | 21.6 | 21.2 |
| Commerce | 34.6 | 33.8 | 30.7 | 23.9 | 30.6 | 29.1 | 27.1 | 25.8 |
| Transport and Communication | 10.6 | 14.1 | 17.6 | 16.4 | 15.3 | 15.7 | 12.9 | 11.5 |
| Insurance, real estate, business services | 2.5 | 3.6 | 3.0 | 1.8 | 3.6 | 7.1 | 7.0 | 8.6 |
| Services | 14.8 | 15.0 | 20.2 | 38.7 | 20.6 | 20.6 | 20.6 | 19.6 |
| Non-performing loans to total gross loans | 16.2 | 19.3 | 17.8 | 15.6 | 16.0 | 12.0 | 8.1 | 8.5 |
| Bank provisions to non-performing loans | 77.3 | 77.8 | 78.6 | 75.0 | 68.4 | 70.5 | 74.5 | 71.4 |
| Non-performing loans net of provisions to total loans | 4.2 | 5.0 | 4.4 | 4.4 | 5.7 | 3.9 | 2.2 | 2.6 |
| Non-performing loans net of provisions to capital | 70.8 | 54.4 | 61.7 | 167.6 | 170.0 | 96.7 | 59.3 | 44.5 |
| Earnings and profitability⁵ | | | | | | | | |
| Average cost of funds | 3.1 | 3.3 | 3.0 | 0.9 | 1.3 | 2.6 | 2.6 | ... |
| Average lending rate | 7.8 | 8.2 | 7.8 | 7.3 | 7.2 | 6.9 | 6.6 | ... |
| Average interest rate spread ⁶ | 4.7 | 4.9 | 4.8 | 6.4 | 5.9 | 4.3 | 4.0 | ... |
| Return on assets (ROA) | 2.6 | 1.1 | 0.8 | 1.1 | 0.6 | 0.9 | 0.9 | ... |
| Return on equity (ROE) | 98.6 | 28.1 | 14.3 | 21.7 | 11.6 | 16.6 | 15.7 | ... |
| Non interest expenses to net banking income | 64.3 | 63.8 | 65.2 | 61.9 | 62.1 | 60.9 | 59.7 | ... |
| Personnel expenses to net banking income | 26.7 | 27.1 | 27.0 | 24.3 | 25.1 | 25.9 | 25.1 | ... |
| Liquidity | | | | | | | | |
| Liquid assets to total assets (liquid asset ratio) | 17.6 | 19.5 | 17.1 | 17.5 | 14.5 | 15.6 | 20.2 | 18.3 |
| Liquid assets to deposits | 28.5 | 30.9 | 25.6 | 26.0 | 21.6 | 22.1 | 29.1 | 28.8 |
| Loans to deposits ratio | 90.6 | 87.2 | 82.0 | 83.3 | 73.9 | 67.7 | 72.9 | 73.1 |
| Deposits to total liabilities ratio | 61.9 | 63.1 | 66.7 | 67.3 | 67.2 | 70.4 | 69.4 | 63.5 |
| Demand deposits to total liabilities ⁷ | 26.6 | 25.8 | 27.0 | 27.9 | 26.9 | 31.2 | 31.6 | 28.1 |
| Term deposits and loans to total liabilities | 35.3 | 37.3 | 39.7 | 39.4 | 40.3 | 39.3 | 37.8 | 35.4 |

Source: BCEAO

* Year of first reporting in accordance with Basel II / III and Revised Chart of Accounts.

¹ Raw data collected from the banking system

² FPE/APR ratio excluding banks with negative equity: 16.14% in dec. 2018 (2), 13.18% in June 2019 (3), 12.48% in dec. 2019 (3), 12.75% in June 2020 (3) et 13.4% in dec. 2020 (3), 13.34% in June 2021.

³ Data reported from June 2018

⁴ Credits reported to the Central Risk Office

⁵ Income statement items at semi-annual frequency

⁶ Excluding tax on banking transactions

⁷ Including savings accounts

Annexe I. Évaluation du secteur extérieur

Évaluation globale : d'après les estimations établies en 2023, la position extérieure du Togo est jugée globalement conforme au niveau que supposent les paramètres fondamentaux et les politiques souhaitables en 2023, sans changement par rapport à la dernière évaluation. Les premières données de 2023 montrent une diminution du déficit courant par rapport à 2022, car les termes de l'échange se sont améliorés, la baisse des prix des carburants a entraîné une diminution des importations et les envois de fonds sont demeurés élevés. Le déficit courant devrait toutefois se creuser à court terme, lorsque les envois de fonds retrouveront leurs niveaux d'avant la pandémie, puis diminuer de nouveau à moyen terme, sous l'effet du rééquilibrage budgétaire et de l'augmentation des exportations, qui seront stimulées par les investissements dans les infrastructures et les réformes structurelles.

Mesures potentielles : il convient de mener des réformes structurelles pour réaliser tout le potentiel des investissements effectués récemment dans les zones industrielles et les infrastructures commerciales dans l'optique de développer les exportations. Une amélioration du climat des affaires permettrait d'attirer davantage d'IDE susceptible d'accroître la productivité. Sur le long terme, de nouveaux investissements en capital humain contribueraient à augmenter et diversifier les exportations de services associés à la position de pôle bancaire, logistique et commercial du pays dans la région. Le rééquilibrage planifié des finances publiques et le passage à une dette extérieure plus concessionnelle à long terme atténueraient les vulnérabilités liées à l'endettement.

Actifs et passifs extérieurs : position et trajectoire

Contexte. La position extérieure globale nette (PEGN) du Togo s'est améliorée, pour ressortir à -9 % du PIB en 2022 (données les plus récentes), contre -12 % du PIB en 2021 et -16 % en 2018. Les actifs bruts ont augmenté régulièrement depuis 2018, même si leur composition a évolué, avec notamment une part plus importante d'investissements de portefeuille (33 % du PIB) et plus faible d'investissements directs (41 % du PIB). Les passifs bruts ont légèrement diminué en 2023, du fait d'un recul des investissements directs, à 28 % du PIB, alors qu'ils avaient atteint le niveau élevé de 35 % du PIB en 2019-20. Les emprunts publics en valeurs mobilières (20 % du PIB) et prêts (22 % du PIB) représentent à peine moins de la moitié des passifs bruts. Les données historiques montrent une concentration plus élevée des passifs (>60 %) que des actifs (>40 %) dans d'autres pays de l'UEMOA.

Évaluation. La PEGN actuelle et la trajectoire qu'elle devrait suivre ne comportent pas de risques pour la viabilité extérieure et il n'est pas nécessaire de procéder à un ajustement significatif de la balance courante. Le niveau élevé des actifs et des passifs correspond aux transactions effectuées par les banques régionales installées au Togo et provient de flux relativement stables. La volonté des autorités de rééquilibrer les emprunts et de délaissier les valeurs mobilières régionales en francs CFA au profit de prêts concessionnels extérieurs devrait diminuer les passifs de portefeuille et augmenter les autres passifs d'investissement, ce qui atténuera les risques. Près d'un tiers des passifs au titre de la dette sont détenus envers la BCEAO, et sont considérés comme moins risqués que d'autres types de flux. La dette extérieure est également évaluée dans l'AVD. L'IDE sortant réalisé par les banques régionales installées au Togo devrait se poursuivre et les améliorations apportées au climat des affaires devraient favoriser une augmentation de l'IDE entrant. L'amélioration de la balance commerciale amortira le retour aux niveaux d'avant la pandémie des transferts en capitaux et des transferts courants privés, allégeant ainsi la pression sur la PEGN.

| | | | | | |
|--------------------|-------------|-------------------------|------------------------------|--------------------------|---------------------------|
| 2022 (en % du PIB) | PEGN : -9,1 | Actifs bruts : 121,2 | Actifs de la dette : 54,1 | Passifs bruts : 130,3 | Passif de dette : 92,3 |
|--------------------|-------------|-------------------------|------------------------------|--------------------------|---------------------------|

Compte des transactions courantes

Contexte. Après s'être élargi à 3,5 % du PIB en 2022 sur fond de hausse des prix de l'alimentation et des carburants et de reprise économique après la pandémie, le déficit courant devrait avoir diminué à 2,9 % du PIB en 2023. Selon les premières estimations, cette baisse s'explique par l'amélioration des termes de l'échange, et le recul des prix du pétrole en particulier, l'augmentation du commerce de transit et des voyages, et les envois de fonds, qui ont bondi de 4,0 % du PIB en moyenne sur la période 2011-19 à 7,5 % du PIB depuis 2020-22.

(Graphique 1 du texte). Le déficit courant devrait augmenter modérément au cours des deux prochaines années, lorsque les envois de fonds retrouveront leurs niveaux d'avant la pandémie. À moyen terme, le rééquilibrage des finances publiques entraînera un ralentissement des importations, et les actions menées par les autorités pour encourager et accroître les exportations et développer la position du pays en tant que pôle logistique régional stimuleront les exportations et concourront à ramener le déficit au-dessous de 3 % à partir de 2027. Bien que ce chiffre soit supérieur à la moyenne enregistrée au cours des cinq années précédentes (1,9 % du PIB), il demeure inférieur aux tendances de long terme.

Évaluation. Selon les premières données de 2023, le modèle de compte courant EBA-lite indique une norme de compte courant à -4,4 % du PIB, soit un taux supérieur au solde des transactions courantes corrigé des variations cycliques de -3,7 % du PIB.

Cette estimation comprend un facteur d'ajustement cyclique de -0,1 % et un facteur d'ajustement spécial supplémentaire de 0,8 % du PIB pour les niveaux d'envois de fonds provisoirement plus élevés. L'écart de compte courant de 0,8 % du PIB (tableau 1 du texte) donne à penser que le compte courant du Togo est globalement conforme aux niveaux que supposent les paramètres fondamentaux et les politiques souhaitables. L'écart de politique économique, de 2,4 % du PIB, est dû principalement à des dépenses de santé faibles, ce qui laisse supposer que la position extérieure relativement

solide du pays peut s'expliquer en partie par une épargne de précaution élevée, ce qui concorde avec l'absence d'assurance santé (voir le document de la série des Questions générales « Améliorer l'inclusion sociale »).

Graphique 1 du texte. Décomposition du compte des transactions courantes
(en pourcentage du PIB)

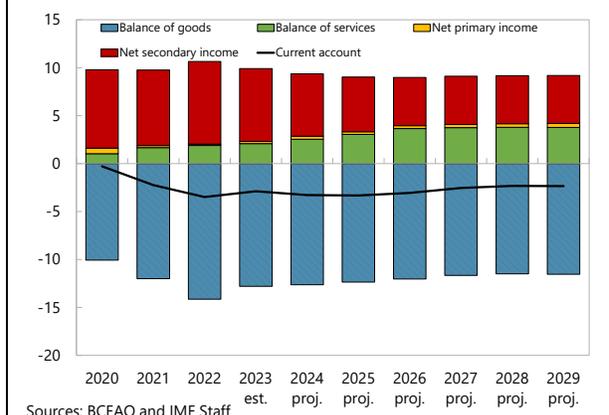


Tableau 1 du texte. Estimations modélisées pour 2023
(en pourcentage du PIB)

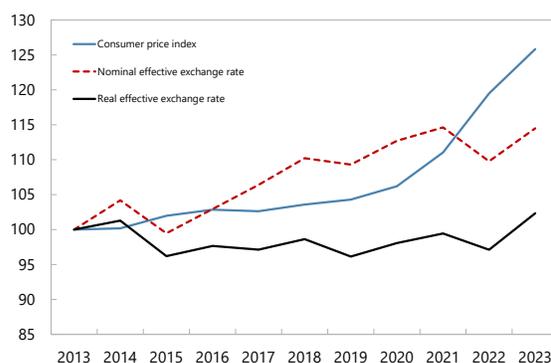
| | CA model 1/ | REER model 1/ |
|---|---------------------|---------------|
| | (in percent of GDP) | |
| CA-Actual | -2.9 | |
| Cyclical contributions (from model) (-) | -0.1 | |
| Additional temporary/statistical factors (-) 2/ | 0.8 | |
| Adjusted CA | -3.6 | |
| CA Norm (from model) 3/ | -4.4 | |
| CA Gap | 0.8 | 2.2 |
| o/w Relative policy gap | 2.4 | |
| Elasticity | -0.2 | |
| REER Gap (in percent) | -4.0 | -10.8 |
| 1/ Based on the EBA-lite 3.0 methodology | | |
| 2/ Additional adjustment to account for temporary surge in remittances. | | |
| 3/ Cyclically adjusted, including multilateral consistency adjustments. | | |

Taux de change réel

Contexte. Le Togo est membre de l'union monétaire que constitue l'UEMOA, dans laquelle le franc CFA est arrimé à l'euro. Le taux de change effectif réel du pays a baissé de 2,3 % en 2022, principalement en raison de la dépréciation nominale de l'euro après l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le durcissement de la politique monétaire internationale. Selon les estimations, il s'est apprécié d'environ 5,4 % en 2023, essentiellement sous l'effet de la remontée de l'euro par rapport au dollar. Cette appréciation reflète aussi une inflation relativement élevée (graphique 2 du texte).

Évaluation. L'application aux projections 2023 du modèle EBA-lite d'évaluation de l'indice de taux de change effectif réel (ITCER) montre une sous-évaluation d'environ 10,8 % par rapport aux valeurs correspondant aux paramètres fondamentaux et aux politiques souhaitables. Le modèle du compte courant EBA-lite indique aussi une sous-évaluation avec une élasticité de -0,21, d'une ampleur toutefois moins marquée, de [4,0] %.

Graphique 2 du texte. Taux de change effectifs
(2013 = 100)

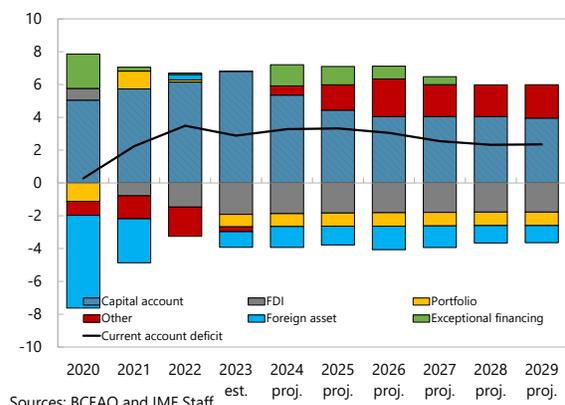


Sources: IMF Information Novice System

Comptes de capital et d'opérations financières : flux et mesures de politique générale

Contexte. Les transferts en capitaux apportent des financements supérieurs aux déficits des transactions courantes depuis 2017. Cette augmentation s'explique principalement par les transferts en capitaux privés censés correspondre aux envois de fonds utilisés pour des investissements, qui ont plafonné en 2023¹. Les transferts en capitaux officiels augmentent depuis 2021. Ils financent l'augmentation des investissements publics et ont porté le solde du compte de capital estimé pour 2023 à 6,8 % du PIB, soit supérieur de 2,9 % du PIB au déficit courant. L'excédent de financement a été contrebalancé par des sorties d'investissements nets et d'investissements de portefeuille réalisées par des banques régionales installées au Togo. À moyen terme, l'excédent du compte de capital devrait diminuer, ce qui concorde avec les projections concernant les envois de fonds, et le solde du compte d'opérations financières s'inscrirait en baisse.

Graphique 3 du texte. Sources de financement
(en pourcentage du PIB)



Évaluation. Les services du FMI n'évaluent pas les risques immédiats ou les vulnérabilités liées aux flux de capitaux. Le ralentissement prévu des transferts en capitaux et la poursuite des sorties de flux de portefeuille et d'IDE net réalisées par les banques régionales installées au Togo accentuent la dépendance envers d'autres flux financiers. Le rééquilibrage budgétaire devrait diminuer les besoins d'emprunt, en particulier sur le marché régional, étant donné que les autorités augmentent les emprunts extérieurs à long terme et à des conditions très concessionnelles, conformément à leur stratégie d'endettement à moyen terme. Elles devraient s'employer à accroître l'IDE entrant à moyen terme, par exemple en améliorant le climat des affaires et des investissements.

Niveau des réserves

Contexte. Le Togo est membre de l'UEMOA, une union monétaire dans le cadre de laquelle les réserves sont mutualisées et où les interventions sur le marché des changes, les opérations monétaires et l'ouverture du compte de capital relèvent de politiques communes. L'évaluation se réfère donc à celle du rapport des services du FMI de 2024 sur les politiques communes des pays membres ([IMF Country Report IMF No. 24/90](#)). Les réserves communes de l'UEMOA sont passées de 14 000 milliards de francs CFA (5,3 mois d'importations potentielles) fin 2021 à 11 400 milliards de francs CFA en 2022 (4,2 mois d'importations potentielles), et se sont encore détériorées en 2023 pour atteindre 10 000 milliards de francs CFA (3,2 mois d'importations potentielles), et ce malgré des flux entrants importants, tels que des décaissements du FMI. Cette évolution s'explique par différents facteurs : 1) vastes importations pour les projets menés dans le secteur des hydrocarbures dans la région, et augmentation, et maintien à un niveau élevé, des prix des importations des produits alimentaires et des carburants, notamment en début de période, 2) maintien des déficits budgétaires à un niveau élevé, 3) durcissement des conditions financières mondiales. Les réserves devraient se reconstituer à moyen terme, la balance des comptes courants s'améliorant dans le sillage du rééquilibrage budgétaire et de l'augmentation des exportations alimentée par les investissements et les réformes structurelles. Elles ont effectivement commencé à augmenter au premier semestre 2024 et atteint l'équivalent de 3,6 mois d'importations potentielles à la fin juin.

Évaluation. Sur la base des premières données sur le niveau des réserves à fin 2023 (3,2 mois d'importations), l'équipe régionale a jugé que les réserves étaient inférieures au niveau recommandé. L'amélioration du compte courant, associée au redressement des perspectives concernant les entrées financières, devrait contribuer à ramener progressivement les réserves de change à un niveau adéquat. Il sera indispensable de procéder à un rééquilibrage budgétaire favorable à la croissance, de durcir la politique monétaire et de mettre en œuvre des réformes structurelles afin que les réserves reviennent rapidement dans la fourchette optimale.

¹ La dernière mission d'assistance technique du département des statistiques du FMI a recommandé de reclasser ces transferts sur le compte courant, mais aucune mesure n'a encore été entreprise dans ce sens.

Annexe II. Matrice d'évaluation des risques¹

| Source des risques | Probabilité relative/horizon | Incidence en cas de concrétisation du risque | Mesures recommandées |
|--|------------------------------|--|---|
| Risques extérieurs | | | |
| <p>Intensification des conflits régionaux. L'escalade ou l'élargissement du conflit à Gaza et en Israël, la guerre que la Russie mène en Ukraine et/ou d'autres conflits régionaux ou actes terroristes perturbent le commerce (par exemple l'énergie, les denrées alimentaires, le tourisme, les chaînes d'approvisionnement), les envois de fonds, l'IDE et les flux financiers, les systèmes de paiement, et amplifient les flux de réfugiés.</p> <p>Volatilité des prix des produits de base. Une succession de perturbations de l'offre (par exemple en raison de conflits, de restrictions à l'exportation et de décisions prises par l'OPEP+) et les fluctuations de la demande provoquent une volatilité constante des prix des produits de base, des tensions extérieures et budgétaires dans les pays émergents et pays en développement, des répercussions transfrontalières ainsi qu'une instabilité sociale et économique.</p> | Élevée | Élevée | <p>Diversifier et accroître la résilience des chaînes d'approvisionnement essentielles. Procéder à des investissements publics et à des réformes structurelles pour renforcer la compétitivité des exportateurs et pouvoir se permettre d'effectuer des importations plus coûteuses.</p> |
| | CT | <p>La perturbation du commerce des denrées alimentaires, de l'énergie et des engrais pourrait aggraver l'inflation et la crise alimentaire, et susciter un mécontentement social. L'augmentation de la facture des importations et la baisse des envois de fonds exerceront une pression sur le compte des transactions courantes.</p> | |
| <p>Ralentissement brutal à l'échelle mondiale. Les facteurs de risque mondiaux et les facteurs non systématiques provoquent une forte contraction synchronisée de la croissance, avec des récessions dans certains pays, des retombées négatives par les canaux commerciaux et financiers, ainsi qu'une fragmentation du marché qui déclenche des arrêts soudains des entrées de capitaux dans les PEPD. Chine : une contraction plus nette que prévu dans le secteur immobilier freine la demande privée, resserre encore les finances des administrations locales et se traduit par des pressions désinflationnistes et des chaînes de réaction macrofinancières défavorables. Europe : les retombées de plus en plus marquées de la guerre en Ukraine, les perturbations de l'offre, les conditions financières restrictives et les corrections sur le marché immobilier accentuent le ralentissement de l'économie. États-Unis : sur fond de pénuries de main-d'œuvre, l'inflation reste élevée, ce qui incite la Réserve fédérale à maintenir des taux plus élevés pendant plus longtemps, d'où une correction plus brusque des marchés financiers, du logement et de l'immobilier commercial.</p> | Moyenne | Moyenne | <p>Mettre en œuvre des réformes structurelles pour renforcer l'économie intérieure. Améliorer le climat des affaires pour favoriser le développement du secteur privé.</p> |
| | CT, MT | <p>Un ralentissement généralisé chez les partenaires commerciaux réduirait le potentiel de croissance des exportateurs et du secteur des voyages et des transports. La faiblesse de l'économie mondiale signifie également moins d'IDE et de dons de la part de pays étrangers.</p> | |
| <p>Mauvais calibrage de la politique monétaire. Face à une grande incertitude économique, les grandes banques centrales assouplissent prématurément leur politique, entravant ainsi la désinflation, ou au contraire maintiennent une orientation restrictive plus longtemps qu'elles ne le devraient, ce qui provoque de brusques corrections sur les marchés financiers et entame la crédibilité des banques centrales.</p> | Moyenne | Moyenne | <p>Les autorités régionales devraient ajuster l'orientation de la politique monétaire. Les autorités nationales devraient adopter des politiques tournées vers la stabilité et la viabilité macroéconomiques pour atténuer la vulnérabilité aux chocs extérieurs. Rendre les dispositifs de protection sociale plus réactifs en cas de chocs.</p> |
| | CT, MT | <p>Un assouplissement monétaire prématuré pourrait risquer de désancrer les anticipations d'inflation, d'augmenter le coût de la désinflation à venir et de nuire aux personnes vulnérables. Un resserrement excessif freinerait l'activité économique, et les taux d'intérêt élevés qui en résulteraient sur le marché régional pourraient exercer une pression sur les finances publiques.</p> | |
| | CT, MT | <p>La hausse des coûts d'emprunt accentuera encore les vulnérabilités liées à la dette. Les banques dont le bilan est fragile pourraient rencontrer des difficultés de liquidité ou de solvabilité.</p> | |

| Source des risques | Probabilité relative/horizon | Incidence en cas de concrétisation du risque | Mesures recommandées |
|--|------------------------------|--|--|
| Aggravation de la fragmentation géoéconomique. Des conflits plus larges, des politiques autocentrées et une réduction de la coopération internationale engendrent une configuration moins efficace des échanges commerciaux et des IDE, des perturbations de l'offre, des mesures protectionnistes, une incertitude politique, une fragmentation des systèmes technologiques et de paiement, une hausse des coûts de transport et des intrants, une instabilité financière, une fracture du système monétaire international et un repli de la croissance. | Élevée | Moyenne | Adopter des politiques tournées vers la stabilité macroéconomique pour atténuer la vulnérabilité aux chocs. Mettre en œuvre des réformes structurelles pour renforcer l'économie intérieure. Rendre les dispositifs de protection sociale plus réactifs en cas de chocs. |
| | CT, MT | Perturbation des flux commerciaux et des IDE. Diminution de la disponibilité des ressources pour les investissements favorisant la croissance. Perspectives de croissance plus faibles des activités logistiques régionales. | |
| Phénomènes climatiques extrêmes. Les phénomènes climatiques extrêmes provoqués par la hausse des températures sont à l'origine de pertes de vies humaines, de graves dommages aux infrastructures, de perturbations de l'offre, d'un ralentissement de la croissance et d'instabilité financière. | Moyenne | Moyenne | Adopter des politiques tournées vers la stabilité et la viabilité macroéconomiques pour atténuer la vulnérabilité aux chocs. Mettre en œuvre des réformes structurelles pour renforcer l'économie intérieure. Rendre les dispositifs de protection sociale plus réactifs en cas de chocs. Investir dans des infrastructures résilientes au climat. |
| | CT, MT | Incidences sur la production agricole, ce qui pourrait accroître les pressions inflationnistes, réduire le niveau de vie et créer du mécontentement social et de l'instabilité. | |
| Risques régionaux et intérieurs | | | |
| Intensification de l'insécurité alimentaire et de l'activité terroriste | Élevée | Élevée | Assurer une gestion budgétaire prudente pour maîtriser les besoins de financement. Rechercher le soutien des bailleurs de fonds pour couvrir les coûts liés à la sécurité. Mettre en œuvre des mesures présentant un bon rapport coût-efficacité pour soutenir les personnes vulnérables, en particulier dans les régions à haut risque. |
| | CT, MT | Baisse des investissements et de la croissance, en particulier dans la logistique, un secteur clé au Togo. Déstabilisation potentiellement grave de l'économie. | |
| Mécontentement social et instabilité politique | Élevée | Élevée | Accélérer les mesures visant à renforcer la gouvernance, la croissance et l'inclusion. Accroître le dialogue avec les principales parties prenantes. |
| | CT | Baisse des investissements et de la croissance. L'augmentation des besoins en matière de dépenses sociales peut mettre les finances publiques sous pression. | |
| Recul en matière de rééquilibrage des finances publiques et de réformes | Moyenne | Moyenne | Élaborer et mettre en œuvre une stratégie de rééquilibrage budgétaire bien étudiée, en particulier pour mobiliser les ressources intérieures, et consulter la population sur cette stratégie afin de susciter son adhésion. |
| | CT, MT | Un report du rééquilibrage des finances publiques pourrait mettre en péril l'amélioration de viabilité de la dette et prolonger la vulnérabilité du pays aux chocs. | |

| | | | |
|--|----------------|--|---|
| Risques dans le secteur public | Moyenne | Moyenne | Mettre en œuvre le plan de réforme de la banque publique. Renforcer la surveillance des entreprises publiques et faire en sorte qu'elles disposent d'un plan d'activité clair et viable, qui permet en particulier aux entreprises de services publics d'appliquer des tarifs assurant le recouvrement des coûts. |
| | CT, MT | Les entreprises publiques d'importance systémique, telles que la compagnie d'électricité, la banque publique et le fonds de pension public, sont des passifs conditionnels qui pourraient peser sur le budget. La banque publique pourrait aussi menacer la stabilité financière si ses problèmes n'étaient pas résolus. | |
| Difficultés à obtenir un financement suffisant à des taux abordables sur le marché régional | Moyenne | Moyenne | Faire en sorte que le rééquilibrage des finances publiques se déroule comme prévu. Adopter des mesures de gestion de la dette prudentes et procéder éventuellement à des opérations de préfinancement si les conditions du marché s'y prêtent. |
| | CT, MT | Les autorités pourraient être contraintes de réduire considérablement les dépenses, ce qui entraînerait un ralentissement de la croissance et pourrait provoquer des troubles dans le pays. | |

^{1/} La matrice d'évaluation des risques présente des événements qui pourraient modifier considérablement la trajectoire de référence (le scénario le plus vraisemblable selon les services du FMI). La probabilité relative des risques correspond à une évaluation subjective par les services du FMI des risques pesant sur le scénario de référence (« faible » indique une probabilité inférieure à 10 %, « moyenne » une probabilité entre 10 et 30 %, et « élevée » une probabilité comprise entre 30 et 50 %). La matrice d'évaluation des risques reflète le point de vue des services du FMI sur la source des risques et le niveau général de préoccupation au moment des discussions avec les autorités. Les risques qui ne s'excluent pas mutuellement peuvent être interdépendants et se concrétiser ensemble. Les expressions « CT, à court terme » et « MT, à moyen terme » indiquent respectivement que le risque pourrait se concrétiser dans les 12 mois et dans les 3 ans.

Annexe III. Difficultés liées aux données

Tableau 1. Togo : Évaluation de l'adéquation des données pour la surveillance

| Data Adequacy Assessment Rating 1/ | | | | | | | |
|---|--|--------|-------------------------------|----------------------------|-----------------------------------|----------------------------|---------------|
| C | | | | | | | |
| Questionnaire Results 2/ | | | | | | | |
| Assessment | National Accounts | Prices | Government Finance Statistics | External Sector Statistics | Monetary and Financial Statistics | Inter-sectoral Consistency | Median Rating |
| | C | A | C | C | B | C | C |
| Detailed Questionnaire Results | | | | | | | |
| Data Quality Characteristics | | | | | | | |
| Coverage | B | A | C | B | B | | |
| Granularity 3/ | C | | B | C | C | | |
| | | | C | | B | | |
| Consistency | | | C | C | | C | |
| Frequency and Timeliness | C | A | B | C | B | | |
| <p>Note: When the questionnaire does not include a question on a specific dimension of data quality for a sector, the corresponding cell is blank.</p> <p>1/ The overall data adequacy assessment is based on staff's assessment of the adequacy of the country's data for conducting analysis and formulating policy advice, and takes into consideration country-specific characteristics.</p> <p>2/ The overall questionnaire assessment and the assessments for individual sectors reported in the heatmap are based on a standardized questionnaire and scoring system (see <i>IMF Review of the Framework for Data Adequacy Assessment for Surveillance</i>, January 2024, Appendix I).</p> <p>3/ The top cell for "Granularity" of Government Finance Statistics shows staff's assessment of the granularity of the reported government operations data, while the bottom cell shows that of public debt statistics. The top cell for "Granularity" of Monetary and Financial Statistics shows staff's assessment of the granularity of the reported Monetary and Financial Statistics data, while the bottom cell shows that of the Financial Soundness indicators.</p> | | | | | | | |
| A | The data provided to the Fund is adequate for surveillance. | | | | | | |
| B | The data provided to the Fund has some shortcomings but is broadly adequate for surveillance. | | | | | | |
| C | The data provided to the Fund has some shortcomings that somewhat hamper surveillance. | | | | | | |
| D | The data provided to the Fund has serious shortcomings that significantly hamper surveillance. | | | | | | |

1. Éléments justifiant l'évaluation des services du FMI. La communication des données présente de graves lacunes qui entravent quelque peu la surveillance. Les statistiques du secteur réel sont communiquées environ deux ans après la période de référence. Du fait de capacités limitées, la couverture et la cohérence des statistiques des finances publiques sont insuffisantes : elles concernent actuellement uniquement les statistiques budgétaires de l'administration centrale, les statistiques monétaires et celles de la dette. Les données extérieures sont fournies au format du MBP6 environ un an après la période de référence. Une production plus actualisée des statistiques des comptes nationaux et de la balance des paiements, et la fourniture de données du secteur extérieur, monétaires et financières plus détaillées améliorerait la surveillance et permettrait d'affiner les conseils en matière de politiques.

2. Évolution depuis la dernière consultation au titre de l'article IV. Les autorités se sont dotées de la capacité de passer périodiquement (habituellement, tous les cinq ans) à une nouvelle année de base pour leurs comptes nationaux. Elles ont accompli des progrès dans la compilation des statistiques financières au moyen du Manuel des statistiques des finances publiques 2014.

3. Utilisation de données ou d'estimations différentes de celles des statistiques officielles figurant dans la consultation au titre de l'article IV. Les services du FMI n'utilisent pas de données ou d'estimations différentes de celles des statistiques officielles. Ils se fondent sur les données fournies par les autorités pour établir les tableaux et les estimations des variables budgétaires et extérieures et veiller à ce qu'ils correspondent aux normes du FMI.

4. Mesures correctives et priorités en matière de développement des capacités. Les autorités remédient à l'insuffisance des données grâce à l'assistance technique. Les priorités du développement de capacités proposé par le FMI sont les suivantes : i) appuyer l'élaboration d'une comptabilité nationale trimestrielle conforme à la comptabilité nationale annuelle, ii) appuyer le changement de l'année de référence pour le calcul du PIB et le passage au système de comptabilité nationale 2025, iii) élargir la couverture des données budgétaires conformément au manuel SFP 2014, iv) augmenter les capacités afin de mener des analyses de viabilité de la dette (AVD), v) établir les statistiques du secteur extérieur. Des actions sont aussi menées pour assurer la cohérence de l'information budgétaire avec i) l'évolution de la position des autorités à l'égard du système bancaire, et ii) l'accumulation de la dette.

5. Autres lacunes de données. Les autorités s'emploient à produire davantage de statistiques sur l'environnement et le climat et d'indicateurs sur le marché du travail.

Tableau 2. Togo : Initiatives sur les normes de données

Togo participates in the Enhanced General Data Dissemination System (e-GDDS) and publishes the data on its National Summary Data Page since July 2018.

Tableau des indicateurs communs nécessaires à la surveillance à partir du 25 juin 2024

| | Data Provision to the Fund | | | | Publication under the Data Standards Initiatives through the National Summary Data Page | | | |
|--|----------------------------|---------------|--------------------------------|-------------------------------------|---|-------------------|------------------------------------|-------------------|
| | Date of Latest Observation | Date Received | Frequency of Data ⁶ | Frequency of Reporting ⁵ | Expected Frequency ^{6,7} | Togo ⁸ | Expected Timeliness ^{6,7} | Togo ⁸ |
| Exchange Rates | Mar-24 | Jun-24 | M | M | D | M | ... | 1M |
| International Reserve Assets and Reserve Liabilities of the Monetary Authorities ¹ | Mar-24 | Jun-24 | M | M | M | ... | 1M | ... |
| Reserve/Base Money | Mar-24 | Jun-24 | M | M | M | | 2M | |
| Broad Money | Mar-24 | Jun-24 | M | M | M | | 1Q | |
| Central Bank Balance Sheet | Mar-24 | Jun-24 | M | M | M | ... | 2M | ... |
| Consolidated Balance Sheet of the Banking System | Mar-24 | Jun-24 | M | M | M | | 1Q | |
| Interest Rates ² | Apr-24 | Jun-24 | M | M | M | M | ... | 1M |
| Consumer Price Index | May-24 | Jun-24 | M | M | M | M | 2M | 2M |
| Revenue, Expenditure, Balance and Composition of Financing ³ –General Government ⁴ | Mar-24 | Jun-24 | M | M | A | ... | 3Q | ... |
| Revenue, Expenditure, Balance and Composition of Financing ³ –Central Government | Mar-24 | Jun-24 | M | M | Q | M | 1Q | 15D |
| Stocks of Central Government and Central Government-Guaranteed Debt ⁵ | Mar-24 | Jun-24 | M | M | Q | A | 2Q | 12M |
| External Current Account Balance | Dec-23 | Jun-24 | A | Q | Q | A | 1Q | 12M |
| Exports and Imports of Goods and Services | Dec-23 | Feb-24 | M | M | M | Q | 12W | 2Q |
| GDP/GNP | Dec-23 | Jun-24 | A | Q | Q | A | 1Q | 12M |
| Gross External Debt | Mar-24 | Jun-24 | M | M | Q | A | 2Q | 2Q |
| International Investment Position | Dec-22 | May-24 | A | A | A | A | 3Q | 3Q |

¹ Includes reserve assets pledged or otherwise encumbered, as well as net derivative positions.

² Both market-based and officially determined, including discount rates, money market rates, rates on treasury bills, notes and bonds.

³ Foreign, domestic bank, and domestic nonbank financing.

⁴ The general government consists of the central government (budgetary funds, extra budgetary funds, and social security funds) and state and local governments.

⁵ Including currency and maturity composition.

⁶ Frequency and timeliness: ("D") daily; ("W") weekly or with a lag of no more than one week after the reference date; ("M") monthly or with lag of no more than one month after the reference date; ("Q") quarterly or with lag of no more than one quarter after the reference date; ("A") annual; ("SA") semiannual; ("I") irregular; ("NA") not available or not applicable; and ("NLT") not later than.

⁷ Encouraged frequency of data and timeliness of reporting under the e-GDDS and required frequency of data and timeliness of reporting under the SDDS and SDDS Plus. Any flexibility options or transition plans used under the SDDS or SDDS Plus are not reflected. For those countries that do not participate in the IMF Data Standards Initiatives, the required frequency and timeliness under the SDDS are shown for New Zealand, and the encouraged frequency and timeliness under the e-GDDS are shown for Eritrea, Nauru, South Sudan, and Turkmenistan.

⁸ Based on the information from the Summary of Observance for SDDS and SDDS Plus participants, and the Summary of Dissemination Practices for e-GDDS participants, available from the IMF Dissemination Standards Bulletin Board (<https://dsbb.imf.org/>). For those countries that do not participate in the Data Standards Initiatives, as well as those that do have a National Data Summary Page, the entries are shown as "..."

Annexe IV. Stratégie de développement des capacités

Les efforts déployés par le FMI en matière de développement des capacités (DC) contribueront aux principaux objectifs des autorités, notamment l'augmentation des recettes budgétaires, l'amélioration du dispositif de protection sociale et le renforcement de la gestion des finances publiques.

1. Par le passé, les activités de développement des capacités au Togo ont plutôt porté leurs fruits et ont soutenu d'importantes réformes :

- **Les administrations fiscales et douanières ont été renforcées ces dernières années.** Les autorités ont par exemple mis en œuvre un certain nombre des recommandations de développement des capacités en matière de politique fiscale formulées en 2017, et ont accru l'enregistrement des contribuables et le recours au traitement électronique.
- **D'importantes réformes de gestion des finances publiques ont été menées**, en particulier la transition vers la méthode du budget-programme, suivie de l'introduction de la budgétisation sensible au genre. Depuis les activités de développement des capacités sur la supervision des entreprises publiques, les autorités publient plus de données analytiques sur ces dernières.
- **La gestion de la dette s'est améliorée** grâce à l'appui du FMI, notamment avec l'établissement d'une direction de la dette et l'élaboration d'un nouveau manuel de procédures. Les autorités préparent actuellement des mises à jour régulières de leur stratégie d'endettement à moyen terme et publient des bulletins trimestriels sur la dette de l'administration centrale.
- **L'Institut national de la statistique a été renforcé**, ce qui a permis une révision des comptes nationaux conformément aux meilleures pratiques.

2. Les activités de développement des capacités menées par le FMI contribueront aux principaux objectifs des autorités :

- **Augmentation des recettes budgétaires par le biais de réformes de la politique et de l'administration fiscales.** À l'issue de l'analyse des différentes politiques budgétaires possibles réalisée début 2024 et des missions centrées sur la politique budgétaire et l'administration des recettes effectuées en mars, si les autorités se montrent intéressées, il pourrait leur être proposé des activités de développement des capacités pour les aider à préparer une stratégie à moyen terme de mobilisation des ressources intérieures. Le département des finances publiques du FMI pourrait aussi dispenser des activités de développement des capacités sur un ensemble de sujets précis, tels que l'augmentation de la fiscalité sur le patrimoine ou les activités minières.
- **Renforcement de la gestion des finances publiques.** Si les autorités en conviennent, le développement des capacités pourrait porter sur l'amélioration des rapports budgétaires, afin qu'ils concordent avec les changements de position de l'État à l'égard du système bancaire. Le développement des capacités pourrait concerner l'évaluation et le renforcement de la gestion des investissements publics. Il pourrait aussi concourir à consolider le cadre des partenariats

public-privé (PPP) et la gestion des entreprises publiques. Et enfin, il pourrait permettre de renforcer encore la stratégie d'endettement à moyen terme.

- **Renforcement du dispositif de protection sociale du Togo pour rendre la croissance plus inclusive.** Les activités de développement des capacités du FMI pourraient aider les autorités à déterminer la meilleure façon d'utiliser les ressources budgétaires limitées pour soutenir les populations plus vulnérables, si les autorités se déclarent intéressées. Cela pourrait être effectué en coordination avec les travaux sur la stratégie à moyen terme sur la mobilisation des ressources intérieures, pour parvenir à une stratégie de politique budgétaire complète qui tienne compte des politiques de génération des recettes et des dépenses.

3. Les activités de développement des capacités continueront d'aider les autorités à améliorer leurs capacités statistiques. Ces activités continueront de contribuer au renforcement des capacités d'établissement de statistiques sur les comptes nationaux, les finances publiques et la dette du secteur public. Les services du FMI pourraient également contribuer à améliorer l'établissement et les périodes d'actualisation des données du secteur extérieur.

4. Les services du FMI pourraient en outre proposer des activités de développement des capacités sur la gouvernance. Ils pourraient préparer un diagnostic complet de la gouvernance et aider à renforcer le cadre de la LBC/FT en vue de le rendre conforme aux normes du GAFI.

5. Enfin, le FMI pourrait dispenser des activités de développement des capacités sur les questions climatiques, pour étayer une demande de financement au titre de la FCR. Les services du FMI continueront à accompagner la mise en place d'une budgétisation verte et, avec l'accord des autorités, pourraient préparer un diagnostic de la politique climatique et mettre en lumière les aspects de la gestion de l'investissement public liés au changement climatique.



TOGO

5 août, 2024

RAPPORT DES SERVICES DU FMI POUR LES CONSULTATIONS DE 2024 AU TITRE DE L'ARTICLE IV — ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE

Approuvé par
**Annalisa Fedelino et
Fabian Bornhorst (FMI),
et Manuela Francisco et
Abebe Aduugna (IDA)**

Établi par les services du Fonds monétaire international et de l'Association internationale de développement¹.

| Analyse de viabilité de la dette réalisée conjointement par la Banque mondiale et le FMI | |
|---|--|
| Risque de surendettement | Modéré |
| Risque global de | Élevé |
| Niveau de détail de la | Une certaine marge d'absorption des chocs sur |
| Élément d'appréciation | Oui. Forte exposition à la dette libellée en monnaie locale. |

La présente analyse de viabilité de la dette (AVD) arrive à la conclusion que le Togo présente un risque modéré de surendettement extérieur et un risque élevé de surendettement public global, des résultats inchangés par rapport à la dernière AVD². Le niveau du risque de surendettement extérieur a été relevé de « faible » à « modéré » en retenant un élément d'appréciation, du fait de la forte exposition du Togo à la dette libellée en monnaie locale et du manque d'informations relatives au lieu de résidence de ses détenteurs. La dette est jugée viable car i) le rééquilibrage budgétaire devrait permettre au pays de ramener son risque global de surendettement à un niveau modéré d'ici à 2026, ii) les indicateurs du service de la dette et tous les indicateurs de l'analyse de viabilité de la dette extérieure restent au-dessous des seuils correspondants dans le scénario impliquant des chocs et s'inscrivent en baisse à moyen terme et iii) le Togo a

¹ En collaboration avec les autorités togolaises.

² Mars 2024 : Rapport pays n°[2024/079](#). La capacité d'endettement du Togo reste moyenne, avec un indicateur composite de 3,01 calculé à partir des données des *Perspectives de l'économie mondiale* d'avril 2024 et de l'évaluation de la politique et des institutions nationales (EPIN) d'août 2023.

accès au marché de l'UEMOA. Le niveau de risque pourrait être revu à la hausse en cas de dérapages budgétaires, notamment une insuffisance de recettes, de chocs sur la croissance et de concrétisation de passifs conditionnels. Des réformes structurelles destinées à stimuler la croissance et à promouvoir les exportations estomperaient les facteurs de vulnérabilité liés à l'endettement. La stratégie gestion de la dette à moyen terme des autorités, qui privilégie la dette concessionnelle extérieure, vise à réduire le coût de la dette et à allonger les échéances, ce qui contribuerait à atténuer les risques de refinancement.

PERIMETRE DE LA DETTE PUBLIQUE

1. La dette publique du Togo englobe les engagements de l'administration centrale et des organismes publics. Les données sur la dette comprennent les engagements de l'administration centrale, y compris les arriérés envers les fournisseurs et la dette garantie, ainsi que la dette des entreprises publiques (tableau 1 du texte) La dette non garantie du Port de Lomé n'est pas prise en compte (voir Box 1). Les autorités locales ne peuvent pas contracter de nouveaux emprunts. L'administration centrale a remboursé la majeure partie des arriérés intérieurs et de la dette locale résiduelle recensée ces dernières années, notamment les dettes dues aux autorités locales et à la compagnie nationale d'électricité. La banque centrale de l'union monétaire (BCEAO) n'émet pas de dette au nom de ses pays membres. Les autorités ont déclaré une dette garantie s'élevant à 1,7 % du PIB en lien avec l'aéroport de Lomé, qui est comptabilisée dans la dette de l'administration centrale. L'AVD classe la dette extérieure et intérieure selon la monnaie de libellé, comme pour d'autres États membres de l'UEMOA, en raison de difficultés liées aux données³. La seule exception est la dette due à la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), qui est comptabilisée dans la dette extérieure même si elle est libellée en franc CFA⁴.

Tableau 1 du texte. Périmètre de la dette publique

| Subsectors of the public sector | Sub-sectors covered | | |
|--|---------------------|--|--|
| 1 Central government | X | | |
| 2 State and local government | | | |
| 3 Other elements in the general government | | | |
| 4 o/w: Social security fund | X | | |
| 5 o/w: Extra budgetary funds (EBFs) | | | |
| 6 Guarantees (to other entities in the public and private sector, including to SOEs) | X | | |
| 7 Central bank (borrowed on behalf of the government) | | | |
| 8 Non-guaranteed SOE debt | X | | |

| 1 The country's coverage of public debt | The central government plus social security, government-guaranteed debt, non-guaranteed SOE debt | | |
|---|--|-----------------------|--|
| | Default | Used for the analysis | Reasons for deviations from the default settings |
| 2 Other elements of the general government not captured in 1. | 0 percent of GDP | 0.0 | |
| 3 SoE's debt (guaranteed and not guaranteed by the government) 1/ | 2 percent of GDP | 2.0 | |
| 4 PPP | 35 percent of PPP stock | 6.7 | |
| 5 Financial market (the default value of 5 percent of GDP is the minimum value) | 5 percent of GDP | 5.0 | |
| Total (2+3+4+5) (in percent of GDP) | | 13.7 | |

1/ The default shock of 2% of GDP will be triggered for countries whose government-guaranteed debt is not fully captured under the country's public debt definition (1.). If it is already included in the government debt (1.) and risks associated with SoE's debt not guaranteed by the government is assessed to be negligible, a country team may reduce this to 0%.

³ Accompagnées par une mesure de performance et de politique publique (PPA) au titre de la politique de financement durable du développement de la Banque mondiale, les autorités indiquent dans leur Bulletin statistique de la dette de fin décembre que 30,6 % de la dette émise par adjudication était détenue par des résidents togolais. Cependant, les échanges après émission ne sont pas pris en compte, si bien qu'il est difficile de déterminer la résidence des détenteurs de créance à un moment précis.

⁴ La dette due à la BOAD, qui était auparavant considérée comme de la dette intérieure, a été reclassée en dette extérieure en 2020 pour tous les pays de l'UEMOA.

Encadré 1. Exclusion de la dette d'une entreprise publique : le Port autonome de Lomé

Cet encadré explique pourquoi l'AVD continue de ne pas tenir compte de la dette du Port autonome de Lomé (PAL) qui n'est pas garantie par l'État. Cette dette s'élevait à 12,5 milliards de francs CFA (0,2 % du PIB) en 2022.

La note d'orientation sur le CVD des PFR⁵ précise que l'« on ne peut envisager d'exclure une entreprise publique de l'AVD que si les risques budgétaires qu'elle pose sont limités ». Elle établit une série de critères, parmi lesquels la capacité à emprunter sans garantie de l'État, le fait que l'entreprise ne se livre pas à des activités quasi-budgétaires sans contrepartie et des antécédents bien établis de soldes d'exploitation positifs. Lorsque certains critères sont respectés mais pas d'autres, on peut estimer que l'entreprise concernée présente un risque faible pour les finances publiques « sur la base de sa solidité financière et de ses antécédents ». Ces paramètres sont évalués ci-dessous.

L'analyse des services du FMI arrive à la conclusion qu'il convient de continuer à exclure le PAL de l'AVD. Le risque budgétaire qu'il présente est faible, compte tenu de sa solidité financière, attestée par des bénéfices nets qui s'élèvent en moyenne à 0,1 % du PIB depuis 2018, par le paiement de dividendes, d'impôts et de redevances à l'administration centrale ainsi que par l'absence de subventions d'exploitation depuis 2018. Par ailleurs, il est arrivé au PAL d'emprunter sans garantie dans certaines circonstances et les services n'ont recensé aucune activité quasi budgétaire sans contrepartie. Les risques résiduels sont pris en compte par les tests de résistance de l'AVD.

Excédent d'exploitation : le risque budgétaire que représente le PAL est considéré comme faible en raison de sa solidité financière. La valeur de ses actifs dépasse 2 % du PIB et ses résultats laissent apparaître une progression de son chiffre d'affaires et des excédents nets entre 2018 et 2022. Sur cette période, le PAL a en moyenne versé 1,2 milliards de francs CFA de dividendes par an à l'État. Il n'a pas reçu de subventions d'exploitation ces dernières années.

Emprunt : le PAL a contracté des emprunts en francs CFA sans garantie auprès de banques privées togolaises. Il présente un prêt extérieur en cours en francs CFA (11,1 milliards de francs CFA à fin 2022) assorti d'une garantie de l'État. Ce prêt est pris en compte dans l'AVD.

Absence d'opérations quasi budgétaires sans contrepartie : il ressort que le PAL ne s'est pas livré à activités quasi budgétaires sans contrepartie. Les états financiers vérifiés⁶ montrent que le PAL verse des dividendes, des impôts et des redevances à l'État ; il a été rémunéré pour des transferts d'actifs (des terrains, par exemple) ; et il a remboursé l'administration centrale pour les transactions auxquelles elle a procédé en son nom (achats de véhicules, par exemple).

Autres considérations : conformément à la description d'« entreprise publique à gestion autonome » du PAL, l'État est présent dans les organes de surveillance mais les autorités ont indiqué que l'appartenance à la fonction publique n'est pas un critère de désignation du personnel, ce qui témoigne d'un certain degré d'indépendance. Par ailleurs, l'exploitation quotidienne des terminaux est assurée par deux concessions privées. Les grilles tarifaires semblent couvrir les coûts, ce que confirment les soldes d'exploitation positifs.

⁵ FMI (2018). Note d'orientation sur le cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu établie par la Banque mondiale et le FMI, paragraphe 21 et paragraphe 1 de l'appendice III.

⁶ Les comptes du PAL sont vérifiés par un cabinet d'audit basé au Togo. Les rapports d'audit sont achevés six mois après la fin de l'exercice mais ne sont pas publiés.

2. Des tests de résistance sur les passifs conditionnels sont appliqués afin d'évaluer les risques situés hors du périmètre de la dette publique.

Le test de résistance normalisé lié au besoin de recapitalisation des banques, fixé au niveau standard de 5 % du PIB, est intégré afin de tenir compte de besoins supplémentaires susceptibles de se manifester dans le secteur financier⁷. Bien que la dette des entreprises publiques soit englobée dans le périmètre, un test de résistance équivalent à 2 % du PIB est effectué en raison de décalages dans la réception de données ainsi que du risque budgétaire que pourraient créer des entreprises publiques appliquant des tarifs inférieurs au coût de recouvrement (énergie et eau) et la Caisse des Retraites du Togo (CRT), envers laquelle l'État a des arriérés de contributions sociales⁸. Par ailleurs, selon la base de données de la Banque mondiale sur les partenariats public-privé (PPP), l'encours des PPP du Togo représente 20 % du PIB. Un choc sur l'encours des PPP équivalent à 6,7 % du PIB (à savoir le choc standard de 35 % appliqué aux 20 % du PIB que représente l'encours des PPP) est donc effectué, même si la moitié de cet encours concerne le Port autonome de Lomé, qui présente un risque conditionnel limité pour les finances publiques (Box 1).

3. Les variations du stock de la dette qui ne sont pas expliquées par le déficit primaire et la dynamique automatique de la dette (ajustement stock-flux) pourraient engendrer des imprécisions dans les projections.

En se basant sur les données relatives aux finances publiques, à la dette et aux dépôts à BCEAO à la fin de 2023, les services du FMI estiment que la dette publique a augmenté de 6,8 % du PIB de plus que le montant pouvant être expliqué par les déficits budgétaires et les autres transactions recensées entre 2017 et 2023 (tableau 3 du texte), soit de 1,0 % par an en moyenne⁹. Cet écart peut tenir en partie à des retards dans la réception des données sur la dette effective des entreprises publiques, à l'absence de données rétrospectives sur les dépôts de l'administration centrale dans les banques commerciales, à des effets de valorisation et à des transactions au-dessous de la ligne, liées à des variations des arriérés et des comptes à recevoir¹⁰. Les autorités créeront un groupe de travail et bénéficieront d'une assistance technique du FMI pour établir une cohérence entre les données budgétaires, les données bancaires et celles liées à la dette. La présente AVD comporte un autre scénario visant à tenir compte de l'accumulation possible de dettes en raison d'ajustements stock-flux non expliqués.

⁷ Trois banques togolaises représentant 19,4 % du total des actifs du secteur bancaire, ne respectaient pas les normes prudentielles à la fin de l'année 2023. Deux des banques présentaient des fonds propres réglementaires négatifs à hauteur de 1,8 % du PIB de 2024. Le scénario de référence intègre des coûts de recapitalisation de 1,4 % du PIB. Compte tenu de ces éléments, les services du FMI considèrent que la valeur par défaut de 5 % représente correctement le reste des risques liés au passifs conditionnels du secteur financier.

⁸ Les données relatives aux entreprises publiques sont toujours celles de fin 2021. Les autorités sont en train d'établir la situation définitive à fin 2022.

⁹ Ce chiffre est à comparer aux 7,5 % de la période 2017–22 dans l'AVD précédente. Le document de la série des questions générales lié à consultation régionale de l'UEMOA ([rapport pays du FMI 23/102](#)) fait état de valeurs résiduelles plus élevées en utilisant un cadre macroéconomique plus ancien et d'autres hypothèses de taux de change pour les comparaisons régionales. Il n'a pas non plus tenu compte des dépôts à la BCEAO.

¹⁰ En les prenant en compte, la dette publique serait *inférieure* de 0,1 % au montant pouvant être expliqué par des facteurs connus.

Tableau 2 du texte. Togo : ajustement stock-flux, 2017–23

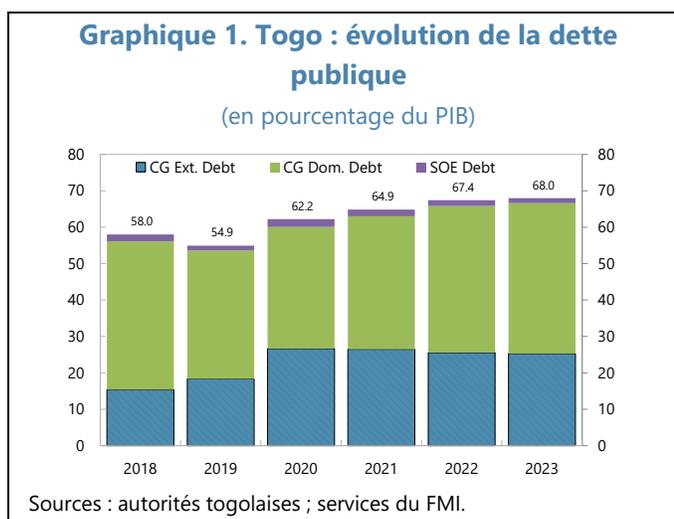
| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023e | 2017-23 |
|---|------------------|-------------|-------------|------------|------------|------------|-------------|------------|
| | (Percent of GDP) | | | | | | | |
| Change in total public debt | -2.8 | 0.9 | -3.1 | 7.3 | 2.7 | 2.5 | 0.6 | 8.1 |
| Expected change in debt | -2.6 | -1.4 | -0.3 | 2.1 | 2.0 | 0.8 | 0.7 | 1.3 |
| Primary deficit | -1.1 | -1.2 | -3.8 | 4.7 | 2.5 | 5.9 | 3.9 | 10.9 |
| Automatic debt dynamics | -1.9 | -0.3 | -0.1 | -1.2 | -0.8 | -1.6 | -3.2 | -9.0 |
| Privatization receipts | -0.2 | 0.0 | -1.2 | -0.5 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | -1.9 |
| Change in SOE debt /1 | 0.1 | 0.5 | 0.6 | -0.8 | 0.3 | 0.3 | 0.2 | 1.2 |
| Change in BCEAO deposits | 0.5 | -0.4 | 4.1 | 0.0 | 0.0 | -3.8 | -0.3 | 0.1 |
| Residual | -0.2 | 2.3 | -2.8 | 5.1 | 0.7 | 1.7 | -0.2 | 6.8 |
| Arrears and accounts payable/receivable | 1.4 | 2.6 | 2.6 | 0.0 | 1.0 | 0.0 | 0.0 | 7.5 |

1/. Les variations de la dette des entreprises publiques en 2022 et 2023 reposent sur des projections car les données correspondantes ne sont pas encore disponibles.

INFORMATIONS GENERALES SUR LA DETTE

4. L'augmentation des déficits budgétaires attribuables à la conjonction de chocs depuis 2020 a inversé la tendance à la baisse de la dette publique.

La riposte budgétaire à la pandémie, l'augmentation des incidents liés à la sécurité et les mesures visant à contenir les effets de l'inflation élevée se sont traduites par un déficit budgétaire moyen de 7 % du PIB entre 2020 et 2022. La dette publique a bondi de 12,5 % entre 2019 et 2022, passant de 54,9 % à 67,4 % du PIB, ce qui annule la réduction de dette accomplie dans le cadre du programme appuyé par l'accord FEC avec le FMI (Graphique 1). Pendant cette période, le Togo a différé 20,9 milliards de francs CFA de remboursements par le biais de l'ISSD, ce chiffre étant toutefois inférieur aux 34 milliards de francs CFA prévus¹¹. La dette publique a encore augmenté jusqu'à 68,0 % du PIB en 2023, le déficit restant élevé. Ce chiffre dépasse les 67,4 % du PIB projetés dans l'AVD précédente car une révision des données relatives à la dette intérieure de 2022 intègre deux prêts qui n'étaient pas pris en compte dans la dernière analyse.



¹¹ En août 2022, la Chine a annoncé qu'elle accorderait un allègement de dette limité à 17 pays africains, dont le Togo, mais les autorités ont confirmé qu'aucun accord n'a encore été signé.

5. La composition de la dette publique a évolué. La part de la dette extérieure a augmenté mais la dette intérieure représente encore près de deux tiers de l'encours de la dette publique.

Sans compter les prêts contractés auprès de la BOAD qui ont été reclassés, la dette extérieure a bondi de 5,3 % du PIB entre 2019 et 2020 sous l'effet d'une augmentation des emprunts auprès de créanciers multilatéraux, notamment à la suite d'une augmentation de l'accès dans le cadre du programme appuyé par l'accord FEC en 2020, et auprès de banques commerciales pour rembourser la dette intérieure.

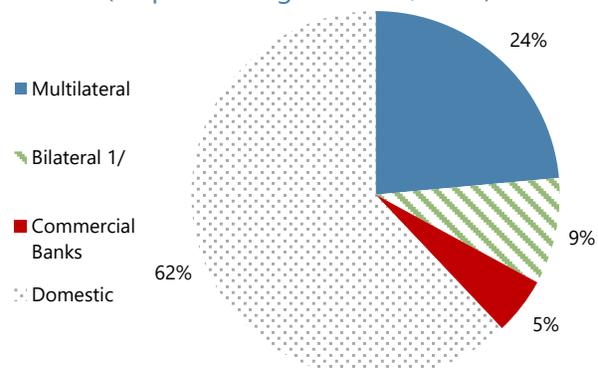
En 2022, 93 % de l'allocation de DTS, comptabilisée en tant que dette intérieure en VA pour tenir compte de son élément de libéralité élevé, a été utilisée aux fins d'appui budgétaire. Cependant, cette orientation vers la dette extérieure a été de courte durée puisque près des deux tiers des importants besoins de financement en 2021–22 ont été couverts par des émissions d'obligations intérieures, qui ont vu le Togo bénéficier d'échéances plus longues et de rendements plus faibles sur le marché régional. L'augmentation des dons et des prêts extérieurs, notamment une opération à l'appui des politiques de développement de la Banque mondiale à hauteur de 150 millions de dollars et des emprunts auprès de créanciers commerciaux extérieurs dans un

contexte de resserrement sensible des conditions de financement sur le marché régional, a permis de couvrir 53 % des besoins de financement en 2023 par des créanciers extérieurs. Cependant, la part de la dette intérieure dans la dette publique totale a augmenté, passant de 55,6 % en 2020 à 61,9 % à la fin de 2023 (tableau 3 du texte et Figure 2). Dans le cadre de leur stratégie de gestion de la dette à moyen terme visant à porter la part de la dette extérieure à la moitié du portefeuille, à allonger les échéances et à réduire les charges d'intérêt, les autorités ont signé en 2023 de nouveaux accords de prêts extérieurs pour plus de 850 millions de dollars, à des conditions concessionnelles pour la moitié d'entre eux, qui seront décaissés sur plusieurs années. Le plan d'emprunt 2024 prévoit également de nouveaux emprunts extérieurs concessionnels et non concessionnels.

6. Le service de la dette a augmenté, tout comme les risques de refinancement. Le total du service de la dette (intérêts et amortissements), dont 80 % portait sur de la dette intérieure, représentait 52 % du total des recettes et des dons en 2023. Le resserrement des conditions financières dans la région a entraîné une hausse des rendements et un raccourcissement des échéances, en particulier au second semestre de 2023. Le rendement moyen des obligations d'État togolaises a augmenté à 7,4 % en 2023 (contre 6 % en 2022), l'échéance moyenne ayant diminué à 4 ans (contre 9 ans en 2022)¹², et les autorités se sont davantage appuyées sur les bons du Trésor en 2023 et au début de 2024 que les années

Graphique 2. Togo : composition de la dette publique

(en pourcentage du total, 2023)



1/ Les autorités classent certains emprunts hors Club de Paris comme des emprunts commerciaux, ce qui porterait la part de la dette bilatérale dans le portefeuille à 2 % et celle de la dette commerciale à 12 %.

Sources : autorités togolaises ; services du FMI.

¹² Sur la base des émissions réalisées à fin 2023. On retrouve des tendances similaires chez d'autres pays membres de l'UEMOA.

précédentes. Par conséquent, les paiements d'intérêts ont augmenté de 2,4 % du PIB en 2020 à 2,8 % du PIB en 2023. Par ailleurs, la part des titres détenus par d'autres résidents de l'UEMOA à l'émission est passée de 60 % à la fin de 2018 à 79 % à la fin de 2023, ce qui illustre la dépendance du Togo vis-à-vis du marché régional. Les besoins de refinancement sur le marché régional des capitaux s'élevaient à 18 % du PIB par an sur la période 2024–27. Les autorités s'attendent à une normalisation du marché régional au deuxième semestre de 2024, ce qui contribuerait à réduire les charges d'intérêt et à allonger les échéances.

Tableau 3 du texte. Togo : composition de la dette publique, 2020–23

| | End-2020 | | | End-2021 | | | End-2022 | | | End-2023 | | |
|---------------------------------|------------------|------------------------|----------------|------------------|------------------------|----------------|------------------|------------------------|----------------|------------------|------------------------|----------------|
| | Billions of CFAF | Percent of Public Debt | Percent of GDP | Billions of CFAF | Percent of Public Debt | Percent of GDP | Billions of CFAF | Percent of Public Debt | Percent of GDP | Billions of CFAF | Percent of Public Debt | Percent of GDP |
| Total Public Debt | 2,646 | 100.0 | 62.2 | 2,998 | 100.0 | 64.9 | 3,417 | 100.0 | 67.4 | 3,744 | 100.0 | 68.0 |
| Total Central Government | 2,555 | 96.6 | 60.1 | 2,912 | 97.2 | 63.0 | 3,337 | 97.7 | 65.8 | 3,670 | 98.0 | 66.6 |
| Total SOEs 1/ | 91 | 3.4 | 2.1 | 85 | 2.8 | 1.8 | 79 | 2.3 | 1.6 | 74 | 2.0 | 1.3 |
| External Debt | 1,175 | 44.4 | 27.6 | 1,260 | 42.0 | 27.3 | 1,330 | 38.9 | 26.2 | 1,425 | 38.1 | 25.9 |
| Central Government | 1,135 | 42.9 | 26.7 | 1,223 | 40.8 | 26.5 | 1,296 | 37.9 | 25.6 | 1,394 | 37.2 | 25.3 |
| Multilateral | 632 | 23.9 | 14.9 | 680 | 22.7 | 14.7 | 760 | 22.2 | 15.0 | 864 | 23.1 | 15.7 |
| o/w IMF | 201 | 7.6 | 4.7 | 200 | 6.7 | 4.3 | 198 | 5.8 | 3.9 | 190 | 5.1 | 3.5 |
| Bilateral 2/ | 338 | 12.8 | 7.9 | 378 | 12.6 | 8.2 | 368 | 10.8 | 7.3 | 345 | 9.2 | 6.3 |
| Paris Club | 6 | 0.2 | 0.1 | 12 | 0.4 | 0.3 | 22 | 0.6 | 0.4 | 29 | 0.8 | 0.5 |
| Non-Paris Club | 332 | 12.5 | 7.8 | 366 | 12.2 | 7.9 | 346 | 10.1 | 6.8 | 316 | 8.4 | 5.7 |
| Commercial Banks | 165 | 6.2 | 3.9 | 166 | 5.5 | 3.6 | 169 | 4.9 | 3.3 | 185 | 4.9 | 3.4 |
| SOEs 1/ | 40 | 1.5 | 0.9 | 36 | 1.2 | 0.8 | 34 | 1.0 | 0.7 | 31 | 0.8 | 0.6 |
| Multilateral | 39 | 1.5 | 0.9 | 36 | 1.2 | 0.8 | 33 | 1.0 | 0.7 | 31 | 0.8 | 0.6 |
| Commercial | 1 | 0.0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 0.0 | 0 | 0.0 | 0.0 |
| Domestic Debt | 1,471 | 55.6 | 34.6 | 1,738 | 58.0 | 37.6 | 2,087 | 61.1 | 41.2 | 2,319 | 61.9 | 42.1 |
| Central Government | 1,421 | 53.7 | 33.4 | 1,689 | 56.3 | 36.5 | 2,041 | 59.7 | 40.3 | 2,276 | 60.8 | 41.3 |
| T-Bills (Bons du Trésor) | 71 | 2.7 | 1.7 | - | 0.0 | 0.0 | - | 0.0 | 0.0 | 154 | 4.1 | 2.8 |
| Bonds (Emprunts Obligataires) 1 | 1,252 | 47.3 | 29.4 | 1,524 | 50.8 | 33.0 | 1,834 | 53.7 | 36.2 | 1,917 | 51.2 | 34.8 |
| Domestic Arrears | 85 | 3.2 | 2.0 | 42 | 1.4 | 0.9 | 42 | 1.2 | 0.8 | 42 | 1.1 | 0.8 |
| KPMG (pre 2006) | 49 | 1.9 | 1.2 | 5 | 0.2 | 0.1 | 5 | 0.2 | 0.1 | 5 | 0.1 | 0.1 |
| Post-2006 | - | 0.0 | 0.0 | - | 0.0 | 0.0 | - | 0.0 | 0.0 | - | 0.0 | 0.0 |
| Liquidated SOEs | 36 | 1.4 | 0.9 | 36 | 1.2 | 0.8 | 36 | 1.1 | 0.7 | 36 | 1.0 | 0.7 |
| Banking System | 12 | 0.5 | 0.3 | 123 | 4.1 | 2.7 | 166 | 4.9 | 3.3 | 163 | 4.4 | 3.0 |
| SOEs | 50 | 1.9 | 1.2 | 49 | 1.6 | 1.1 | 46 | 1.3 | 0.9 | 42 | 1.1 | 0.8 |

1/ Actual data to end-2021 only.

2/ Debt from EXIM Bank China and EXIM Bank India have been reclassified as Non-Paris Club from Commercial.

Sources : autorités togolaises ; services du FMI.

INFORMATIONS GENERALES SUR LES PROJECTIONS MACROECONOMIQUES

7. Les hypothèses macroéconomiques ont été mises à jour sur la base des données de fin 2023.

La croissance du PIB réel en 2023 a été revue à la hausse à 5,6 % par rapport à la précédente AVD, grâce en partie à l'accroissement de l'activité dans la zone économique spéciale de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA). Le déficit global pour 2023 est légèrement plus important qu'attendu. En effet, l'augmentation des dépenses de sécurité a contrebalancé la baisse des subventions aux carburants et les bons résultats en matière de recettes. Le déficit primaire s'est légèrement résorbé en raison de la hausse des paiements d'intérêts. Le déficit des transactions courantes a lui aussi diminué plus que prévu.

Encadré 2. Principales hypothèses du cadre macroéconomique

Croissance : le rééquilibrage budgétaire devrait freiner la croissance à 5,3 % entre 2024 et 2025. Par la suite, la croissance devrait s'établir en moyenne à 5,5 % jusqu'en 2034, sous l'effet de l'investissement public et des réformes structurelles dans le cadre de la Feuille de route gouvernementale 2020–25, qui devraient entraîner une expansion des activités à valeur ajoutée dans le secteur agro-industriel, moderniser l'industrie manufacturière, développer le tourisme et renforcer le rôle du Port de Lomé en tant que plaque tournante logistique. Ces efforts devraient stimuler l'investissement privé ainsi que les exportations. Ces projections sont nuancées par l'impact de l'insécurité régionale sur l'activité économique et les répercussions négatives du changement climatique (concernant par exemple la prévisibilité des précipitations).

Inflation : après avoir culminé à 7,6 % en 2022, sous l'effet principalement de la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, l'inflation globale (en glissement annuel) a ralenti à 3,9 % en mai 2024 et l'inflation sous-jacente (hors énergie et produits alimentaires frais) à 1,5 %. Il est désormais projeté que l'inflation va se stabiliser aux alentours de 2 % à long terme, un niveau conforme au critère de convergence de l'UEMOA.

Investissement public : les investissements dans les infrastructures et les dépenses de sécurité ont entraîné une augmentation des investissements publics en 2022–23. Cette part devrait décroître dans les années à venir et fléchir jusqu'à une tendance à moyen terme d'environ 10 % du PIB.

Recettes et dons : le recouvrement des recettes a dépassé les attentes en 2023 grâce à une meilleure administration des taxes prélevées au moment de l'importation et des recettes non fiscales provenant des redevances minières. D'autres dons ont également été perçus. Les autorités restent déterminées à augmenter les recettes de 0,5 point de pourcentage du PIB par an jusqu'en 2027. Les projections à moyen terme ont été revues à la hausse en conséquence.

Solde primaire : les autorités prévoient un rééquilibrage budgétaire de grande envergure afin de ramener le déficit budgétaire en dessous de la barre de 3 % du PIB d'ici à 2025, conformément au cadre de convergence de l'UEMOA. En 2024, le déficit budgétaire primaire devrait être légèrement supérieur aux prévisions précédentes mais sa trajectoire future reste cohérente avec la réduction de la VA de la dette à moins de 55 % du PIB d'ici la fin de 2026. À long terme, le solde primaire devrait converger vers -0,5 % du PIB. Les principaux risques qui s'y opposent sont des pressions liées aux dépenses de sécurité et des chocs sur les prix des produits de base.

Secteur extérieur : Les exportations de marchandises ont été revues à la baisse par rapport à la dernière AVD car les données de fin 2022 laissaient apparaître un ralentissement de la croissance globale des exportations, notamment les exportations de coton et les exportations intrarégionales, malgré de solides résultats dans certains domaines (par exemple, les phosphates). Cependant, le déficit des transactions courantes de 2022 a été inférieur au niveau estimé car les importations ont également été inférieures aux projections alors que les entrées d'envois de fonds sont restées élevées. D'après les estimations, le déficit a diminué à 2,9 % du PIB en 2023, sous l'effet de l'amélioration des termes de l'échange, de la baisse des prix des carburants ainsi que du niveau toujours élevé des envois de fonds. Le déficit des transactions courantes devrait se creuser à court terme, parallèlement au repli des envois de fonds à leurs niveaux d'avant-pandémie^{1/}, avant de se résorber à moyen terme, sous l'effet des investissements antérieurs dans les infrastructures sur la productivité et les exportations, notamment par l'intermédiaire du port, ainsi que de la diminution des importations entraînée par le rééquilibrage budgétaire. Il est projeté à 2,4 % à long terme.

Tableau 1 de l'encadré. Principales hypothèses du cadre macroéconomique par rapport aux AVD précédentes
(en pourcentage du PIB)

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029-34 2/ |
|---|------|------|------|------|------|------|------|------|------------|
| Real GDP Growth (Percent) | | | | | | | | | |
| Current DSA | 6.0 | 5.8 | 5.6 | 5.3 | 5.3 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 5.5 |
| Request for ECF (March 2024) | 6.0 | 5.8 | 5.4 | 5.3 | 5.3 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 5.5 |
| Inflation (Average, percent) | | | | | | | | | |
| Current DSA | 4.5 | 7.6 | 5.3 | 2.7 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 |
| Request for ECF (March 2024) | 4.5 | 7.6 | 5.1 | 2.7 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 1.7 | 1.7 |
| Total Revenue (incl. grants, percent of GDP) | | | | | | | | | |
| Current DSA | 17.1 | 17.6 | 19.8 | 19.0 | 18.8 | 19.2 | 19.7 | 20.1 | 21.2 |
| Request for ECF (March 2024) | 17.1 | 17.6 | 18.4 | 18.4 | 18.4 | 18.8 | 19.1 | 19.6 | 20.1 |
| Primary Balance (Commitment basis, incl. grants, percent of GDP) | | | | | | | | | |
| Current DSA | -2.5 | -5.9 | -3.9 | -4.0 | -0.5 | -0.6 | -0.8 | -1.0 | -0.5 |
| Request for ECF (March 2024) | -2.5 | -5.9 | -4.0 | -3.9 | -0.5 | -0.6 | -0.7 | -0.8 | -0.4 |
| Exports of Goods and Services (Percent of GDP) | | | | | | | | | |
| Current DSA | 23.7 | 26.6 | 25.5 | 25.6 | 25.5 | 26.1 | 26.3 | 26.3 | 26.4 |
| Request for ECF (March 2024) | 23.7 | 30.8 | 28.2 | 27.6 | 27.1 | 27.8 | 28.1 | 28.3 | 27.9 |
| Current Account Balance (Percent of GDP) | | | | | | | | | |
| Current DSA | -2.2 | -3.5 | -2.9 | -3.3 | -3.3 | -3.1 | -2.5 | -2.3 | -2.4 |
| Request for ECF (March 2024) | -2.2 | -4.2 | -3.3 | -3.6 | -3.5 | -3.2 | -2.8 | -2.8 | -2.2 |

Sources: Togolese authorities and IMF Staff calculations.

^{1/} Les envois de fonds devraient diminuer à environ 5 % du PIB à partir de 2026. La [Banque mondiale](#) a constaté que les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne ont ralenti en 2023 et signale des risques élevés pour les flux à partir de 2024. Les autorités prévoient que les envois de fonds se maintiendront à des niveaux plus élevés.

^{2/} Projections jusqu'en 2033 dans l'AVD précédente.

8. Dans le scénario macroéconomique de référence, il est supposé que les autorités tiennent leurs engagements s'agissant de réformes budgétaires et structurelles, et d'une croissance durable soutenue par des investissements dans les biens échangeables et les services. L'encadré 2 résume les principales hypothèses macroéconomiques. Les projections de croissance, qui tiennent compte à la fois de l'augmentation de la productivité censée découler d'investissements antérieurs dans les infrastructures et des effets du rééquilibrage budgétaire, restent inchangées par rapport à la dernière AVD, malgré les meilleurs résultats de 2023. Les projections liées aux recettes ont été revues à la hausse en raison des bons résultats sur le plan des recettes en 2023 et des engagements à les augmenter encore dans le cadre du programme appuyé par l'accord FEC avec le FMI. Les projections relatives au solde primaire sont quant à elles restées globalement inchangées. Les hypothèses de financement ont été ajustées pour tenir compte du resserrement des conditions de financement régionales et de la mise à jour des projections de la Banque mondiale relatives aux décaissements, ce qui a entraîné une forte révision à la hausse de la part projetée des emprunts concessionnels.

9. Les besoins de financement du Togo à moyen terme seront principalement liés au service de la dette et ils devraient être en grande partie couverts par des emprunts sur le marché régional. Les besoins bruts de financement au cours des six prochaines années devraient provenir des déficits primaires (12 %) et, surtout, du service de la dette (88 %). À mesure que le rééquilibrage budgétaire se poursuivra, la part du service de la dette continuera d'augmenter jusqu'à atteindre la quasi-totalité des besoins de

financement entre 2030 et 2034. Sur la base de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme des autorités et des projections révisées concernant les prêts de la Banque mondiale, les sources extérieures représenteront une part plus importante du financement que dans l'AVD précédente, principalement à des conditions concessionnelles. Les hypothèses relatives aux parts et aux conditions de financement dans le scénario de référence sont fondées sur les projections de décaissements et sur les emprunts contractés par les autorités entre 2018 et 2023. Plus précisément :

- Les projections relatives aux **emprunts extérieurs** reposent sur les décaissements attendus du FMI dans le cadre de l'accord FEC ainsi que de l'IDA, et les besoins de financement extérieur restants sont supposés être couverts par la BOAD, d'autres créanciers multilatéraux, des créanciers bilatéraux et des banques privées. Les emprunts auprès du FMI (13 % des nouveaux financements extérieurs entre 2024 et 2029) et de l'IDA¹³ (71 %) sont basés sur leurs conditions officielles respectives dans le cadre de divers mécanismes. Les hypothèses relatives aux autres créanciers sont fondées sur des conditions globalement similaires à celles en vigueur au cours des cinq dernières années. Le scénario de référence ne prévoit aucune opération de gestion de la dette, bien que les autorités aient indiqué qu'elles pourraient en entreprendre une si les conditions étaient favorables. L'élément de don global des emprunts extérieurs devrait augmenter entre 2024 et 2028 en raison de l'accroissement des prêts de l'IDA puis diminuer par la suite à mesure que les autorités contracteront davantage d'emprunts aux conditions du marché.
- **Les emprunts intérieurs** devraient couvrir les besoins de financement résiduels. S'agissant des conditions de financement, les échéances devraient être légèrement plus courtes que dans l'AVD précédente, ce qui s'explique par le resserrement des conditions sur les marchés financiers régionaux et par un recours plus marqué aux bons du Trésor en 2023 et au début de 2024, ce qui est contrebalancé par les attentes des autorités selon lesquelles le marché régional se normalisera vers la fin de 2024¹⁴. Les emprunts intérieurs sont donc répartis en quatre groupes : bons du Trésor (10 %), obligations à 1-3 ans (40 %), obligations à 4-7 ans (35 %) et obligations à long terme (15 %).

10. Il ressort des outils de réalisme que le scénario macroéconomique de référence est globalement cohérent avec les antécédents récents du Togo et avec les répartitions entre pays, après prise en compte des chocs récents.

- **Facteurs déterminants de la dynamique de la dette globale** Les projections de la dette publique globale sont légèrement plus élevées en 2024–25 que dans la dernière AVD, ce qui

¹³ Le Togo est actuellement classé comme un pays autre que petit au statut « uniquement IDA » présentant un risque modéré de surendettement extérieur. À ce titre, 88 % de l'allocation du pays prendrait la forme de crédits à 50 ans. Les 12 % restants sont des prêts à plus courte durée (SML) au titre de systèmes d'allocations basés sur la performance (PBA) avec une échéance de 12 ans, une période de grâce de 6 ans, sans intérêt et ni frais de service et un élément de libéralité de 36 %.

¹⁴ Les conditions de financement régionales se sont globalement améliorées en mai, avec des taux d'intérêt en baisse et l'échéance moyenne la plus longue depuis 2022, certains pays ayant pu émettre des obligations à 10 ans. Les perspectives demeurent très incertaines.

s'explique par des mises à jour apportées aux données de fin 2022, et nettement plus élevées que dans l'AVD réalisée il y a 5 ans (graphique 5, plage inférieure de gauche). L'importante erreur de prévision sur la dette était largement supérieure au 75^e centile des PFR et le principal facteur d'endettement a été le déficit primaire, qui s'est creusé sous l'effet de la riposte des autorités aux chocs qui se sont succédé depuis 2020 (plage inférieure de droite). L'important résiduel s'explique en partie par les ajustements stock-flux non expliqués (paragraphe 3). La réduction du déficit primaire et la croissance économique qu'annoncent les projections devraient faire baisser les niveaux d'endettement (plage inférieure du milieu). La dépréciation du taux de change réel devrait avoir des répercussions moins fortes que par le passé. En revanche, les taux d'intérêt réels devraient davantage contribuer à la création de dette, en raison du resserrement des conditions de financement sur le marché régional en particulier.

- **Dette extérieure.** Les projections contenues dans la présente AVD sont légèrement plus élevées que celles de la précédente, ce qui s'explique par l'inclusion de la dette du PAL et par l'orientation vers la dette extérieure, en particulier envers la Banque mondiale. Elles sont également nettement plus élevées à celles de l'AVD réalisée il y a 5 ans. L'erreur de prévision se situe dans le 75^e centile des PFR et le résiduel positif s'explique par l'augmentation d'accès de la dernière tranche de l'accord FEC précédent (graphique 5, plage supérieure de droite). En termes de dynamique de la dette, la croissance devrait davantage contribuer à diminuer la dette que par le passé (plage supérieure du milieu), de la même manière que la dynamique du taux de change. Le déficit des transactions courantes devrait engendrer d'importants besoins de financement extérieur entraînés par les plans d'investissement dans les infrastructures et les importations dans le domaine de la sécurité pour faire face à l'insécurité accrue. Les résiduels considérables tiennent au fait que l'AVD est réalisée selon le critère de la monnaie de libellé, tandis que la balance des paiements est fondée sur des critères de résidence, ce qui exige une interprétation prudente.
- **Ajustement budgétaire.** L'ajustement du solde primaire sur trois ans entre 2024 et 2026 équivaut à 3,5 % du PIB, ce qui traduit les efforts de rééquilibrage budgétaire visant à ramener le déficit global en dessous du niveau fixé par le critère de convergence correspondant de l'UEMOA (graphique 6, panneau supérieur gauche). Bien que ce chiffre se situe dans le quartile supérieur des ajustements budgétaires généralement réalisés dans le cadre de programmes appuyés par le FMI pour les PFR, il est inférieur à celui de la dernière AVD (5,4 % entre 2023 et 2025) car le rééquilibrage budgétaire a commencé en 2023¹⁵. L'ajustement est jugé réalisable. Sa faisabilité dépendra notamment des réformes de la politique fiscale telles que la suppression complète des mesures introduites pendant la pandémie ; la création de nouvelles taxes et de nouveaux droits d'accise, et l'augmentation de celles et ceux existants ; et la réduction des exemptions. Pour ces mesures, les autorités bénéficieront de l'accompagnement du FMI et de la

¹⁵ L'ajustement est de 5,5 % entre 2023 et 2026.

Banque mondiale¹⁶. Le recouvrement des arriérés, l'accélération du passage au numérique et le recours accru aux contrôles et aux analyses fondées sur les risques, telles que le recouplement des données des contribuables, permettront d'améliorer l'efficacité de l'administration fiscale. Les autorités sont parties sur de bonnes bases en augmentant les recettes de 0,9 % du PIB en 2023 et elles ont déjà prouvé leur efficacité en matière de rééquilibrage au cours du précédent programme soutenu par le FMI.

- **Rééquilibrage budgétaire et croissance.** La croissance économique estimée à 5,3 % en 2024 est inférieure aux projections réalisées avec tous les multiplicateurs budgétaires (graphique 6, plage supérieure de droite). Toutefois, dans la mesure où l'ajustement de 2025 est plus important que celui de 2024, la croissance de 5,3 % en 2025 est supérieure à la projection en appliquant un multiplicateur budgétaire de 0,2. Cela cadre avec un multiplicateur de 0,1 %, ce qui se situe dans la fourchette plausible d'un multiplicateur budgétaire dans les PFR, compris 0,1 et 0,2 dans des études antérieures. Cette tendance n'est pas jugée irréaliste car elle peut s'expliquer par la prise en compte d'opérations ponctuelles du secteur bancaire dans le déficit primaire en 2024 (plutôt qu'au-dessous de la ligne). Cette opération, qui réduit l'ampleur du rééquilibrage en 2024 et donne lieu à un ajustement plus marqué en 2025, ne devrait pas avoir un effet trop néfaste sur la demande et la croissance globales. Elle peut donc être ignorée dans la projection des effets du rééquilibrage budgétaire sur la croissance. La trajectoire projetée de la croissance tient également compte de l'effet différé sur la productivité d'investissements antérieurs dans les infrastructures au niveau des zones industrielles et du port.
- **Investissement public et croissance.** Les projections de l'investissement privé restent inchangées par rapport à la dernière AVD. L'investissement public est légèrement plus élevé en 2023 en raison de l'augmentation des dépenses liées à la sécurité, qui est maintenue dans les projections à moyen terme. Bien que cela augmente modérément la contribution de l'investissement public à la croissance (10,3 %), celle-ci reste inférieure à la contribution historique de 10,7 % (graphique 6, plage inférieure de droite).

CLASSEMENT DU PAYS ET ELABORATION DES TESTS DE RESISTANCE DES SCENARIOS

11. La capacité d'endettement du Togo reste moyenne. L'indice composite, qui permet de mesurer les effets de plusieurs facteurs à l'aide de la moyenne pondérée de variables institutionnelles, à savoir la croissance réelle du PIB, les envois de fonds, les réserves de change et la croissance mondiale, a augmenté à 3,01 (tableau 3 du texte)¹⁷. Ce chiffre reste dans la fourchette indiquant que le Togo présente une

¹⁶ L'amélioration de l'analyse coûts-avantages des exonérations fiscales constitue une mesure de performance et de politique publique (PPA) dans le cadre de la politique de financement durable du développement de la Banque mondiale.

¹⁷ On estime qu'un pays dispose d'une capacité d'endettement moyenne lorsque l'indicateur composite se situe entre 2,69 et 3,05 (inclus).

capacité d'endettement moyenne. Les seuils applicables à l'endettement extérieur et les repères pour la dette publique totale figurent dans le tableau 4 du texte.

| Tableau 4 du texte. Togo : capacité d'endettement et seuils applicables | | | |
|---|---|--|--|
| Country | Togo | | |
| Country Code | 742 | | |
| Debt Carrying Capacity | Medium | | |
| Final | Classification based on current vintage | Classification based on the previous vintage | Classification based on the two previous vintage |
| Medium | Medium 3.01 | Medium 2.99 | Medium 2.96 |
| APPLICABLE | | APPLICABLE | |
| EXTERNAL debt burden thresholds | | TOTAL public debt benchmark | |
| PV of debt in % of | | PV of total public debt in percent of GDP | |
| Exports | 180 | 55 | |
| GDP | 40 | | |
| Debt service in % of | | | |
| Exports | 15 | | |
| Revenue | 18 | | |

12. Des tests de résistance normalisés sont effectués pour noter la viabilité de la dette du Togo.

Six tests normalisés ont été appliqués à la fois à l'analyse de viabilité de la dette publique et à l'analyse de viabilité de la dette extérieure en simulant des chocs par défaut sur la croissance du PIB réel, le solde primaire, les exportations, les autres flux financiers entrants issus de transferts courants et d'IDE et le taux de change ainsi qu'une combinaison de plusieurs chocs. Par ailleurs, le test de résistance appliqué aux passifs conditionnels suppose un choc de 13,7 % du PIB, ce qui comprend la valeur par défaut de 5 % du PIB pour les marchés financiers, à 6,7 % du PIB pour les risques associés aux PPP et à 2 % pour la dette des entreprises publiques (voir paragraphe 2). Les projections de référence pour la dette et les projections dans le cadre de ces tests de résistance normalisés sont évaluées par rapport aux seuils correspondant à une capacité d'endettement moyenne. L'économie togolaise ne présente pas de caractéristiques marquées, comme les catastrophes naturelles, une forte dépendance aux exportations de produits de base, un recours important aux marchés financiers ou d'autres particularités qui pourraient justifier que l'on procède de surcroît à des tests de résistance sur mesure.

ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE EXTÉRIEURE

13. Le modèle indique un risque de surendettement extérieur faible, tous les indicateurs de la dette extérieure restant au-dessous de leurs seuils respectifs dans le scénario de référence ainsi que dans les scénarios des tests de résistance. Dans le scénario de référence, la VA de la dette extérieure CGE est estimée à 19,8 % du PIB en 2023 et diminue à 16,4 % du PIB d'ici à 2029 (tableaux 1 et 3, et

graphique 3). Le ratio VA de la dette extérieure CGE/exportations est de 77,9 % en 2023 et diminue à 62,6 % en 2029. Il est projeté que les deux indicateurs du service de la dette (en pourcentage des exportations et des recettes) se détériorent entre 2024 et 2026, avant de s'améliorer par la suite à mesure que les finances publiques s'assainissent et que les exportations rebondissent. Le service de la dette donne lieu à des obligations notables à court terme sur des prêts aux conditions du marché, notamment envers la BOAD, EXIM Bank of China, la Société Générale et Bank of Tokyo. Des versements compris entre 20 et 50 millions de DTS au titre de précédents accords FEC conclus avec le FMI sont exigibles entre 2024 et 2029.

14. Tous les indicateurs de la charge de la dette sont au-dessous des seuils correspondants dans les tests de résistance. L'application des tests de résistance entraîne une forte augmentation des indicateurs entre 2024 et 2026, sans pour autant qu'ils dépassent leurs seuils respectifs. Des chocs sur les exportations exerceraient le plus fort impact sur le ratio VA de la dette/PIB ainsi que, sans surprise, sur les ratios VA de la dette/exportations et service de la dette/exportations. Le ratio service de la dette/recettes se rapproche le plus de son seuil sous l'effet du choc le plus extrême, provoqué par une dépréciation ponctuelle, qui augmenterait le coût de remboursement de la dette libellée en monnaie étrangère. Cependant, ce risque est modéré car environ deux tiers de la dette extérieure est libellée en euro et en franc CFA (celle de la BOAD), le franc CFA étant arrimé à l'euro.

15. Les résultats laissent apparaître que l'accroissement des recettes intérieures et la stimulation des exportations atténueraient les facteurs de vulnérabilité liés à l'endettement. Le ratio du service de la dette/recettes offre une certaine marge d'absorption des chocs, tandis que tous les autres indicateurs offrent d'une marge considérable (graphique 7). L'accroissement des recettes constitue donc une priorité pour maîtriser les risques liés d'endettement. Compte tenu des répercussions potentielles de chocs sur les exportations, les efforts visant à élargir et à diversifier la base d'exportations, notamment par le développement de chaînes de valeur et d'une logistique commerciale centrées autour du port, permettraient d'atténuer davantage les risques. L'amélioration de la capacité de gestion de la dette, notamment dans le cadre de l'assistance technique dispensée par la Banque mondiale, permettrait également d'accroître la résilience aux chocs sur la dette extérieure.

RISQUE GLOBAL DE SURENDETTEMENT PUBLIC

16. Le ratio VA de la dette publique globale/PIB reste au-dessus du repère fixé dans le scénario de référence, ce qui indique un risque élevé de surendettement global. Dans le scénario de référence, la dette publique passe de 68,0 % du PIB en 2023 à un pic de 69,8 % en 2024, en raison du coût de la recapitalisation des banques, avant de diminuer progressivement sous l'effet du rééquilibrage budgétaire. De la même manière, le ratio VA de la dette publique/PIB atteint 61,0 % en 2024, contre 55 % pour le repère, ce qui s'explique en partie par le resserrement du marché régional. Ce ratio diminuerait ensuite à 54,7 % en 2026 sous l'effet du rééquilibrage budgétaire et d'un degré de concessionnalité plus élevé sur la dette extérieure (tableaux 2 et 4, et graphique 4). Le maintien d'une croissance vigoureuse et le respect des critères de convergence régionaux relatifs au déficit ainsi que des niveaux élevés de financements concessionnels permettraient de réduire ce ratio à 37,2 % en 2034.

17. La dette publique est particulièrement vulnérable à la concrétisation de passifs

conditionnels. Le test de résistance appliquant une concrétisation des passifs conditionnels combinés exerce l'effet le plus important sur l'ensemble des ratios de la dette publique. Dans ce scénario, le ratio VA de la dette publique globale/PIB continue d'augmenter en 2025 puis diminue progressivement jusqu'à passer en dessous du repère en 2031. Dans le scénario historique, ce ratio reste au-dessus du repère pendant toute la période de projection car il est supposé que les déficits primaires restent à des niveaux élevés.

18. Si l'accumulation de dette inexpliquée venait à se poursuivre dans les mêmes proportions que ces dernières années, le passage à un risque de surendettement modéré serait décalé d'un an.

Pour évaluer les possibles effets des ajustements stock-flux inexpliqués, les services du FMI ont élaboré un autre scénario dans lequel un ajustement stock-flux équivalent à 1,0 % du PIB (la moyenne sur la période 2017–23) est ajouté à 2024 et dont le volume diminue de 0,2 % du PIB chaque année jusqu'à atteindre zéro en 2029, ce qui reproduit la meilleure discipline budgétaire obtenue dans le cadre du programme appuyé par l'accord FEC avec le FMI. Dans ce scénario, la dette atteint 70,8 % du PIB en 2024 et diminue par la suite. Le ratio VA de la dette publique/PIB ne diminue pas au-dessous de 55 % avant 2027 (voir tableau 5 et graphique 8). Cela confirme la nécessité de parfaitement comprendre ces écarts afin de ne pas avoir à procéder à un nouveau rééquilibrage budgétaire.

NOTATION DES RISQUES ET FACTEURS DE VULNERABILITE

19. Le Togo reste exposé à un risque modéré de surendettement extérieur et à un risque élevé de surendettement public global :

- Le ratio VA de la dette publique globale/PIB devrait rester au-dessus du repère indicatif jusqu'en 2026, ce qui veut dire que le Togo reste exposé à **un risque élevé de surendettement global**.
- Tous les indicateurs de viabilité de la dette extérieure CGE devraient rester en deçà de leurs seuils indicatifs tout au long de la période de projection (2024–44) dans le scénario de référence et les scénarios de tests de résistance, ce qui indique un risque de surendettement extérieur faible. L'absence de données sur le marché secondaire empêche de se fonder sur le critère de résidence dans cette AVD mais les données sur le lieu de résidence des détenteurs de titres au moment de l'émission laissent apparaître qu'un montant important (70 à 80 %) de la dette est probablement détenu en dehors du Togo. Par conséquent, la dette extérieure fondée sur la résidence est probablement nettement plus élevée que ne le montrent les données utilisant le critère de la monnaie de libellé. En outre, si les risques de refinancement élevés sur le marché régional venaient à s'intensifier, les autorités pourraient être amenées à emprunter à l'étranger des montants supérieurs à ceux prévus actuellement. Conformément à la note d'orientation sur le CVD pour les PFR, un élément d'appréciation est retenu, ce qui **maintient le risque de surendettement extérieur du Togo à un niveau modéré**.

20. La dette publique du Togo est considérée comme viable et le pays dispose d'une certaine marge d'absorption des chocs sur la dette extérieure. La dette est jugée viable car i) le rééquilibrage budgétaire appuyé par l'accord FEC avec le FMI devrait ramener le ratio VA dette publique/PIB au-dessous du seuil correspondant à un risque élevé d'ici à 2026, ii) le service de la dette et tous les indicateurs de l'analyse de viabilité de la dette extérieure restent en dessous de leurs seuils respectifs dans le scénario de choc et tendent à s'inscrire en baisse à moyen terme et iii) l'accès du Togo au marché de l'UEMOA et l'appui des institutions régionales de financement renforcent la capacité d'endettement du pays en francs CFA. Appliqué au cas du Togo, le niveau de détail de la notation utilisé pour les pays présentant un risque de surendettement extérieur jugé modéré indique que le pays dispose *d'une certaine marge d'absorption des chocs* (graphique 7). Le ratio service de la dette extérieure/recettes est le plus proche de son seuil, si bien que des chocs inférieurs au quartile supérieur de la distribution des chocs observés pourraient exposer le Togo à un risque élevé de surendettement.

21. Les principaux risques pour la viabilité de la dette proviennent des pressions sur les finances publiques, des conditions du marché et de la concrétisation de passifs conditionnels. Il convient de procéder à un rééquilibrage budgétaire propice à la croissance pour diminuer les besoins d'emprunt et ramener le risque de surendettement global à un niveau modéré d'ici à 2026. L'atteinte de cet objectif pourrait être mise en péril par des chocs. Il demeure essentiel de poursuivre les progrès en matière de mobilisation des recettes afin d'appuyer le rééquilibrage et de préserver une marge d'absorption des chocs. Cela est d'autant plus important que le Togo présente des niveaux de service de la dette intérieure élevés et que les conditions sur le marché régional se sont resserrées, ce qui s'est traduit par une hausse des rendements et un raccourcissement des échéances, avec pour conséquence une augmentation des risques de taux d'intérêt et de refinancement. Les tests de résistance indiquent que le Togo est exposé à la concrétisation de passifs conditionnels, sachant que les retards dans la communication de la dette des entreprises publiques et la persistance d'ajustements stock-flux inexpliqués pourraient entraîner des révisions à la hausse des niveaux d'endettement qui pourraient nécessiter un rééquilibrage budgétaire supplémentaire.

22. Les services du FMI recommandent aux autorités de redoubler d'efforts pour améliorer la comptabilisation et la gestion de la dette du secteur public, de renforcer la coordination avec l'information budgétaire et de poursuivre leurs efforts destinés à recenser les détenteurs de dette libellée en monnaie nationale. L'accent que met la stratégie de gestion de la dette à moyen terme pour 2024–26 sur l'allongement des échéances et le rééquilibrage des emprunts en faveur de la dette extérieure reste judicieux. Pour continuer à maîtriser et réduire les coûts et les risques de la dette, il est essentiel de peaufiner la stratégie de gestion de la dette à moyen terme afin de soupeser les coûts et les risques des possibilités d'emprunt dans différents scénarios au gré de l'évolution de la situation sur les marchés intérieur, régional et extérieur. Cela pourrait s'accompagner d'un plan d'emprunt à moyen terme plus détaillé et plus transparent. Les autorités devraient continuer d'accélérer la communication des données relatives à la dette des entreprises publiques, qui pourraient figurer dans le bulletin statistique de la dette et dans la stratégie de gestion de la dette à moyen terme. La création d'un groupe de travail chargé d'assurer la cohérence entre les comptes budgétaires, monétaires et de la dette constitue une initiative bienvenue pour contrer l'accumulation inexpliquée de dette. Enfin, les autorités devraient, en coordination avec la

BCEAO, poursuivre les efforts visant à mettre en place un mécanisme de suivi du lieu de résidence des détenteurs de titres régionaux après l'émission de ces derniers.

VUES DES AUTORITES

23. Les autorités ne remettent pas en question le calcul d'un risque élevé de surendettement global mais elles contestent l'utilisation d'un élément d'appréciation, qui relève le risque estimé de surendettement extérieur à « modéré » (contre le risque « faible » calculé par le signal mécanique), comme elles l'avaient déjà fait lors de la demande d'un accord au titre de la FEC, en mars 2024. Elles estiment que les risques émanant de la dette libellée en monnaie nationale sont déjà pris en compte dans l'évaluation des risques globaux de surendettement. Cela dit, elles acceptent de travailler avec les services du FMI pour mieux déterminer la résidence des détenteurs de créances libellées en monnaie nationale afin de réduire l'incertitude qui a donné lieu au recours à un élément d'appréciation.

Tableau 1. Togo : cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2021–44
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

| | Actual | | | Projections | | | | | | | | Average 8/ | |
|--|--------|------|------|-------------|------|------|------|------|------|------|-------|------------|-------------|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2034 | 2044 | Historical | Projections |
| External debt (nominal) 1/ | 27.3 | 26.2 | 25.9 | 27.4 | 28.7 | 29.6 | 30.4 | 30.6 | 30.2 | 30.7 | 34.8 | 20.0 | 29.9 |
| <i>of which: public and publicly guaranteed (PPG)</i> | 27.3 | 26.2 | 25.9 | 27.4 | 28.7 | 29.6 | 30.4 | 30.6 | 30.2 | 30.7 | 34.8 | 20.0 | 29.9 |
| Change in external debt | -0.4 | -1.0 | -0.4 | 1.5 | 1.3 | 0.9 | 0.7 | 0.2 | -0.4 | 0.2 | 0.0 | | |
| Identified net debt-creating flows | -0.1 | 5.6 | 2.1 | 3.9 | 3.8 | 3.4 | 2.8 | 2.5 | 2.6 | 2.6 | 6.1 | 3.9 | 2.9 |
| Non-interest current account deficit | 1.8 | 3.0 | 2.4 | 2.9 | 2.9 | 2.7 | 2.2 | 2.0 | 2.1 | 2.1 | 5.8 | 3.2 | 2.3 |
| Deficit in balance of goods and services | 10.3 | 12.2 | 10.7 | 10.1 | 9.3 | 8.4 | 7.9 | 7.7 | 7.8 | 7.7 | 11.9 | 10.9 | 8.2 |
| Exports | 23.7 | 26.6 | 25.5 | 25.6 | 25.5 | 26.1 | 26.3 | 26.3 | 26.2 | 26.6 | 22.6 | | |
| Imports | 34.0 | 38.8 | 36.2 | 35.7 | 34.8 | 34.4 | 34.2 | 34.0 | 34.0 | 34.3 | 34.5 | | |
| Net current transfers (negative = inflow) | -7.9 | -8.6 | -7.6 | -6.5 | -5.7 | -5.0 | -5.0 | -5.0 | -5.0 | -5.0 | -5.0 | -6.8 | -5.2 |
| <i>of which: official</i> | -0.4 | -0.7 | -0.2 | -0.2 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | -0.1 | 0.0 | 0.0 | | |
| Other current account flows (negative = net inflow) | -0.6 | -0.6 | -0.7 | -0.7 | -0.7 | -0.7 | -0.7 | -0.7 | -0.7 | -0.7 | -1.1 | -0.9 | -0.7 |
| Net FDI (negative = inflow) | 0.8 | 1.5 | 1.9 | 1.9 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.8 | 1.2 | 1.8 |
| Endogenous debt dynamics 2/ | -2.7 | 1.2 | -2.2 | -0.9 | -0.9 | -1.1 | -1.2 | -1.3 | -1.3 | -1.3 | -1.5 | | |
| Contribution from nominal interest rate | 0.4 | 0.5 | 0.5 | 0.4 | 0.4 | 0.4 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.3 | 0.6 | | |
| Contribution from real GDP growth | -1.5 | -1.6 | -1.3 | -1.3 | -1.4 | -1.5 | -1.5 | -1.6 | -1.6 | -1.6 | -2.1 | | |
| Contribution from price and exchange rate changes | -1.6 | 2.3 | -1.4 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | | |
| Residual 3/ | -0.3 | -6.6 | -2.5 | -2.3 | -2.5 | -2.5 | -2.1 | -2.3 | -3.0 | -2.4 | -6.1 | -2.3 | -2.5 |
| <i>of which: exceptional financing</i> | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | |
| Sustainability indicators | | | | | | | | | | | | | |
| PV of PPG external debt-to-GDP ratio | ... | ... | 19.8 | 19.8 | 19.5 | 18.8 | 18.1 | 17.3 | 16.4 | 17.1 | 23.3 | | |
| PV of PPG external debt-to-exports ratio | ... | ... | 77.9 | 77.3 | 76.5 | 72.2 | 69.0 | 65.7 | 62.6 | 64.3 | 103.1 | | |
| PPG debt service-to-exports ratio | 5.2 | 8.3 | 8.2 | 8.4 | 9.1 | 9.1 | 8.2 | 7.2 | 6.5 | 5.1 | 6.9 | | |
| PPG debt service-to-revenue ratio | 8.1 | 14.6 | 12.5 | 12.8 | 13.4 | 13.4 | 11.9 | 10.1 | 8.8 | 6.4 | 6.6 | | |
| Gross external financing need (Billion of U.S. dollars) | 0.3 | 0.5 | 0.6 | 0.7 | 0.7 | 0.8 | 0.7 | 0.7 | 0.8 | 1.0 | 3.9 | | |
| Key macroeconomic assumptions | | | | | | | | | | | | | |
| Real GDP growth (in percent) | 6.0 | 5.8 | 5.6 | 5.3 | 5.3 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 6.5 | 5.0 | 5.5 |
| GDP deflator in US dollar terms (change in percent) | 6.3 | -7.7 | 5.6 | 2.0 | 1.6 | 1.8 | 1.8 | 1.9 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | -0.5 | 1.9 |
| Effective interest rate (percent) 4/ | 1.7 | 1.8 | 2.0 | 1.6 | 1.6 | 1.4 | 1.2 | 1.1 | 0.9 | 1.0 | 1.8 | 1.8 | 1.1 |
| Growth of exports of G&S (US dollar terms, in percent) | 14.4 | 9.7 | 6.8 | 7.9 | 6.7 | 9.7 | 8.4 | 7.6 | 7.2 | 7.9 | -7.4 | 1.5 | 7.9 |
| Growth of imports of G&S (US dollar terms, in percent) | 18.5 | 11.5 | 3.9 | 6.0 | 4.4 | 6.3 | 6.7 | 7.0 | 7.4 | 7.6 | 9.6 | 1.8 | 7.0 |
| Grant element of new public sector borrowing (in percent) | ... | ... | ... | 47.8 | 52.0 | 56.5 | 58.8 | 63.8 | 61.2 | 39.9 | 31.2 | ... | 51.4 |
| Government revenues (excluding grants, in percent of GDP) | 15.3 | 15.1 | 16.8 | 16.9 | 17.3 | 17.8 | 18.3 | 18.7 | 19.3 | 21.1 | 23.7 | 14.7 | 19.1 |
| Aid flows (in Billion of US dollars) 5/ | 1.0 | 1.1 | 1.4 | 0.5 | 0.5 | 0.6 | 0.6 | 0.6 | 0.5 | 0.6 | 0.8 | | |
| Grant-equivalent financing (in percent of GDP) 6/ | ... | ... | ... | 4.4 | 4.2 | 4.2 | 4.2 | 3.8 | 3.1 | 2.2 | 1.6 | ... | 3.3 |
| Grant-equivalent financing (in percent of external financing) 6/ | ... | ... | ... | 63.8 | 63.3 | 66.5 | 68.6 | 72.7 | 71.7 | 51.5 | 37.6 | ... | 63.0 |
| Nominal GDP (Billion of US dollars) | 8 | 8 | 9 | 10 | 10 | 11 | 12 | 13 | 14 | 20 | 42 | | |
| Nominal dollar GDP growth | 12.7 | -2.3 | 11.5 | 7.4 | 7.0 | 7.4 | 7.4 | 7.5 | 7.6 | 7.6 | 8.6 | 4.4 | 7.5 |
| Memorandum items: | | | | | | | | | | | | | |
| PV of external debt 7/ | ... | ... | 19.8 | 19.8 | 19.5 | 18.8 | 18.1 | 17.3 | 16.4 | 17.1 | 23.3 | | |
| In percent of exports | ... | ... | 77.9 | 77.3 | 76.5 | 72.2 | 69.0 | 65.7 | 62.6 | 64.3 | 103.1 | | |
| Total external debt service-to-exports ratio | 5.2 | 8.3 | 8.2 | 8.4 | 9.1 | 9.1 | 8.2 | 7.2 | 6.5 | 5.1 | 6.9 | | |
| PV of PPG external debt (in Billion of US dollars) | ... | ... | 1.8 | 1.9 | 2.0 | 2.1 | 2.2 | 2.2 | 2.3 | 3.4 | 9.9 | | |
| (Pvt-Pvt-1)/GDPT-1 (in percent) | ... | ... | 1.4 | 1.4 | 1.1 | 0.7 | 0.7 | 0.4 | 0.4 | 1.6 | 2.3 | | |
| Non-interest current account deficit that stabilizes debt ratio | 2.2 | 4.0 | 2.8 | 1.4 | 1.6 | 1.8 | 1.5 | 1.8 | 2.5 | 1.9 | 5.8 | | |

Sources: Country authorities; and staff estimates and projections.

1/ Includes both public and private sector external debt.

2/ Derived as $[r - g - p(1+g)] / (1+g+p+gp)$ times previous period debt ratio, with r = nominal interest rate; g = real GDP growth rate, and p = growth rate of GDP deflator in U.S. dollar terms.

3/ Includes exceptional financing (i.e., changes in arrears and debt relief); changes in gross foreign assets; and valuation adjustments. For projections also includes contribution from price and exchange rate changes.

4/ Current-year interest payments divided by previous period debt stock.

5/ Defined as grants, concessional loans, and debt relief.

6/ Grant-equivalent financing includes grants provided directly to the government and through new borrowing (difference between the face value and the PV of new debt).

7/ Assumes that PV of private sector debt is equivalent to its face value.

8/ Historical averages are generally derived over the past 10 years, subject to data availability, whereas projections averages are over the first year of projection and the next 10 years.

| Definition of external/domestic debt | Currency-based |
|--|----------------|
| Is there a material difference between the two criteria? | Yes |

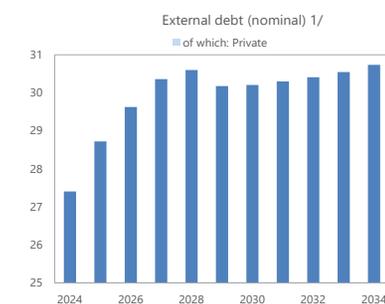
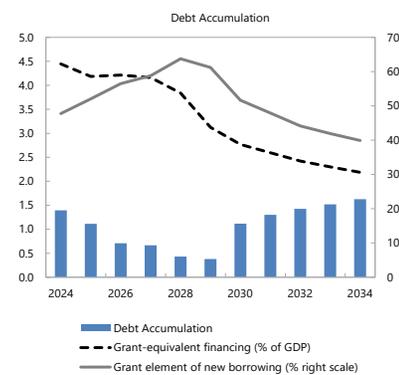
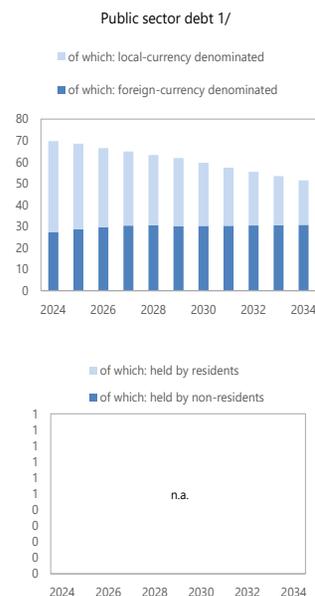


Tableau 2. Togo : cadre de viabilité de la dette du secteur public, scénario de référence, 2021–44
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

| | Actual | | | Projections | | | | | | | | Average 6/ | |
|--|-------------|-------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|-------------|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2034 | 2044 | Historical | Projections |
| Public sector debt 1/ | 64.9 | 67.4 | 68.0 | 69.8 | 68.5 | 66.5 | 64.9 | 63.3 | 61.9 | 51.4 | 34.3 | 59.0 | 61.1 |
| of which: external debt | 27.3 | 26.2 | 25.9 | 27.4 | 28.7 | 29.6 | 30.4 | 30.6 | 30.2 | 30.7 | 34.8 | 20.0 | 29.9 |
| Change in public sector debt | 2.7 | 2.5 | 0.6 | 1.8 | -1.2 | -2.0 | -1.6 | -1.6 | -1.4 | -2.0 | -1.8 | | |
| Identified debt-creating flows | 1.7 | 4.3 | 0.8 | 1.6 | -1.7 | -1.8 | -2.1 | -1.7 | -1.6 | -2.0 | -2.0 | 1.7 | -1.6 |
| Primary deficit | 2.5 | 5.9 | 3.9 | 4.0 | 0.5 | 0.6 | 0.8 | 1.0 | 1.1 | 0.4 | 0.4 | 2.7 | 0.9 |
| Revenue and grants | 17.1 | 17.6 | 19.8 | 19.0 | 18.8 | 19.2 | 19.7 | 20.1 | 20.5 | 21.9 | 24.1 | 17.0 | 20.4 |
| of which: grants | 1.8 | 2.5 | 3.1 | 2.1 | 1.6 | 1.5 | 1.4 | 1.3 | 1.2 | 0.8 | 0.4 | | |
| Primary (noninterest) expenditure | 19.6 | 23.5 | 23.8 | 23.0 | 19.3 | 19.8 | 20.5 | 21.0 | 21.6 | 22.3 | 24.5 | 19.7 | 21.3 |
| Automatic debt dynamics | -0.8 | -1.6 | -3.2 | -2.4 | -2.2 | -2.4 | -2.9 | -2.7 | -2.7 | -2.4 | -2.4 | | |
| Contribution from interest rate/growth differential | -3.2 | -4.1 | -2.7 | -2.4 | -2.2 | -2.4 | -2.9 | -2.7 | -2.7 | -2.4 | -2.4 | | |
| of which: contribution from average real interest rate | 0.3 | -0.5 | 0.9 | 1.0 | 1.3 | 1.2 | 0.6 | 0.7 | 0.6 | 0.4 | -0.2 | | |
| of which: contribution from real GDP growth | -3.5 | -3.6 | -3.6 | -3.4 | -3.5 | -3.6 | -3.5 | -3.4 | -3.3 | -2.8 | -2.2 | | |
| Contribution from real exchange rate depreciation | 2.5 | 2.5 | -0.5 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | | |
| Other identified debt-creating flows | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| Privatization receipts (negative) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | |
| Recognition of contingent liabilities (e.g., bank recapitalization) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | |
| Debt relief (HIPC and other) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | |
| Other debt creating or reducing flow (please specify) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | |
| Residual | 0.9 | -1.8 | -0.2 | 0.2 | 0.5 | -0.2 | 0.5 | 0.1 | 0.1 | 0.0 | 0.2 | 1.0 | 0.1 |
| Sustainability indicators | | | | | | | | | | | | | |
| PV of public debt-to-GDP ratio 2/ | ... | ... | 60.5 | 61.0 | 58.2 | 54.7 | 51.8 | 49.1 | 47.3 | 37.2 | 22.9 | | |
| PV of public debt-to-revenue and grants ratio | ... | ... | 304.8 | 321.2 | 309.1 | 284.0 | 262.2 | 244.7 | 230.8 | 170.0 | 95.1 | | |
| Debt service-to-revenue and grants ratio 3/ | 57.4 | 57.2 | 51.6 | 40.0 | 46.8 | 57.0 | 49.6 | 48.4 | 41.9 | 31.5 | 8.3 | | |
| Gross financing need 4/ | 12.3 | 16.0 | 14.2 | 11.6 | 9.3 | 11.6 | 10.6 | 10.7 | 9.7 | 7.3 | 2.4 | | |
| Key macroeconomic and fiscal assumptions | | | | | | | | | | | | | |
| Real GDP growth (in percent) | 6.0 | 5.8 | 5.6 | 5.3 | 5.3 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 6.5 | 5.0 | 5.5 |
| Average nominal interest rate on external debt (in percent) | 1.6 | 1.9 | 2.0 | 1.6 | 1.6 | 1.4 | 1.2 | 1.1 | 0.9 | 1.0 | 1.8 | 1.9 | 1.1 |
| Average real interest rate on domestic debt (in percent) | 3.1 | 2.0 | 3.4 | 3.0 | 3.4 | 3.4 | 3.4 | 3.4 | 3.4 | 3.6 | 3.3 | 3.4 | 3.4 |
| Real exchange rate depreciation (in percent, + indicates depreciation) | 9.8 | 10.2 | -2.2 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 3.9 | ... |
| Inflation rate (GDP deflator, in percent) | 2.5 | 3.7 | 2.9 | 2.2 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 1.3 | 2.0 |
| Growth of real primary spending (deflated by GDP deflator, in percent) | -2.5 | 26.8 | 6.9 | 1.9 | -11.8 | 8.6 | 9.2 | 8.0 | 8.2 | 6.6 | 7.6 | 8.9 | 5.0 |
| Primary deficit that stabilizes the debt-to-GDP ratio 5/ | -0.2 | 3.3 | 3.4 | 2.2 | 1.7 | 2.6 | 2.4 | 2.6 | 2.5 | 2.4 | 2.2 | 2.2 | 2.4 |
| PV of contingent liabilities (not included in public sector debt) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | |

| | |
|--|----------------|
| Definition of external/domestic debt | Currency-based |
| Is there a material difference between the two criteria? | Yes |



Sources: Country authorities; and staff estimates and projections.

1/ Coverage of debt: The central government plus social security, government-guaranteed debt, non-guaranteed SOE debt. Definition of external debt is Currency-based.

2/ The underlying PV of external debt-to-GDP ratio under the public DSA differs from the external DSA with the size of differences depending on exchange rates projections.

3/ Debt service is defined as the sum of interest and amortization of medium and long-term, and short-term debt.

4/ Gross financing need is defined as the primary deficit plus debt service plus the stock of short-term debt at the end of the last period and other debt creating/reducing flows.

5/ Defined as a primary deficit minus a change in the public debt-to-GDP ratio (i.e.: a primary surplus), which would stabilize the debt ratio only in the year in question.

6/ Historical averages are generally derived over the past 10 years, subject to data availability, whereas projections averages are over the first year of projection and the next 10 years.

Tableau 3. Togo : analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2024–34

| | Projections 1/ | | | | | | | | | | |
|--|----------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 |
| PV of debt-to-GDP ratio | | | | | | | | | | | |
| Baseline | 20 | 20 | 19 | 18 | 17 | 16 | 16 | 16 | 17 | 17 | 17 |
| A. Alternative Scenarios | | | | | | | | | | | |
| A1. Key variables at their historical averages in 2024-2034 2/ | 20 | 20 | 20 | 19 | 19 | 19 | 19 | 20 | 21 | 22 | 23 |
| B. Bound Tests | | | | | | | | | | | |
| B1. Real GDP growth | 20 | 20 | 20 | 19 | 18 | 17 | 17 | 17 | 17 | 18 | 18 |
| B2. Primary balance | 20 | 20 | 21 | 20 | 19 | 18 | 19 | 19 | 19 | 19 | 20 |
| B3. Exports | 20 | 22 | 25 | 24 | 23 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 | 22 |
| B4. Other flows 3/ | 20 | 22 | 23 | 22 | 21 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| B5. Depreciation | 20 | 25 | 21 | 20 | 19 | 18 | 18 | 18 | 19 | 19 | 20 |
| B6. Combination of B1-B5 | 20 | 23 | 23 | 22 | 21 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 | 20 |
| C. Tailored Tests | | | | | | | | | | | |
| C1. Combined contingent liabilities | 20 | 22 | 21 | 20 | 19 | 19 | 19 | 19 | 20 | 20 | 21 |
| C2. Natural disaster | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C3. Commodity price | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C4. Market Financing | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| Threshold | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 | 40 |
| PV of debt-to-exports ratio | | | | | | | | | | | |
| Baseline | 77 | 76 | 72 | 69 | 66 | 63 | 62 | 62 | 62 | 63 | 64 |
| A. Alternative Scenarios | | | | | | | | | | | |
| A1. Key variables at their historical averages in 2024-2034 2/ | 77 | 78 | 75 | 74 | 73 | 72 | 74 | 76 | 79 | 82 | 86 |
| B. Bound Tests | | | | | | | | | | | |
| B1. Real GDP growth | 77 | 76 | 72 | 69 | 66 | 63 | 62 | 62 | 62 | 63 | 64 |
| B2. Primary balance | 77 | 80 | 79 | 76 | 72 | 70 | 71 | 72 | 73 | 73 | 75 |
| B3. Exports | 77 | 97 | 128 | 123 | 117 | 112 | 110 | 109 | 109 | 109 | 109 |
| B4. Other flows 3/ | 77 | 85 | 88 | 85 | 81 | 77 | 76 | 76 | 76 | 76 | 76 |
| B5. Depreciation | 77 | 76 | 64 | 61 | 58 | 56 | 55 | 55 | 56 | 57 | 59 |
| B6. Combination of B1-B5 | 77 | 94 | 81 | 97 | 92 | 88 | 87 | 87 | 87 | 87 | 88 |
| C. Tailored Tests | | | | | | | | | | | |
| C1. Combined contingent liabilities | 77 | 85 | 80 | 77 | 74 | 73 | 74 | 74 | 74 | 75 | 77 |
| C2. Natural disaster | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C3. Commodity price | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C4. Market Financing | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| Threshold | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 | 180 |
| Debt service-to-exports ratio | | | | | | | | | | | |
| Baseline | 8 | 9 | 9 | 8 | 7 | 6 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| A. Alternative Scenarios | | | | | | | | | | | |
| A1. Key variables at their historical averages in 2024-2034 2/ | 8 | 9 | 10 | 9 | 8 | 7 | 6 | 6 | 6 | 7 | 7 |
| B. Bound Tests | | | | | | | | | | | |
| B1. Real GDP growth | 8 | 9 | 9 | 8 | 7 | 6 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| B2. Primary balance | 8 | 9 | 9 | 8 | 7 | 7 | 5 | 5 | 5 | 5 | 6 |
| B3. Exports | 8 | 11 | 13 | 12 | 10 | 9 | 7 | 7 | 7 | 8 | 8 |
| B4. Other flows 3/ | 8 | 9 | 9 | 9 | 7 | 7 | 5 | 5 | 5 | 6 | 6 |
| B5. Depreciation | 8 | 9 | 9 | 8 | 7 | 6 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| B6. Combination of B1-B5 | 8 | 10 | 12 | 10 | 9 | 8 | 6 | 6 | 6 | 7 | 7 |
| C. Tailored Tests | | | | | | | | | | | |
| C1. Combined contingent liabilities | 8 | 9 | 9 | 8 | 7 | 7 | 5 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| C2. Natural disaster | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C3. Commodity price | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C4. Market Financing | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| Threshold | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 | 15 |
| Debt service-to-revenue ratio | | | | | | | | | | | |
| Baseline | 13 | 13 | 13 | 12 | 10 | 9 | 7 | 6 | 6 | 6 | 6 |
| A. Alternative Scenarios | | | | | | | | | | | |
| A1. Key variables at their historical averages in 2024-2034 2/ | 13 | 14 | 14 | 13 | 11 | 10 | 8 | 8 | 8 | 8 | 9 |
| B. Bound Tests | | | | | | | | | | | |
| B1. Real GDP growth | 13 | 14 | 14 | 12 | 11 | 9 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| B2. Primary balance | 13 | 13 | 13 | 12 | 10 | 9 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| B3. Exports | 13 | 14 | 14 | 13 | 11 | 10 | 7 | 7 | 7 | 7 | 8 |
| B4. Other flows 3/ | 13 | 13 | 14 | 12 | 10 | 9 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| B5. Depreciation | 13 | 17 | 17 | 15 | 12 | 11 | 8 | 8 | 8 | 8 | 7 |
| B6. Combination of B1-B5 | 13 | 14 | 15 | 13 | 11 | 10 | 7 | 7 | 7 | 8 | 8 |
| C. Tailored Tests | | | | | | | | | | | |
| C1. Combined contingent liabilities | 13 | 13 | 14 | 12 | 10 | 9 | 7 | 7 | 7 | 7 | 7 |
| C2. Natural disaster | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C3. Commodity price | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C4. Market Financing | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| Threshold | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 | 18 |

Sources: Country authorities, and staff estimates and projections.

1/ A bold value indicates a breach of the threshold.

2/ Variables include real GDP growth, GDP deflator (in U.S. dollar terms), non-interest current account in percent of GDP, and non-debt creating flows.

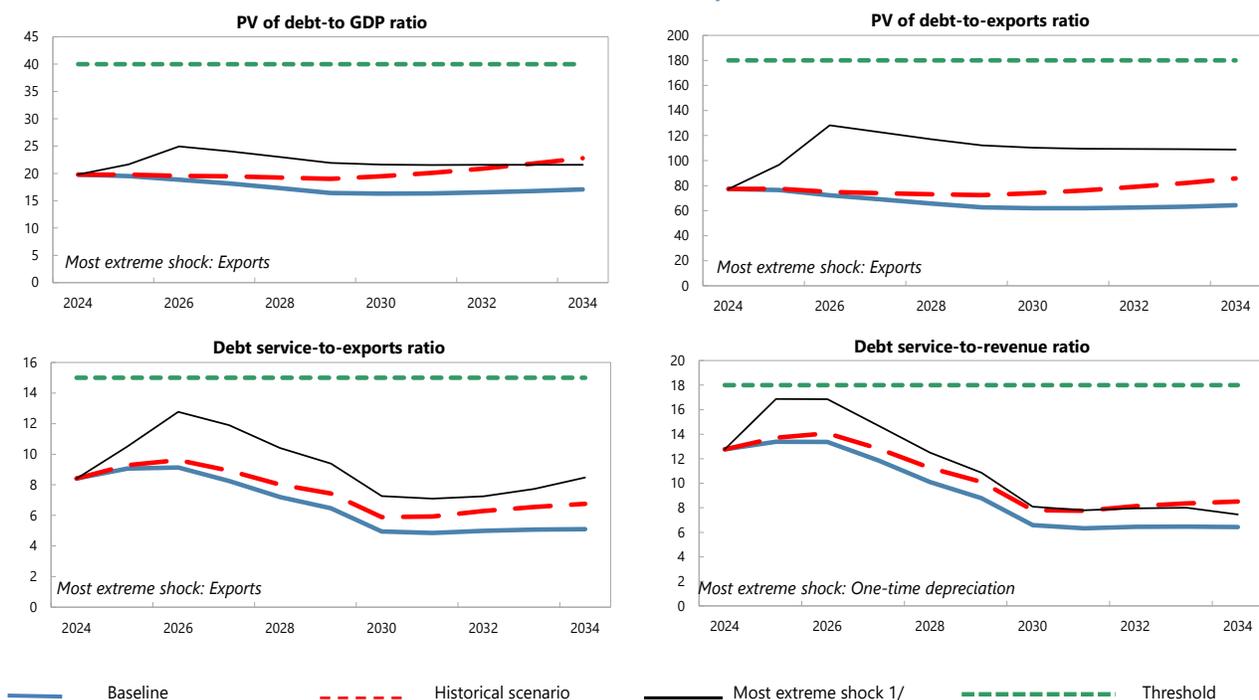
3/ Includes official and private transfers and FDI.

Tableau 4. Togo : analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette publique, 2024-34

| | Projections 1/ | | | | | | | | | | |
|--|----------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 | 2031 | 2032 | 2033 | 2034 |
| PV of Debt-to-GDP Ratio | | | | | | | | | | | |
| Baseline | 61 | 58 | 55 | 52 | 49 | 47 | 45 | 43 | 41 | 39 | 37 |
| A. Alternative Scenarios | | | | | | | | | | | |
| A1. Key variables at their historical averages in 2024-2034 2/ | 62 | 62 | 61 | 60 | 59 | 59 | 59 | 58 | 58 | 58 | 58 |
| B. Bound Tests | | | | | | | | | | | |
| B1. Real GDP growth | 62 | 61 | 60 | 57 | 55 | 54 | 52 | 51 | 49 | 48 | 47 |
| B2. Primary balance | 62 | 64 | 65 | 62 | 59 | 57 | 54 | 51 | 49 | 47 | 45 |
| B3. Exports | 61 | 60 | 60 | 57 | 54 | 52 | 50 | 47 | 45 | 43 | 41 |
| B4. Other flows 3/ | 61 | 60 | 59 | 56 | 53 | 51 | 49 | 46 | 44 | 42 | 40 |
| B5. Depreciation | 62 | 60 | 55 | 50 | 46 | 42 | 39 | 36 | 33 | 31 | 28 |
| B6. Combination of B1-B5 | 62 | 61 | 58 | 54 | 51 | 49 | 46 | 43 | 41 | 39 | 37 |
| C. Tailored Tests | | | | | | | | | | | |
| C1. Combined contingent liabilities | 62 | 71 | 67 | 64 | 61 | 58 | 55 | 53 | 51 | 48 | 46 |
| C2. Natural disaster | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C3. Commodity price | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C4. Market Financing | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| TOTAL public debt benchmark | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 |
| PV of Debt-to-Revenue Ratio | | | | | | | | | | | |
| Baseline | 321 | 309 | 284 | 262 | 245 | 231 | 215 | 201 | 191 | 180 | 170 |
| A. Alternative Scenarios | | | | | | | | | | | |
| A1. Key variables at their historical averages in 2024-2034 2/ | 328 | 328 | 314 | 302 | 293 | 286 | 279 | 274 | 272 | 269 | 265 |
| B. Bound Tests | | | | | | | | | | | |
| B1. Real GDP growth | 328 | 324 | 309 | 289 | 275 | 263 | 250 | 238 | 230 | 221 | 213 |
| B2. Primary balance | 328 | 341 | 339 | 315 | 296 | 279 | 259 | 243 | 231 | 218 | 205 |
| B3. Exports | 321 | 319 | 312 | 289 | 270 | 255 | 238 | 223 | 212 | 200 | 188 |
| B4. Other flows 3/ | 321 | 320 | 306 | 283 | 264 | 250 | 233 | 218 | 208 | 195 | 184 |
| B5. Depreciation | 328 | 323 | 286 | 254 | 228 | 208 | 189 | 171 | 157 | 142 | 129 |
| B6. Combination of B1-B5 | 328 | 327 | 303 | 273 | 254 | 239 | 222 | 205 | 192 | 181 | 171 |
| C. Tailored Tests | | | | | | | | | | | |
| C1. Combined contingent liabilities | 328 | 377 | 349 | 324 | 304 | 285 | 264 | 248 | 236 | 223 | 209 |
| C2. Natural disaster | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C3. Commodity price | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C4. Market Financing | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| Debt Service-to-Revenue Ratio | | | | | | | | | | | |
| Baseline | 40 | 47 | 57 | 50 | 48 | 42 | 35 | 41 | 36 | 30 | 32 |
| A. Alternative Scenarios | | | | | | | | | | | |
| A1. Key variables at their historical averages in 2024-2034 2/ | 40 | 47 | 59 | 52 | 52 | 49 | 44 | 52 | 47 | 42 | 46 |
| B. Bound Tests | | | | | | | | | | | |
| B1. Real GDP growth | 40 | 48 | 60 | 52 | 51 | 45 | 39 | 46 | 42 | 36 | 38 |
| B2. Primary balance | 40 | 47 | 59 | 53 | 51 | 52 | 51 | 51 | 39 | 35 | 40 |
| B3. Exports | 40 | 47 | 57 | 50 | 49 | 42 | 35 | 41 | 37 | 31 | 33 |
| B4. Other flows 3/ | 40 | 47 | 57 | 50 | 49 | 42 | 35 | 41 | 37 | 31 | 33 |
| B5. Depreciation | 40 | 46 | 58 | 50 | 48 | 42 | 33 | 39 | 36 | 30 | 31 |
| B6. Combination of B1-B5 | 40 | 45 | 56 | 49 | 48 | 42 | 39 | 45 | 36 | 31 | 33 |
| C. Tailored Tests | | | | | | | | | | | |
| C1. Combined contingent liabilities | 40 | 47 | 60 | 53 | 51 | 62 | 54 | 44 | 40 | 38 | 42 |
| C2. Natural disaster | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C3. Commodity price | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |
| C4. Market Financing | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. | n.a. |

Sources: Country authorities; and staff estimates and projections.
1/ A bold value indicates a breach of the benchmark.
2/ Variables include real GDP growth, GDP deflator and primary deficit in percent of GDP.
3/ Includes official and private transfers and FDI.

Graphique 3. Togo : indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État dans différents scénarios, 2024–34



| Customization of Default Settings | | |
|-----------------------------------|------|--------------|
| | Size | Interactions |
| Tailored Stress | | |
| Combined CL | No | |
| Natural disaster | n.a. | n.a. |
| Commodity price | n.a. | n.a. |
| Market financing | n.a. | n.a. |

| Borrowing assumptions on additional financing needs resulting from the stress tests* | | |
|--|---------|--------------|
| | Default | User defined |
| Shares of marginal debt | | |
| External PPG MLT debt | 100% | |
| Terms of marginal debt | | |
| Avg. nominal interest rate on new borrowing in USD | 1.0% | 1.0% |
| USD Discount rate | 5.0% | 5.0% |
| Avg. maturity (incl. grace period) | 34 | 34 |
| Avg. grace period | 7 | 7 |

Note: "Yes" indicates any change to the size or interactions of the default settings for the stress tests. "n.a." indicates that the stress test does not apply.

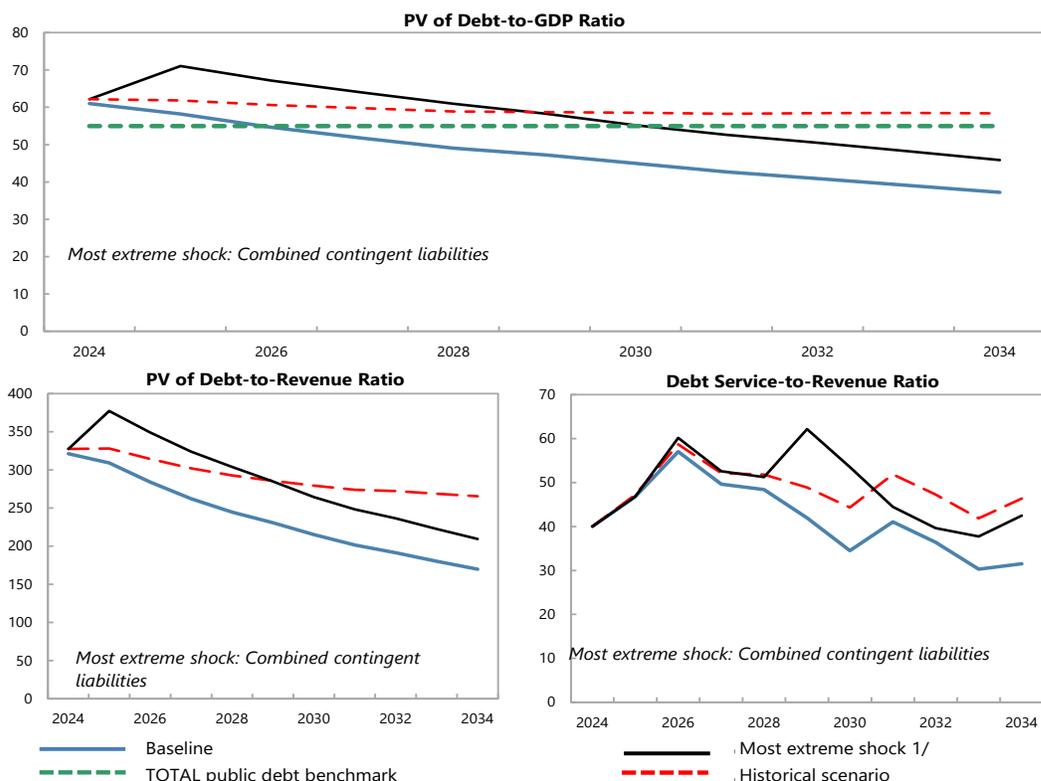
* Note: All the additional financing needs generated by the shocks under the stress tests are assumed to be covered by PPG external MLT debt in the external DSA. Default terms of marginal debt are based on baseline 10-year projections.

Sources: Country authorities; and staff estimates and projections.

1/ The most extreme stress test is the test that yields the highest ratio in or before 2034. The stress test with a one-off breach is also presented (if any), while the one-off breach is deemed away for mechanical signals. When a stress test with a one-off breach happens to be the most extreme shock even after disregarding the one-off breach, only that stress test (with a one-off breach) would be presented.

2/ The magnitude of shocks used for the commodity price shock stress test are based on the commodity prices outlook prepared by the IMF research department.

Graphique 4. Togo : indicateurs de la dette publique dans différents scénarios, 2024–34



| Borrowing assumptions on additional financing needs resulting from the stress tests* | Default | User defined |
|--|---------|--------------|
| Shares of marginal debt | | |
| External PPG medium and long-term | 43% | 30% |
| Domestic medium and long-term | 52% | 70% |
| Domestic short-term | 6% | 0% |
| Terms of marginal debt | | |
| External MLT debt | | |
| Avg. nominal interest rate on new borrowing in USD | 1.0% | 1.0% |
| Avg. maturity (incl. grace period) | 34 | 34 |
| Avg. grace period | 7 | 7 |
| Domestic MLT debt | | |
| Avg. real interest rate on new borrowing | 4.3% | 4.3% |
| Avg. maturity (incl. grace period) | 5 | 5 |
| Avg. grace period | 3 | 3 |
| Domestic short-term debt | | |
| Avg. real interest rate | 4.2% | 4.2% |

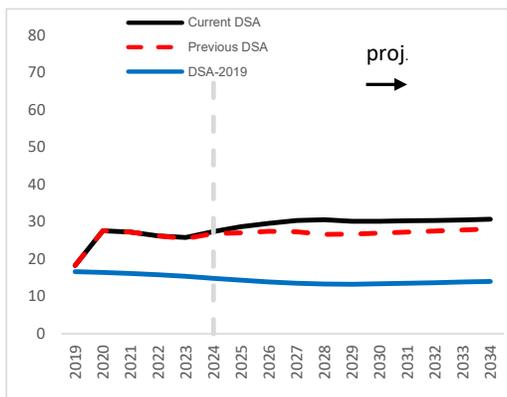
* Note: The public DSA allows for domestic financing to cover the additional financing needs generated by the shocks under the stress tests in the public DSA. Default terms of marginal debt are based on baseline 10-year projections.

Sources: Country authorities; and staff estimates and projections.

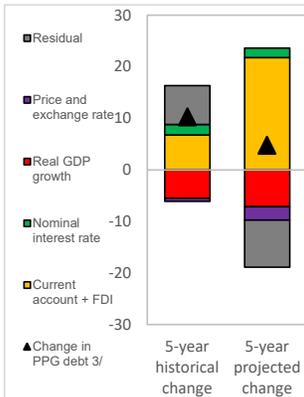
1/ The most extreme stress test is the test that yields the highest ratio in or before 2034. The stress test with a one-off breach is also presented (if any), while the one-off breach is deemed away for mechanical signals. When a stress test with a one-off breach happens to be the most extreme shock even after disregarding the one-off breach, only that stress test (with a one-off breach) would be presented.

Graphique 5. Togo : facteurs déterminants de la dynamique de la dette — Scénario de référence

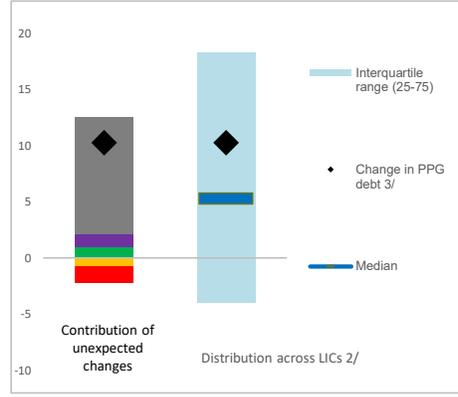
Gross Nominal PPG External Debt (in percent of GDP; DSA vintages)



Debt-creating flows (percent of GDP)

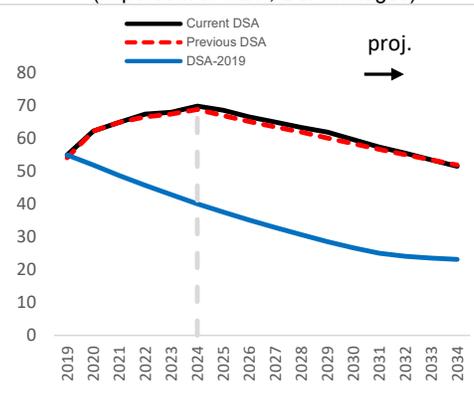


Unexpected Changes in Debt 1/ (past 5 years, percent of GDP)

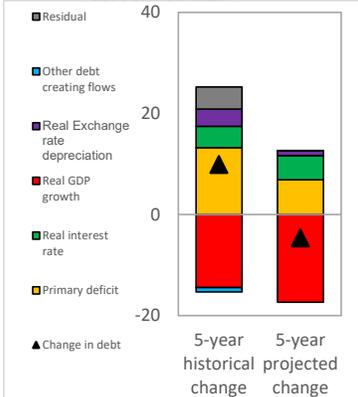


Public debt

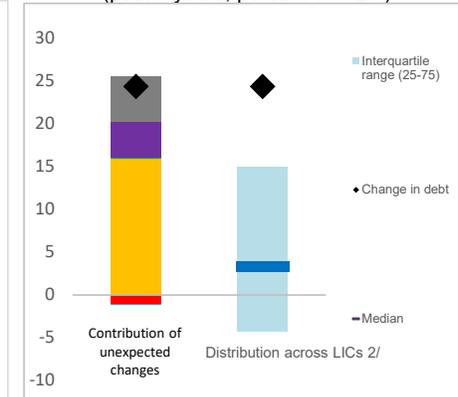
Gross Nominal Public Debt (in percent of GDP; DSA vintages)



Debt-creating flows (percent of GDP)



Unexpected Changes in Debt 1/ (past 5 years, percent of GDP)



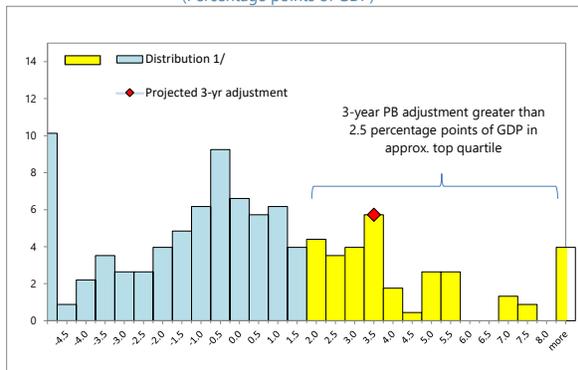
1/ Difference between anticipated and actual contributions on debt ratios.

2/ Distribution across LICs for which LIC DSAs were produced.

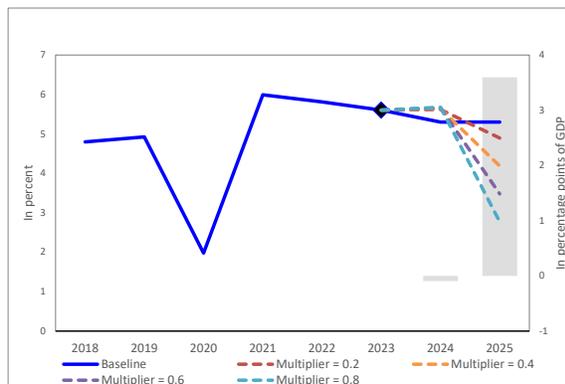
3/ Given the relatively low private external debt for average low-income countries, a ppt change in PPG external debt should be largely explained by the drivers of the external debt dynamics equation.

Graphique 6. Togo : outils de réalisme

3-Year Adjustment in Primary Balance
(Percentage points of GDP)



Fiscal Adjustment and Possible Growth Paths 1/

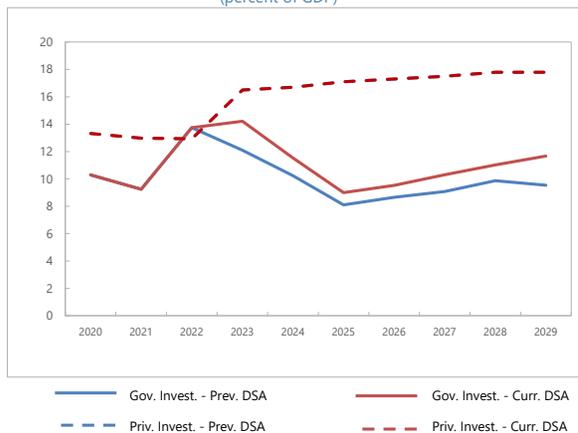


1/ Les données couvrent les programmes appuyés par le FMI pour les PFR (à l'exclusion du financement d'urgence) approuvés depuis 1990. L'ampleur de l'ajustement sur trois ans pour le lancement du programme est indiquée en abscisse et le pourcentage de l'échantillon en ordonnée.

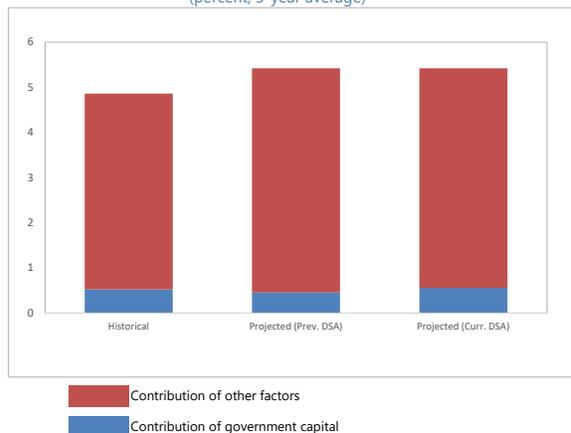
1/ Les barres du graphique illustrent l'ajustement budgétaire annuel projeté (échelle de droite) et les lignes, les trajectoires de croissance possibles du PIB réel avec différents multiplicateurs budgétaires (échelle de gauche).

2/ Ce graphique laisse apparaître un ajustement budgétaire plus faible que le même graphique dans l'AVD publiée en mars 2024 ([rapport pays n° 2024/079](#)). Accidentellement, cette dernière ne tenait pas correctement compte du coût prévu des opérations de recapitalisation des banques en 2024. Ce coût a été correctement intégré dans tous les autres éléments de l'AVD publiée.

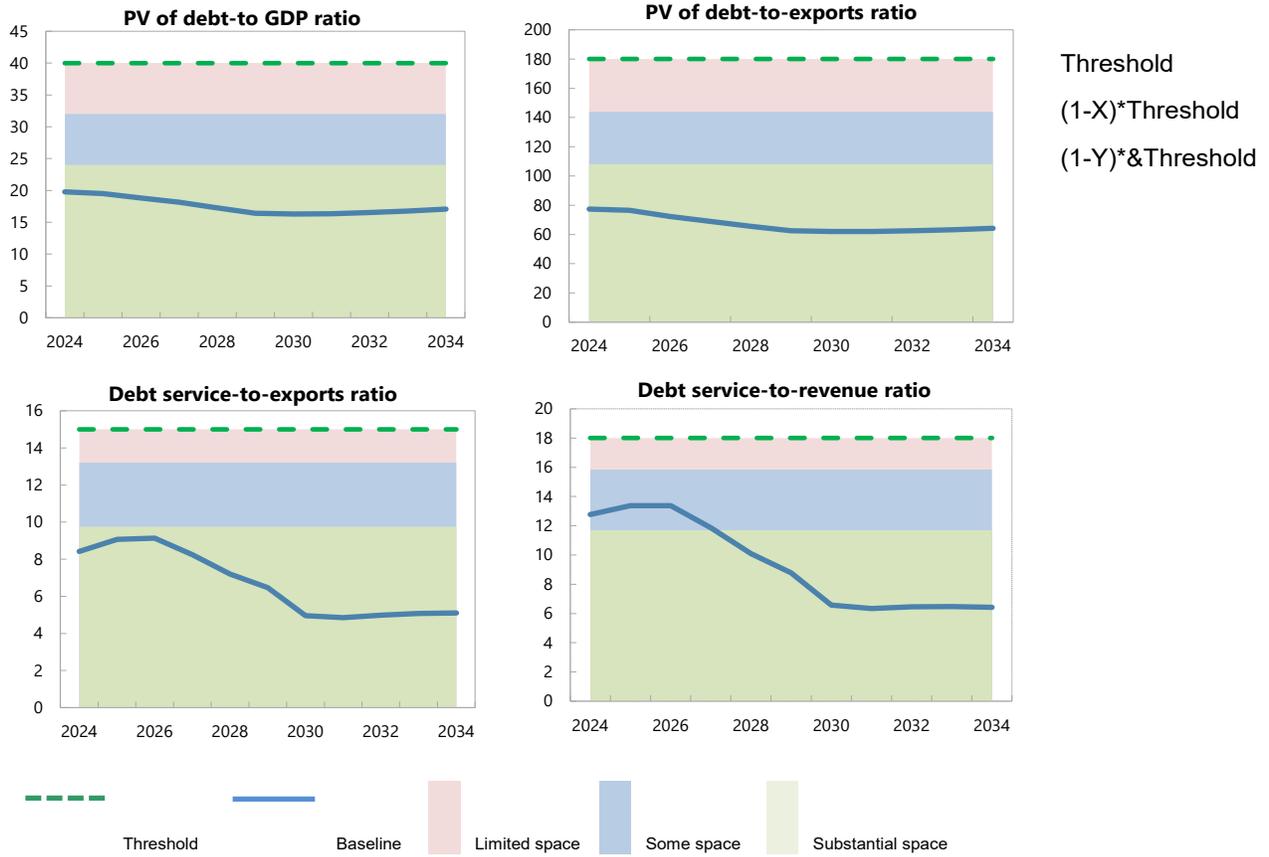
Public and Private Investment Rates
(percent of GDP)



Contribution to Real GDP growth
(percent, 5-year average)



Graphique 7. Togo : critères de la catégorie de risque modéré, 2024–34^{1/}



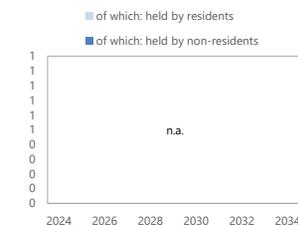
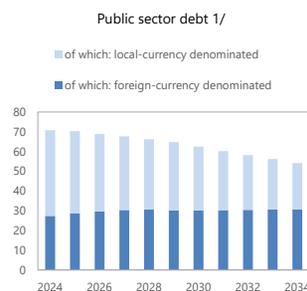
Sources: Country authorities; and staff estimates and projections.

1/ For the PV debt/GDP and PV debt/exports thresholds, x is 20 percent and y is 40 percent. For debt service/Exports and debt service/revenue thresholds, x is 12 percent and y is 35 percent.

Tableau 5. Togo : cadre de viabilité de la dette du secteur public, ajustement stock-flux, 2021–44
(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

| | Actual | | | Projections | | | | | | | | | | Average 6/ | |
|--|--------|------|-------|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|------------|-------------|------------|--|
| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2034 | 2044 | Historical | Projections | | |
| Public sector debt 1/ | 64.9 | 67.4 | 68.0 | 70.8 | 70.3 | 68.9 | 67.7 | 66.2 | 64.8 | | | 59.0 | 63.6 | | |
| of which: external debt | 27.3 | 26.2 | 25.9 | 27.4 | 28.7 | 29.6 | 30.4 | 30.6 | 30.2 | | | 20.0 | 29.9 | | |
| Change in public sector debt | 2.7 | 2.5 | 0.6 | 2.8 | -0.4 | -1.5 | -1.2 | -1.5 | -1.5 | -2.1 | -1.8 | | | | |
| Identified debt-creating flows | 1.7 | 4.3 | 0.8 | 2.6 | -0.9 | -1.2 | -1.7 | -1.6 | -1.6 | -2.1 | -2.0 | 1.7 | -1.4 | | |
| Primary deficit | 2.5 | 5.9 | 3.9 | 4.0 | 0.5 | 0.6 | 0.8 | 1.0 | 1.1 | 0.4 | 0.4 | 2.7 | 0.9 | | |
| Revenue and grants | 17.1 | 17.6 | 19.8 | 19.0 | 18.8 | 19.2 | 19.7 | 20.1 | 20.5 | 21.9 | 24.1 | 17.0 | 20.4 | | |
| of which: grants | 1.8 | 2.5 | 3.1 | 2.1 | 1.6 | 1.5 | 1.4 | 1.3 | 1.2 | 0.8 | 0.4 | | | | |
| Primary (noninterest) expenditure | 19.6 | 23.5 | 23.8 | 23.0 | 19.3 | 19.8 | 20.5 | 21.0 | 21.6 | 22.3 | 24.5 | 19.7 | 21.3 | | |
| Automatic debt dynamics | -0.8 | -1.6 | -3.2 | -2.4 | -2.2 | -2.4 | -2.9 | -2.8 | -2.7 | -2.5 | -2.5 | | | | |
| Contribution from interest rate/growth differential | -3.2 | -4.1 | -2.7 | -2.4 | -2.2 | -2.4 | -2.9 | -2.8 | -2.7 | -2.5 | -2.5 | | | | |
| of which: contribution from average real interest rate | 0.3 | -0.5 | 0.9 | 1.0 | 1.4 | 1.2 | 0.7 | 0.8 | 0.8 | 0.5 | -0.1 | | | | |
| of which: contribution from real GDP growth | -3.5 | -3.6 | -3.6 | -3.4 | -3.6 | -3.7 | -3.6 | -3.5 | -3.5 | -2.9 | -2.4 | | | | |
| Contribution from real exchange rate depreciation | 2.5 | 2.5 | -0.5 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | | | | |
| Other identified debt-creating flows | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 1.0 | 0.8 | 0.6 | 0.4 | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.3 | | |
| Privatization receipts (negative) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | | | |
| Recognition of contingent liabilities (e.g., bank recapitalization) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | | | |
| Debt relief (HIPC and other) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | | | |
| Other debt creating or reducing flow (please specify) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 1.0 | 0.8 | 0.6 | 0.4 | 0.2 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | | | |
| Residual | 0.9 | -1.8 | -0.2 | 0.2 | 0.5 | -0.2 | 0.5 | 0.1 | 0.1 | 0.0 | 0.2 | 1.0 | 0.1 | | |
| Sustainability indicators | | | | | | | | | | | | | | | |
| PV of public debt-to-GDP ratio 2/ | ... | ... | 60.5 | 62.0 | 60.0 | 57.0 | 54.5 | 52.0 | 50.2 | 39.9 | 25.2 | | | | |
| PV of public debt-to-revenue and grants ratio | ... | ... | 304.8 | 326.5 | 318.6 | 296.3 | 276.2 | 259.3 | 245.0 | 182.3 | 104.9 | | | | |
| Debt service-to-revenue and grants ratio 3/ | 57.4 | 57.2 | 51.6 | 40.0 | 47.6 | 58.1 | 52.4 | 51.2 | 45.0 | 34.7 | 10.8 | | | | |
| Gross financing need 4/ | 12.3 | 16.0 | 14.2 | 12.6 | 10.2 | 12.4 | 11.5 | 11.5 | 10.3 | 8.0 | 3.0 | | | | |
| Key macroeconomic and fiscal assumptions | | | | | | | | | | | | | | | |
| Real GDP growth (in percent) | 6.0 | 5.8 | 5.6 | 5.3 | 5.3 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 5.5 | 6.5 | 5.0 | 5.5 | | |
| Average nominal interest rate on external debt (in percent) | 1.6 | 1.9 | 2.0 | 1.6 | 1.6 | 1.4 | 1.2 | 1.1 | 0.9 | 1.0 | 1.8 | 1.9 | 1.1 | | |
| Average real interest rate on domestic debt (in percent) | 3.1 | 2.0 | 3.4 | 3.0 | 3.5 | 3.5 | 3.5 | 3.4 | 3.5 | 3.7 | 3.8 | 3.4 | 3.5 | | |
| Real exchange rate depreciation (in percent, + indicates depreciation) | 9.8 | 10.2 | -2.2 | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | ... | 3.9 | ... | | |
| Inflation rate (GDP deflator, in percent) | 2.5 | 3.7 | 2.9 | 2.2 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 2.0 | 1.3 | 2.0 | | |
| Growth of real primary spending (deflated by GDP deflator, in percent) | -2.5 | 26.8 | 6.9 | 1.9 | -11.8 | 8.6 | 9.2 | 8.0 | 8.2 | 6.6 | 7.6 | 8.9 | 5.0 | | |
| Primary deficit that stabilizes the debt-to-GDP ratio 5/ | -0.2 | 3.3 | 3.4 | 1.2 | 0.9 | 2.1 | 2.0 | 2.5 | 2.6 | 2.5 | 2.2 | 2.2 | 2.2 | | |
| PV of contingent liabilities (not included in public sector debt) | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | 0.0 | | | | |

| Definition of external/domestic debt | Currency-based |
|--|----------------|
| Is there a material difference between the two criteria? | Yes |



Sources: Country authorities; and staff estimates and projections.

1/ Coverage of debt: The central government plus social security, government-guaranteed debt, non-guaranteed SOE debt. Definition of external debt is Currency-based.

2/ The underlying PV of external debt-to-GDP ratio under the public DSA differs from the external DSA with the size of differences depending on exchange rates projections.

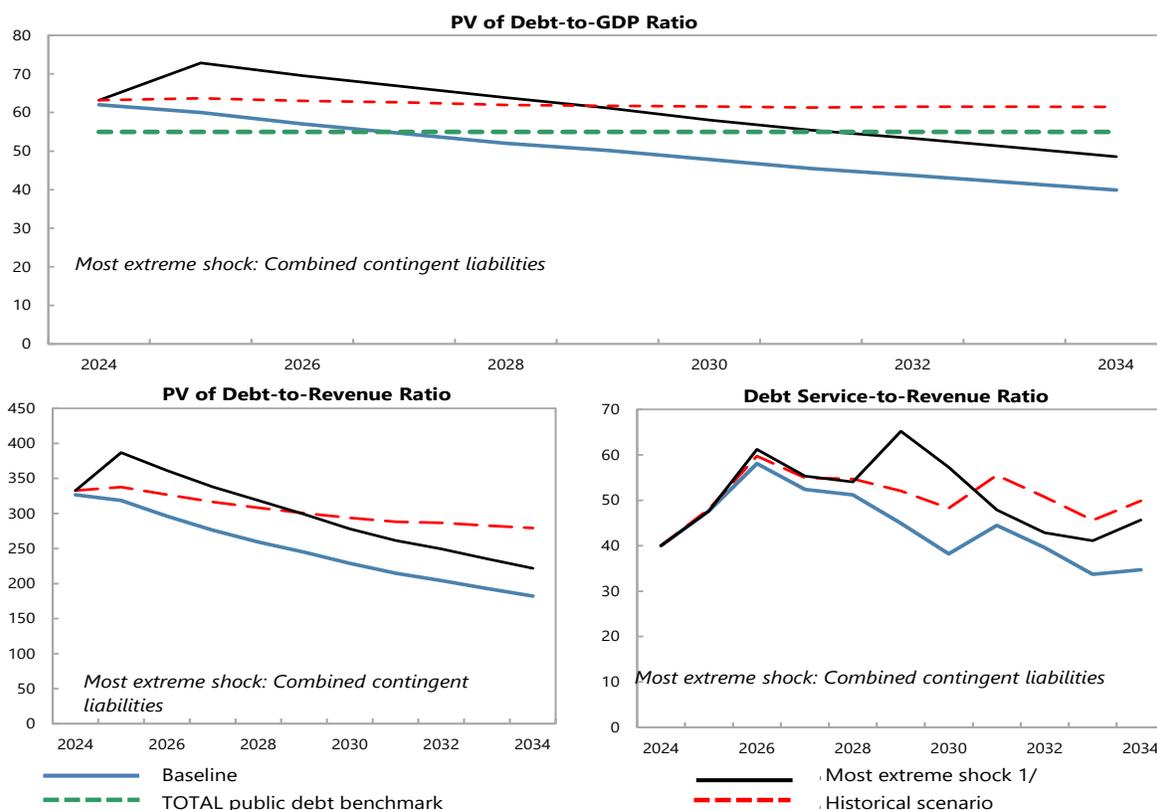
3/ Debt service is defined as the sum of interest and amortization of medium and long-term, and short-term debt.

4/ Gross financing need is defined as the primary deficit plus debt service plus the stock of short-term debt at the end of the last period and other debt creating/reducing flows.

5/ Defined as a primary deficit minus a change in the public debt-to-GDP ratio (-): a primary surplus, which would stabilize the debt ratio only in the year in question.

6/ Historical averages are generally derived over the past 10 years, subject to data availability, whereas projections averages are over the first year of projection and the next 10 years.

Graphique 8. Togo : indicateurs de la dette publique avec les ajustements stock-flux, 2024–34



| Borrowing assumptions on additional financing needs resulting from the stress tests* | Default | User defined |
|--|---------|--------------|
| Shares of marginal debt | | |
| External PPG medium and long-term | 39% | 30% |
| Domestic medium and long-term | 55% | 70% |
| Domestic short-term | 6% | 0% |
| Terms of marginal debt | | |
| External MLT debt | | |
| Avg. nominal interest rate on new borrowing in USD | 1.0% | 1.0% |
| Avg. maturity (incl. grace period) | 34 | 34 |
| Avg. grace period | 7 | 7 |
| Domestic MLT debt | | |
| Avg. real interest rate on new borrowing | 4.3% | 4.3% |
| Avg. maturity (incl. grace period) | 5 | 5 |
| Avg. grace period | 3 | 3 |
| Domestic short-term debt | | |
| Avg. real interest rate | 4.2% | 4.2% |

* Note: The public DSA allows for domestic financing to cover the additional financing needs generated by the shocks under the stress tests in the public DSA. Default terms of marginal debt are based on baseline 10-year projections.

Sources: Country authorities; and staff estimates and projections.

1/ The most extreme stress test is the test that yields the highest ratio in or before 2034. The stress test with a one-off breach is also presented (if any), while the one-off breach is deemed away for mechanical signals. When a stress test with a one-off breach happens to be the most extreme shock even after disregarding the one-off breach, only that stress test (with a one-off breach) would be presented.



TOGO

5 août 2024

RAPPORT DES SERVICES DU FMI POUR LES CONSULTATIONS DE 2024 AU TITRE DE L'ARTICLE IV — ANNEXE D'INFORMATION

Établie par

le département Afrique
(en consultation avec d'autres départements)

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|--|---|
| RELATIONS AVEC LE FMI | 2 |
| PROGRAMME DE TRAVAIL CONJOINT BANQUE MONDIALE-FMI, 2024–25 | 5 |
| RELATIONS AVEC LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE | 9 |

RELATIONS AVEC LE FMI

(au 30 juin 2024)

| | | | |
|--|---------------------------|------------------------|---------------------------|
| 1. Statut – Date d’adhésion : | 1 ^{er} août 1962 | | Article VIII |
| 2. Compte des ressources générales : | | Millions de DTS | % de la quote-part |
| <u>Quote-part</u> | | 146,80 | 100,00 |
| <u>Avoirs du FMI en monnaie nationale (taux des avoires)</u> | | 127,13 | 86,60 |
| <u>Position dans la tranche de réserve</u> | | 19,79 | 13,48 |
| 3. Département des DTS : | | Millions de DTS | % de l’allocation |
| <u>Allocation cumulative nette</u> | | 211,03 | 100,00 |
| <u>Avoirs</u> | | 248,89 | 117,94 |
| 4. Encours des achats et des prêts : | | Millions de DTS | % de la quote-part |
| Accords élargis | | 273,86 | 186,55 |

5. Derniers engagements financiers :

Accords :

| Type | Date de l’accord | Date d’expiration | Montant approuvé (millions de DTS) | Montant tiré (millions de DTS) |
|-------------------|---------------------------|-------------------|------------------------------------|--------------------------------|
| FEC | 1 ^{er} mars 2024 | 31 août 2027 | 293,60 | 51,38 |
| FEC | 5 mai 2017 | 07 avr. 2020 | 247,65 | 247,65 |
| FEC ^{1/} | 21 avr. 2008 | 26 juil. 2011 | 95,41 | 95,41 |

6. **Obligations en retard et projections des paiements au FMI ^{2/}**

(en millions de DTS ; sur la base de l’utilisation des ressources et des avoires actuels en DTS) :

| | À échoir | | | | |
|----------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| | <u>2024</u> | <u>2025</u> | <u>2026</u> | <u>2027</u> | <u>2028</u> |
| Principal | 10,07 | 39,87 | 49,53 | 47,01 | 36,95 |
| Commissions/intérêts | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | <u>10,07</u> | <u>39,87</u> | <u>49,53</u> | <u>47,01</u> | <u>36,95</u> |

¹ Anciennement FRPC.

² Lorsqu’un pays membre a des obligations financières impayées pendant plus de trois mois, le montant de ces arriérés apparaît dans cette section.

7. Mise en œuvre de l'initiative PPTE :

| | Cadre <u>renforcé</u> |
|---|--------------------------|
| I. Engagement de l'aide au titre de l'initiative PPTE | |
| Date d'arrivée au point de décision | Nov. 2008 |
| Aide engagée | |
| par tous les créanciers (en millions de dollars) ^{1/} | 282,00 |
| dont : aide du FMI (en millions de dollars) | 0,32 |
| (équivalent en millions de DTS) | 0,22 |
| Date d'arrivée au point d'achèvement | Déc. 2010 |
| II. Décaissement de l'aide du FMI (en millions de DTS) | |
| Montants décaissés en faveur du pays membre | 0,22 |
| Aide intérimaire | 0,08 |
| Solde au point d'achèvement | 0,14 |
| Décaissement supplémentaire de revenus d'intérêts ^{2/} | 0,01 |
| Total des décaissements | 0,22 |

¹ L'aide engagée dans le cadre initial est exprimée en valeur actuelle nette (VAN) au point d'achèvement, tandis que l'aide engagée dans le cadre renforcé est exprimée en VAN au point de décision. Les deux montants ne s'additionnent donc pas.

² Dans le cadre de l'initiative renforcée, un décaissement supplémentaire est effectué au point d'achèvement. Il correspond aux intérêts courus sur le montant engagé au point de décision mais non décaissé pendant la période transitoire.

8. Mise en œuvre de l'initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM) : Sans objet**9. Mise en œuvre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (ARC) :**

| Date de la catastrophe | Date de la <u>décision du conseil d'administration</u> | Montant engagé (millions de DTS) | Montant décaissé (millions de DTS) |
|------------------------|--|-------------------------------------|---------------------------------------|
| Sans objet | 13 avr. 2020 | 3,74 | 3,74 |
| Sans objet | 02 oct. 2020 | 2,31 | 2,31 |
| Sans objet | 1 ^{er} avr. 2021 | 0,88 | 0,88 |

Le 4 février 2015, le fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC) a remplacé le fonds fiduciaire d'allégement de la dette après une catastrophe (ADAC).

Point de décision : point auquel le FMI et la Banque mondiale déterminent si un pays est admissible à une aide au titre de l'initiative PPTE et décident du montant de l'aide à engager.

Aide intérimaire : montant décaissé à un pays entre le point de décision et le point d'achèvement, à concurrence de 20 % par an et de 60 % au total de l'aide engagée au point de décision (ou 25 % et 75 %, respectivement, dans des circonstances exceptionnelles).

Point d'achèvement : point auquel un pays reçoit le reliquat de l'aide engagée au point de décision, ainsi qu'un complément au titre des revenus d'intérêts, tel que défini à la note 2 ci-dessus. La date du point d'achèvement dépend de l'application de réformes structurelles clés préalablement convenues (c'est-à-dire du point d'achèvement flottant).

10. Régime de change :

Le Togo est membre de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA). La monnaie commune, le franc CFA, est rattachée à l'euro au taux de 1 euro = 655,957 FCFA (à compter du 31 décembre 1998). Le régime de change (*de facto* et *de jure*) est un régime conventionnel de parité fixe. Le 1^{er} juin 1996, le Togo et les autres membres de l'UEMOA ont accepté les obligations énoncées aux sections 2, 3 et 4 de l'article VIII des Statuts du FMI. Le régime de change du Togo n'impose pas de restrictions aux paiements et transferts afférents aux transactions internationales courantes. Le Togo n'applique aucune pratique de taux de change multiples.

11. Évaluation des sauvegardes

La mise à jour 2023 de l'évaluation de la BCEAO a montré que l'institution dispose toujours d'un système de contrôle et d'assurance robuste et de solides mécanismes de gouvernance. Les dispositifs d'information financière et d'audit externe en particulier restent conformes aux pratiques internationales. Toutes les recommandations formulées dans l'évaluation des sauvegardes de 2018 ont été mises en œuvre.

12. Consultations au titre de l'article IV

Les consultations au titre de l'article IV avec le Togo se déroulent selon le cycle normal de 12 mois. Les précédentes consultations au titre de l'Article IV se sont achevées le 26 juin 2019.

M. Hans Weisfeld est le chef de mission du FMI depuis août 2022.

M. Maximilien Kaffo est le représentant résident du FMI depuis août 2021.

PROGRAMME DE TRAVAIL CONJOINT BANQUE MONDIALE-FMI, 2024–25

1. **L'équipe du FMI pour le Togo, dirigée par M. Hans Weisfeld (chef de mission) a rencontré l'équipe de la Banque mondiale pour le Togo, dirigée par M. Marc Stocker (économiste principal) le 24 mai 2024**, afin d'évoquer les difficultés macroéconomiques du Togo et de coordonner les efforts des équipes pour aider les autorités togolaises à résoudre ces difficultés.

2. **Les équipes ont convenu que le Togo connaît une croissance robuste et progresse vers la réalisation des objectifs de développement durable, mais continue de faire face à des vents contraires.** Après les chocs de ces dernières années, notamment la pandémie de COVID-19, des attentats terroristes, et la flambée des cours mondiaux des denrées alimentaires et des combustibles, le Togo est confronté à une dette publique et des déficits budgétaires élevés, une situation sécuritaire complexe à sa frontière nord et des besoins de développement qui demeurent considérables. En outre, le changement climatique est un défi grandissant.

3. **Les équipes se sont accordées sur une répartition des tâches entre le FMI et la Banque mondiale afin de conseiller les autorités sur les politiques à mener pour remédier aux difficultés macroéconomiques.**
 - **Promouvoir un rééquilibrage budgétaire propice à la croissance** en accroissant les recettes fiscales de 0,5 % du PIB par an (un objectif ambitieux) et en améliorant l'efficacité des dépenses au moyen de réformes de la gestion des finances publiques, notamment celle des investissements publics. **L'équipe du FMI dirige cette tâche et celle de la Banque y contribue sous forme de travaux analytiques, de définition des réformes et de renforcement des capacités.**

 - **Mettre en œuvre une stratégie de croissance inclusive, notamment grâce aux actions suivantes.**
 - **Renforcer les dépenses sociales et les dispositifs de protection sociale**, notamment en élargissant les transferts monétaires. La Banque aide les autorités au moyen de conseils et de financements dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la

protection sociale et de l’approvisionnement en électricité. **L’équipe de la Banque dirige cette tâche et celle du FMI y contribue.**

- **Améliorer la gouvernance et le climat des affaires**, notamment en préparant un diagnostic de la gouvernance du FMI si les autorités en font la demande, ce qui serait complété par des travaux financés par la Banque mondiale dans les domaines de la performance des administrations publiques, de la gouvernance locale et du climat des affaires. **Domaine de responsabilité commune.**
- **Renforcer le secteur bancaire et sa résilience.** La mise à disposition de ressources budgétaires pour la recapitalisation de la banque publique restante, qui a permis de ramener à zéro le niveau des fonds propres réglementaires, est un premier pas à saluer. **Tâche dirigée par l’équipe du FMI.**
- **Comprendre les effets probables futurs du changement climatique et aider les autorités à renforcer la résilience du Togo.** La Banque mondiale et le FMI ont entrepris des travaux analytiques pour comprendre les effets probables du changement climatique et déterminer des mesures appropriées d’adaptation et d’atténuation, ainsi que leur coût. Plus précisément, le prochain rapport sur le climat et le développement (CCDR) de la Banque mondiale contient des estimations détaillées des impacts sectoriels et macroéconomiques et recense des investissements et des réformes prioritaires. Il sera utilisé pour harmoniser les opérations de la Banque avec les objectifs d’adaptation et d’atténuation du changement climatique. Le FMI entreprend également une analyse approfondie. En outre, il a déjà mené un renforcement des capacités en matière de gestion des finances publiques sensible au climat et poursuivra cet effort. **Domaine de responsabilité partagée.**

4. Les équipes ont reçu les demandes d’information suivantes de la part de leurs homologues.

- L’équipe du FMI demande à être informée des progrès dans les domaines de travail de la Banque évoqués plus haut. Calendrier : au moins trimestriel.
- L’équipe de la Banque mondiale demande à être informée des évaluations des politiques et des perspectives macroéconomiques du FMI, ainsi que de l’évolution des autres tâches susmentionnées dévolues au FMI. Calendrier : au moins trimestriel, ainsi que celui des consultations au titre de l’article IV et des missions de revue du programme.

5. Le tableau ci-dessous présente les programmes de travail prévus pour chaque équipe au cours des prochaines années.

| Programme de travail conjoint Banque mondiale-FMI pour 2024 et au-delà | | | |
|---|---|-----------------------------------|------------------------------------|
| Titre | Produits | Date provisoire d'émission | Date escomptée de livraison |
| | Rapport sur le changement climatique et le développement | Septembre | Octobre 2024 |
| | Évaluation institutionnelle du changement climatique | Juin | Septembre 2024 |
| | Examen des finances publiques sur l'agriculture et la connectivité rurale | Juin | Septembre 2024 |
| | Bilan économique | Juin | Septembre 2024 |
| | Deuxième financement à l'appui de la politique de développement durable et inclusif | Septembre | Novembre 2024 |
| | Rapport sur la croissance et l'emploi au Togo | Octobre | Juillet 2025 |
| | Rapport spécial sur le développement et la décentralisation | Juin | Novembre 2024 |
| | Améliorer la gouvernance pour la prestation des services dans les secteurs sociaux | Juillet | Juillet 2024, 2025, 2026 |
| | Programme de renforcement du secteur public pour la prestation de services | À confirmer | Juin 2030 |
| | Programme de transformation de l'assistance sociale pour la résilience | À confirmer | Juin 2028 |
| | Projet d'amélioration de la qualité et de l'équité dans l'éducation de base (+ financement supplémentaire) | À confirmer | À confirmer |
| | Projet de services de santé essentiels de qualité pour une couverture de santé universelle (+ financement supplémentaire) | À confirmer | À confirmer |
| | Accroître le développement du Togo par l'accès à l'électricité | À confirmer | Décembre 2029 |
| | Consultations de 2024 au titre de l'article IV | Mai/juin 2024 | Septembre 2024 |

| Programme de travail conjoint Banque mondiale-FMI pour 2024 et au-delà (fin) | | | |
|---|---|-----------------------------------|------------------------------------|
| Titre | Produits | Date provisoire d'émission | Date escomptée de livraison |
| 2. Programme de travail du FMI | Première revue de l'accord appuyé par la FEC | Octobre 2024 | Décembre 2024 |
| | Deuxième revue de l'accord appuyé par la FEC | Avril 2025 | Juin 2025 |
| | Troisième revue de l'accord appuyé par la FEC | Octobre 2025 | Décembre 2025 |
| | Consultations de 2026 au titre de l'article IV et quatrième revue de l'accord appuyé par la FEC | Avril 2026 | Juin 2026 |
| | Cinquième revue de l'accord appuyé par la FEC | Octobre 2026 | Décembre 2026 |
| | Sixième revue de l'accord appuyé par la FEC | Avril 2027 | Juin 2027 |
| | Septième revue de l'accord appuyé par la FEC | Septembre 2027 | Novembre 2027 |

RELATIONS AVEC LE GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Le Togo et le Groupe de la Banque mondiale

<https://www.banquemondiale.org/fr/country/togo>

Projets de la Banque mondiale

[Projects \(worldbank.org\)](https://www.worldbank.org/projects)

**Togo – Déclaration de M. N’Sondé, Administrateur du Togo,
M^{me} Bah Administrateur Suppléant et M^{me} Boukpessi,
Conseillère de l’Administrateur**

**Réunion du conseil d’administration
Mercredi 4 septembre 2024**

I. Introduction

1. Au nom des autorités togolaises, que nous représentons, nous voudrions remercier les services du FMI pour les échanges francs et constructifs qui se sont tenus à Lomé dans le cadre des consultations de 2024 au titre de l’article IV car ces interactions sont essentielles à la bonne orientation des efforts visant à remédier aux principales vulnérabilités à moyen terme. Nous souhaitons également faire part de la reconnaissance des autorités à l’égard de la direction et du conseil d’administration du FMI pour leurs précieuses recommandations ainsi que pour l’assistance technique et le soutien financier qu’elles reçoivent de la part du FMI au fil des années, notamment dans le cadre du programme en cours appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC), approuvé le 1^{er} mars 2024.

2. L’économie du Togo a bien résisté à la succession de chocs survenus ces dernières années, notamment la pandémie de COVID-19, les répercussions de la guerre en Ukraine, l’augmentation de l’insécurité alimentaire et la détérioration de la situation sécuritaire dans le nord du pays en raison des activités terroristes dans le Sahel. Les réponses vigoureuses des autorités, notamment leurs mesures budgétaires de grande ampleur, ont été essentielles pour atténuer l’impact de ces difficultés aussi bien sur la population et que sur l’économie. Malgré des progrès en matière de lutte contre la pauvreté et des avancées dans son programme de développement, le pays reste confronté à des difficultés de taille, qui exigent de maintenir les efforts déployés pour accélérer la réduction de la pauvreté et réaliser les objectifs de développement durable (ODD).

3. Les autorités togolaises s’attachent à mettre en œuvre leur programme appuyé par l’accord de 42 mois au titre de la FEC. L’accord au titre de la FEC soutient l’exécution des politiques économiques et financières exposées dans la Feuille de route gouvernementale 2020–25, sur laquelle est étroitement alignée la déclaration de politique générale de la Première ministre à la suite du remaniement ministériel du 20 août 2024.

4. Au cours des consultations au titre de l’article IV, le dialogue a plus spécifiquement porté sur trois objectifs liés entre eux : i) améliorer la stabilité macroéconomique au moyen d’un rééquilibrage budgétaire porteur de croissance, ii) jeter les fondements d’une croissance durable et iii) promouvoir l’inclusion sociale. Les autorités souscrivent à l’essentiel des recommandations des services du FMI et insistent sur le rôle primordial que joue le programme appuyé par la FEC dans la mobilisation des financements dont le pays a besoin pour relever les défis auxquels il fait face.

II. Évolution récente de l'économie et perspectives

Évolution récente

5. En 2023, la croissance économique s'est maintenue à un niveau robuste, estimé à 5,6 %, portée par l'accroissement de l'activité dans les zones économiques spéciales (ZES) et la plateforme industrielle d'Adétikope (PIA). L'inflation a considérablement décéléré, l'inflation globale passant de 7,5 % en 2022 à 3,9 % en mai 2024. Sur le plan budgétaire, les recettes ont fortement augmenté, dépassant même les objectifs fixés grâce à une meilleure administration des recettes, s'agissant en particulier de la taxation des importations, du recouvrement des droits d'utilisation des sols et des contributions au nouveau fonds de concours, spécialement créé pour les dépenses de sécurité. Le déficit budgétaire global s'est résorbé de 8,3% du PIB en 2022 à 6,7 % du PIB grâce en grande partie à une réduction des subventions aux combustibles, et ce malgré des dépenses de sécurité plus élevées qu'attendu. La dette publique totale s'élevait à 68 % du PIB à fin 2023, un niveau légèrement supérieur à l'estimation de 67,4 % réalisée précédemment, ce qui s'explique par la prise en compte de deux emprunts intérieurs jusque-là omis. Le déficit des transactions courantes s'est lui aussi légèrement résorbé en 2023.

6. Dans le secteur financier, les indicateurs de solidité bancaire se sont nettement améliorés, comme en témoigne l'augmentation du ratio de solvabilité. Quant aux prêts improductifs, ils représentaient 7,7 % du total des prêts à fin 2023, contre 15,6 % en 2019. Cependant, les autorités reconnaissent que des difficultés persistent, notamment au niveau de trois banques, dont la dernière banque publique et la banque récemment privatisée. Les pouvoirs publics ont pris des mesures résolues pour renforcer les fonds propres réglementaires de la dernière banque publique et ils sont déterminés à lancer d'autres actions pour garantir la stabilité du secteur financier. Ils déploient également des efforts pour améliorer la conformité avec les exigences en matière de LBC/FT et préserver les normes en matière de propriété et de contrôle.

Perspectives et risques

7. Les autorités se montrent optimistes quant à l'évolution de la croissance à moyen terme, dont elles anticipent qu'elle dépassera les 5,5 % de la projection de base des services du FMI. Ces perspectives positives reposent en grande partie sur l'expansion vigoureuse des ZES et de la PIA, ainsi que sur ses retombées positives pour les secteurs primaire et tertiaire. Les autorités estiment que l'inflation globale s'alignera avec la cible de 2 % de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) d'ici à 2025 et que le déficit budgétaire convergera avec le plafond régional de 3 % du PIB dans les mêmes délais, conformément au rééquilibrage planifié. Le ratio dette publique/PIB devrait diminuer progressivement à partir de 2025 et le déficit des transactions courantes se stabiliser aux alentours de 3 % du PIB. Ces perspectives sont toutefois menacées par de fortes incertitudes, notamment les risques d'intensification des activités terroristes, qui pourraient perturber les échanges commerciaux et les chaînes logistiques, les difficultés à se procurer des financements abordables à l'échelle régionale et une possible insuffisance des financements concessionnels externes. Par ailleurs, la vulnérabilité du Togo aux effets du changement climatique, parmi lesquelles les inondations, les sécheresses et l'érosion côtière, fait peser des risques supplémentaires sur la croissance et la stabilité budgétaire.

III. Politiques économiques et réformes structurelles à moyen terme

Politique budgétaire et viabilité de la dette

8. Les autorités réaffirment leur engagement envers le double ancrage de politique budgétaire établi dans leur programme appuyé par la FEC afin d'améliorer la viabilité de la dette. Cette approche, guidée par les critères de convergence de l'UEMOA, vise à ramener progressivement le déficit budgétaire à 3 % du PIB d'ici à 2025 et à réduire le risque de surendettement à un niveau modéré d'ici à la fin de 2026. Le gouvernement est déterminé à poursuivre la mise en œuvre d'une consolidation budgétaire porteur de croissance par de mesures de recettes et dépenses ainsi que de réformes en matière de gestion des finances publiques (GFP).

9. Sur le plan des recettes, la stratégie budgétaire consiste à augmenter les recettes de 0,5 % du PIB supplémentaire par an. Pour atteindre cet objectif, des efforts sont en cours pour élaborer une stratégie de mobilisation des recettes à moyen terme qui se concentrera sur l'amélioration de l'administration des recettes et l'élargissement de l'assiette de l'impôt grâce à la dématérialisation, l'amélioration du recouvrement de l'impôt foncier et la suppression progressive des exonérations fiscales, conformément aux recommandations des services du FMI. Sur le plan des *dépenses*, les autorités entendent maîtriser la masse salariale, réduire temporairement les investissements publics et diminuer les dépenses courantes non prioritaires. S'agissant de ces dernières, les principales mesures consistent à rationaliser les dépenses consacrées aux biens et aux services ainsi qu'à réduire les subventions aux carburants. À l'avenir, les priorités en matière de dépenses resteront la sécurité, les programmes sociaux et les initiatives en matière de réduction de la pauvreté.

10. Les autorités prennent bonne note des recommandations des services du FMI concernant les *réformes en matière de GFP* et apprécient la reconnaissance apportée aux progrès notables réalisés dans la mise en œuvre de mesures clés, notamment la transition vers la méthode du budget-programme et l'introduction de la budgétisation sensible au genre, avec l'assistance technique du FMI. Elles sont déterminées à poursuivre leurs efforts en matière de budget-programme en introduisant la budgétisation sensible au climat et à l'environnement ainsi qu'à renforcer le cadre institutionnel et juridique des entreprises publiques. Par ailleurs, les autorités prévoient d'améliorer le cadre de gestion des partenariats public-privé (PPP) afin d'améliorer la gouvernance, la responsabilité et l'efficacité dans ces domaines. Pour ce faire, elles s'appuieront sur les réglementations adoptées en 2021 en matière de passation de marchés publics et de PPP dans le but de mieux aligner les projets avec les priorités de développement nationales et d'améliorer la gestion des investissements publics.

Réformes et politiques structurelles

Gouvernance et climat des affaires

11. Les pouvoirs publics gardent pour priorité de mener des politiques visant à améliorer la gouvernance et à créer un environnement plus favorable aux entreprises et au développement économique. Elles ont accompli des progrès considérables ces derniers temps, avec notamment la création d'une autorité chargée de la lutte contre la corruption et l'introduction de lois sur la

déclaration de patrimoine, qui ont exercé un effet positif sur les indicateurs de gouvernance. De plus, des avancées notables ont été réalisées dans la dématérialisation de l'administration publique et le renforcement des opérations du Port de Lomé. Conscientes que des difficultés persistent, les autorités sont toutefois déterminées à redoubler d'efforts sur le plan des réformes. Elles accueillent favorablement l'appel à une évaluation diagnostique de la gouvernance par le FMI afin d'identifier et informer les réformes visant à remédier à des vulnérabilités critiques, en s'appuyant sur les progrès déjà accomplis.

12. S'agissant du régime de LBC/FT, des avancées sont en cours, en conformité avec les conclusions du rapport 2022 du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest (GIABA). Celles-ci concernent la préparation d'une loi relative à la LBC/FT avec les décrets d'application correspondants. Les autorités prévoient une approche progressive pour s'attaquer aux problèmes dans ce domaine, en se concentrant en particulier sur le financement du terrorisme, sur la mise en œuvre des résolutions de l'ONU relatives au terrorisme et à la prolifération des armes, ainsi que sur des mesures s'appliquant aux personnes politiquement exposées.

Politiques industrielles et poursuite de la diversification de l'économie

13. Les politiques industrielles des autorités togolaises, qui prennent notamment la forme de ZES et d'incitations fiscales ciblées, ont attiré des investissements et créé des emplois, notamment dans l'industrie manufacturière et la PIA. Le gouvernement est optimiste quant au potentiel de ces politiques industrielles dans la transformation structurelle de leur économie. Les autorités reconnaissent la nécessité de les étudier avec soin en tenant compte des besoins du marché, en concevant des mesures adaptées, en analysant les coûts et en veillant à une mise en œuvre efficace afin d'éviter les inefficacités. Elles prévoient donc d'éliminer toute incitation fiscale supplémentaire ad hoc.

14. Les autorités prennent bonne note de la recommandation des services du FMI de s'orienter vers une économie basée sur les services en capitalisant sur la position du Togo en tant que hub régional pour les services financiers et la logistique commerciale. Elles réaffirment que cela fait partie de leurs grandes priorités et que des progrès sont en cours. Parallèlement aux efforts déployés pour développer les services financiers, la logistique commerciale, les ZES ainsi que les infrastructures nécessaires à l'énergie et à Internet, le gouvernement se concentre sur l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre au moyen de programmes d'enseignement et de formation ciblés pour les secteurs de services modernes, comme les technologies de l'information et la finance. Dans le même temps, le Togo travaille à l'expansion de son secteur agricole en développant notamment des Zones d'aménagement agricole planifiées (ZAAP). Ces zones sont conçues pour renforcer la sécurité alimentaire, améliorer les conditions de vie des producteurs et positionner le Togo parmi les grands pays exportateurs de produits agricoles, créant dans le même temps des synergies entre l'agriculture et des secteurs orientés vers les services comme l'Agri-tech conformément aux objectifs de la Feuille de route gouvernementale.

Inclusion sociale

15. Les autorités restent déterminées à renforcer les dispositifs de protection sociale et à augmenter les dépenses sociales et pro-pauvres, conformément à l'axe 1 de la Feuille de route gouvernementale. Elles reconnaissent qu'il est primordial d'améliorer l'inclusion sociale pour

avancer dans la réalisation des ODD et soutenir la croissance à moyen terme. Une stratégie de protection sociale a été adoptée en juin 2024 (repère structurel) et des efforts sont en cours pour mettre en œuvre un système d'identification biométrique et un registre des personnes admissibles, ce qui constituera le socle d'un programme de transferts monétaires ciblés en faveur des plus vulnérables. Tout en reconnaissant l'utilité des transferts monétaires dans les situations d'urgence, à l'image de *Novissi* pendant la pandémie de COVID-19, les autorités sont prudentes quant à leur pérennisation. Elles soulignent que l'amélioration de l'accès à des services d'éducation et de santé abordables pourrait constituer une approche plus efficace pour le développement du capital humain et la réduction de la pauvreté à long terme.

Politiques climatiques

16. Les considérations liées au changement climatique continuent de jouer un rôle clé dans les décisions politiques des autorités, étant donné la dépendance toujours importante de l'économie à l'égard de l'agriculture et de l'exposition des villes côtières à la montée du niveau de la mer. . Reconnaissant que le changement climatique pose des risques considérables, les autorités apprécient le document de la série des Questions générales consacré aux effets du changement climatique ainsi que les recommandations qui y figurent. Elles sont déterminées à surmonter ces difficultés ainsi qu'à renforcer l'adaptation au changement climatique et la résistance à ses effets. Pour accompagner ces efforts, elles solliciteront un accompagnement sous forme d'assistance technique auprès du FMI et d'autres partenaires pour le développement. Elles souhaitent rappeler qu'une demande d'accès au titre de la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) a été déjà soumise et espèrent qu'une suite favorable y sera donnée dans un futur proche.

IV. Conclusion

17. Les autorités togolaises demeurent résolues à mettre en œuvre des politiques solides pour préserver la stabilité macroéconomique et promouvoir une croissance économique durable et inclusive. Leurs efforts visent à renforcer la résilience, améliorer l'inclusivité et accélérer la croissance. Les autorités comptent sur les Administrateurs pour conclure les consultations de 2024 au titre de l'article IV ainsi que sur l'appui financier et l'assistance technique du FMI pour faire avancer leur programme de réformes et atteindre les objectifs de développement du pays.